

Photo de l'affiche réalisée par JR, artiste

SOMMAIRE

- 2 Comité de parrainage / Comité de direction
- 3 Messages

- 10 Jury

- 13 Hommage à Hu Jia

- 14 Prix
- 15 Liste des films

- 17 Soirée d'ouverture : 60^e anniversaire des Conventions de Genève
Films : Images d'archives du Ciné-journal suisse, 1949
Le droit international humanitaire, un code universel
- 18 Films : Géorgie le châtiement, Dans les braises du Caucase
- 19 Sujet : Géorgie : crimes et châtiements

- 20 Film : Securitas, un privé qui vous surveille
- 21 Sujet : Citoyens sous surveillance privée

- 22 Films : Mostar United, Sky too High, Soil too Hard, Nerma's question
- 23 Sujet : Bosnie : la poudrière ethnique

- 24 Film : Afghanistan, le choix des femmes
- 25 Sujet : Afghanistan éducation

- 26 Film : La liberté d'expression est plus nécessaire que jamais
- 27 Sujet : Menaces sur la liberté d'expression

- 28 Film : Umoja, le village interdit aux hommes
- 29 Sujet : Femmes, actrices de changement - La lutte pour l'égalité des sexes en Afrique

- 30 Films : Gaza-Sderot Chroniques d'avant-guerre, Shahida (Brides of Allah)
- 31 Sujet : GAZA : Et après ?

- 32 Films : Le rêve de Tiya, Prestes Maia. Freedom in Concrete, Kibera : Michael's Story
- 33 Sujet : L'extrême pauvreté

- 34 Film : Le monde selon Stiglitz
- 35 Sujet : Un autre monde est possible !

- 36 Films : Haqiqa la vérité, Algeria's Bloody Years
- 37 Sujet : L'Algérie bâillonnée : Barakat !

- 38 Films : L'aventure MSF, Living in emergency : Stories of doctors without borders, Citadelle humanitaire, Après Nargis
- 39 Sujet : Responsabilité de protéger : « L'interventionnisme humanitaire »

- 40 Film : Geraldo : sont-ils tous corrompus ?
- 41 Sujet : Les droits humains minés par la corruption

- 42 Films : The Water Diary, The Blood of Kouan Kouan
- 43 Sujet : Environnement et peuples en danger

- 44 Film : KM.207, a la orilla de la carretera (Km 207, au bord de la route)
- 45 Sujet : Guatemala

- 46 Films : En terre étrangère, Barcelone ou la mort
- 47 Sujet : En faveur de la régularisation des sans papiers !

- 49 Courts métrages : 28 Millimetres – Women, Land gewinnen, Moitié-moitié, Quand le train traverse la nature, le bonheur défile

- 50 Autres projections : Yodok Stories, Kassim the Dream
- 51 Autres projections : Finding Face, Ibret Olsun Diye (To Make an Example), The Choir
- 52 Autres projections : Diplomates suisses dans le piège colombien
- 53 Autres projections : Tuée pour l'honneur, La journée de la jupe, Dogora

- 54 Fictions et Droits Humains, sélection CAC-Voltaire
- 55 Fictions et Droits Humains, sélection CAC-Voltaire

- 57 Événements spéciaux : Exposition « A l'épreuve du monde » présenté par La Mission permanente de la France auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Concert exceptionnel de Sapho

- 58 Handicap International « Minetoons »

- 60 Programme Pédagogique / Le Jury des Jeunes
- 61 Concours et exposition, « Raconte-moi les Droits de l'Homme »
Le droit à l'alimentation

- 62 Films : Stories on Human Rights (Histoires des droits de l'homme), Cien metros más allá (Cent mètres plus loin), Haïti, l'exode des affamés, 854
- 63 Films : Témoin Indésirable, Femmes sans domicile, Ondes de choc, J'ai 16 ans et je suis taulard, Sans papiers ni crayons

- 64 Médecins Sans Frontières

- 65 Lecture : « Les papiers de l'amour », Cercle des amis du Festival

- 67 Infos pratiques
- 69 Organisation générale
- 71 Remerciements
- 72 Partenaires

COMITÉ DE PARRAINAGE COMITÉ DE DIRECTION

COMITÉ DE PARRAINAGE

Sergio Vieira De Mello, Premier parrain du Festival, Haut commissaire des Nations Unies aux Droits de l'homme, assassiné à Bagdad le 19 août 2003.

Louise Arbour, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

Robert Badinter, Avocat, ancien président de la Cour Constitutionnelle, ancien Garde des Sceaux

Ruth Dreifuss, Ancienne Présidente de la Confédération

Amos Gitai, Réalisateur

Barbara Hendricks, Cantatrice, ambassadrice de bonne volonté du HCR

William Hurt, Acteur

Ken Loach, Cinéaste britannique

Hubert Nyssen, Écrivain et éditeur

Jorge Semprun, Écrivain

Philippe Val, Directeur de l'hebdomadaire Charlie Hebdo

COMITÉ DE DIRECTION

Léo Kaneman, Co-directeur du FIFDH, membre fondateur

Yaël Reinharz Hazan, Codirectrice du FIFDH, membre fondatrice

José Garçon, journaliste

Annick Stevenson, Journaliste, membre fondatrice

Eric Sottas, Directeur de l'Organisation Mondiale contre la Torture (OMCT), membre fondateur

Pierre Hazan, Docteur ès Science Politique et auteur de « Juger la guerre, juger l'histoire », membre fondateur

Antoine Bernard, Directeur Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH)

Daniel Bolomey, Secrétaire général d'Amnesty International Suisse (AI)

Laurence Boisson de Chazournes, Professeure, Faculté de droit, Université de Genève

François Sergent, Directeur adjoint de la rédaction du journal Libération

Marie Heuzé, Directrice du service de l'information des Nations Unies à Genève

Andrew Clapham, Professeur de Droit International Public, Institut de hautes études internationales et du développement, Directeur de la Geneva Academy of International Humanitarian Law and Human Rights.

Sylvie Cohen, Journaliste, ancienne directrice du service des affaires extérieures du canton de Genève

Jean-Christophe Rufin, Ambassadeur de France au Sénégal, écrivain

Abderrahmane Sissako, Cinéaste

Afsané Bassir-Pour, Directrice du centre régional d'information des Nations Unies à Bruxelles

Richard Werly, Journaliste

NE PAS RENONCER DANS UN MONDE EN PLEIN CHAOS

«Notre héritage n'est précédé d'aucun testament», écrivait René Char après la deuxième guerre mondiale. Quelques années plus tard, ces paroles étaient reprises par Hannah Arendt, cette philosophe dont chaque phrase pourrait être écrite aujourd'hui tant étaient pertinents son engagement et son regard sur le monde, sur le totalitarisme, la banalité du mal, la responsabilité, la lutte entre politique et vérité... Aujourd'hui, il nous incombe à nous, citoyens d'un monde à la dérive, d'agir et de nous engager pour défendre les valeurs universelles et ne plus accepter qu'elles soient piétinées.

La crise planétaire que nous connaissons nous contraint à affronter de multiples défis, politiques, économiques, sociaux et environnementaux. Car au moment où les frontières s'estompent, où l'humanitaire et les droits de l'homme se rapprochent comme jamais, ce sont les populations les plus vulnérables, les défenseurs des droits de l'homme ou tous ceux qui résistent qui paient notre folie et nos renoncements.

L'objectif de notre festival, c'est précisément de ne pas renoncer et de ne pas autoriser, comme le disait Hannah Arendt, le divorce pensée-réalité. Nos forums sont là pour cela. Nos films sont là pour cela. Notre engagement à faire venir des victimes directes des crises qui traversent aujourd'hui le monde entier vise à cela. Nous ne pouvons plus nous replier devant notre petit écran et échapper aux tremblements qui secouent le monde. Nous ne pouvons plus nous retirer d'un espace qui contraint les femmes et les hommes d'aujourd'hui, tous âges et condition confondus, à la lucidité et à l'engagement collectif. Nous ne pouvons plus nous délester de notre propre responsabilité.

Le monde est aujourd'hui dans un tel chaos que le Festival doit, à regret, hiérarchiser et donc choisir. Nous avons donc opté pour des thématiques dont l'origine, l'existence et les conséquences nous paraissent universelles. La Géorgie, parce que son indépendance est menacée par la Russie qui se vit toujours comme un empire. Les femmes pour l'élimination de toutes formes de discrimination à leur égard. La liberté d'expression car elle est réinterprétée par les Etats, les intégrismes et les négationnistes. Les sans-papiers ostracisés et devenus les nouveaux damnés de la terre. La Bosnie, délaissée par la communauté internationale et en proie à un processus d'éthnicisation catastrophique. L'Algérie parce que cette même communauté internationale ferme les yeux sur l'incurie et les mensonges d'un régime qui a instrumentalisé l'intégrisme pour se maintenir au pouvoir.

Nous vivons un temps de la honte où la violence se déchaîne contre les peuples, les citoyens et les défenseurs des droits humains. A vous, à nous, de nous retrouver pendant ces dix jours pour comprendre qu'il est toujours temps de refuser radicalement l'inacceptable.

«Our heritage has been handed over to us without a testament,» wrote René Char after the Second World War. This idea was further developed a few years later by Hannah Arendt, philosopher whose commitment and insights – on totalitarianism, on the everyday existence of evil, on responsibility, on the battle between politics and truth – were so relevant that everything she said could have been said today. Presently it is our responsibility, as citizens of a world adrift, to act, commit ourselves to the defence of universal values, and refuse to let them be trampled upon. The global dimensions of the present crisis confront us with multiple challenges – political, economic, social and environmental. Inasmuch as borders disappear, as the links between humanitarian crises and human rights tighten, it is the most vulnerable populations, those who defend human rights or resist attacks against those rights who must pay the price for our insanity, for our reluctance to act. The objective of our festival is, as Hannah Arendt put it, to refuse to allow thought to be divorced from action. Our forums and our films are therefore purpose. That's the reason for our commitment to bring the direct victims of today's crises around the world here to Geneva. No longer can we hunker down in front of our television screens and escape the earthquakes shaking the world to its foundations. Nor can we go on staying clear of the reality that requires women and men, young and old, to be lucid and to commit themselves to collective action. We can avoid our own responsibility no longer.

The world today is in such a mess that the festival has no choice but to prioritize and, thus, make choices. We have therefore chosen to raise awareness on themes whose origin, existence and consequences seem to us universal. Georgia, because its independence is threatened by a Russia that still considers itself an empire. Women, so that all forms of discrimination against them can be overcome. Freedom of expression, because its meaning is being "reinterpreted" by states, fundamentalists and negationists. Ostracized illegal immigrants, today's "wretched of the earth". Bosnia, neglected by the international community and now in the throes of a process of ethnization. Algeria, because that same international community closes its eyes to the negligence and lies of a regime that has made use of fundamentalism to keep itself in power.

We are living in shameful times in which violence is being unleashed on populations, citizens and human rights defenders. It's up to you, and us, to get together during the next ten days in order to realize that it's never too late to start rejecting outright the unacceptable.



CENTRE DE PRODUCTION AUDIOVISUEL DE GENEVE

1'000 m2 de surface de production
Point d'injection 24/24h (fibre et satellite)
Réception et émission satellite (HD/SD)
Salles de montage (HD/SD)
Studio pour duplex - Plateau de tournage

SERVICES NEWS 24/24H
EQUIPES DE REPORTAGE
TRANSMISSION SATELLITE MOBILE
PRODUCTION MULTI CAMERAS
LOCATION D'EQUIPEMENTS VIDEO

**actua
films**
tv production+transmission

Actua Films SA
41 B Route des Jeunes
CH-1227 Carouge / Genève
Tél +4122 809 15 15
Fax +4122 320 07 76
24h Service +4179 477 47 34
info@actuafilms.com
www.actuafilms.com



NAVANETHEM PILLAY

Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

Je souhaite féliciter les organisateurs du festival d'avoir créé ce forum unique qui entre dans sa 7^{ème} année et leur renouveler le soutien de mon Haut-Commissariat.

A travers le langage universel des images, les œuvres présentées chaque année au Festival utilisent le langage universel des images et donnent lieu à des débats, qui n'engagent pas seulement des spécialistes des droits de l'homme en provenance du monde entier, mais suscitent également la participation d'un public plus large.

L'adoption de huit traités fondamentaux a permis au cours de ces soixante dernières années de renforcer les principes des droits de l'homme. Les thématiques traitées durant le Festival nous rappellent cependant que les droits des plus vulnérables sont fréquemment violés à travers le monde.

Tous les Etats ont ratifié au moins un de ces traités qui visent à assurer un meilleur niveau de vie aux personnes vivant dans une extrême pauvreté ; à garantir aux hommes et aux femmes les mêmes droits ; à permettre à chacun d'entre nous d'exprimer librement ses convictions et ses croyances ; de veiller à ce que la corruption, qui confère plus de pouvoir aux puissants, soit réprimée et enfin à préserver les moyens de subsistance de tous les peuples, des effets du changement climatique.

J'espère qu'un tel festival pourra continuer à promouvoir les droits humains à travers le monde et contribuer à la reconnaissance et à la formation des normes et standards des droits de l'homme.

I wish to congratulate the festival's organisers for creating this unique forum, now entering into its seventh year, and to renew the support of my office.

The works shown at the festival each year use the universal language of images to trigger debates that not only engage human rights specialists from all over the world, but also promote the participation of the wider public.

Despite the encouraging reinforcement of the foundations of international human rights law in the past six decades with the creation of eight core human rights treaties, the stories told at the festival remind us that the rights of the most vulnerable are still frequently violated worldwide. All States have ratified at least one of the core treaties which came into force to ensure that the right for a better standard of living for people living in extreme poverty could be guaranteed, that equal rights could be granted to men and women, that all of us could express our convictions and beliefs freely, that the livelihoods of all peoples would not be jeopardized by the effects of climate change, or that corruption, which yields greater power to the more fortunate, could be reprimanded.

It is my hope that fora such as the festival will continue to promote human rights work everywhere and contribute to the recognition and shaping of human rights norms and standards.

MICHELINE CALMY-REY

Conseillère fédérale, Cheffe du Département Fédéral des Affaires Etrangères (DFAE)

A l'occasion du 60^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme - en décembre 2008 - j'ai lancé un Agenda pour les droits humains. Cette initiative suisse s'est fixée pour but de promouvoir et d'approfondir un certain nombre de thèmes prioritaires et d'en assurer la mise en oeuvre au cours des prochaines années. Je constate avec plaisir que le FIFDH présente des films et organise des débats sur quatre thèmes contenus dans l'Agenda, à savoir : la responsabilité de protéger, l'environnement, la santé et les sans-papiers. Cela démontre clairement que l'Agenda - élaboré par un panel de personnalités indépendantes - touche aux sujets les plus brûlants.

Un autre thème important, dont l'actualité ne tarit pas dans le débat international sur les droits humains, est celui de la discrimination exercée à l'encontre des femmes. Je suis reconnaissante au FIFDH d'inclure une nouvelle fois ce thème dans son agenda et de mettre à l'affiche des films saisissants sur ce sujet. Ces derniers nous obligent à regarder la réalité en face et à admettre que les femmes sont, encore et toujours, particulièrement exposées à la violence et que le respect de leurs droits humains n'est toujours pas acquis.

Aussi suis-je très heureuse que le Festival commémore le 30^{ème} anniversaire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en programmant le 8 mars prochain, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, un documentaire qui témoigne de l'entreprise singulière d'un groupe de femmes kenyanes ayant décidé, après avoir été répudiées, de fonder un village réservé aux femmes.

On the occasion of the 60th anniversary of the Universal Declaration of Human Rights in December 2008, I launched a Human Rights Agenda. The aim of this Swiss initiative is to promote and more deeply explore certain priority themes, and to ensure their implementation over the coming years. I note with pleasure that the FIFDH is presenting films and organizing debates around four of this Agenda's themes, viz., the responsibility to protect, the environment, health, and immigrants without papers. This clearly demonstrates that the Agenda, formulated by an independent panel of personalities, touches on extremely burning issues.

Another important issue that continues to be highly relevant in the international debate on human rights is that of discrimination against women. I am grateful that the FIFDH is again including this theme in its programme and featuring gripping films on this subject. The latter oblige us to confront the reality that women are still particularly exposed to violence, and that the respect of their human rights is not yet assured.

I am therefore very happy that the festival is commemorating the 30th anniversary of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women by programming a documentary on March 8, International Women's Day, that gives an account of a unique venture by a group of Kenyan women who, after having been repudiated by their husbands, founded a village reserved for women only.

LAURENT MOUTINOT

Conseiller d'Etat de la République et Canton de Genève

Contribuer à la nécessaire indignation collective.

En matière de respect des droits humains, l'année 2009 débute en clair-obscur.

D'une part l'élection d'un président afro-américain aux États-Unis ouvre une lucarne lumineuse et porteuse d'immenses espoirs, moins de vingt ans après l'abolition de l'apartheid en Afrique du Sud.

Le premier acte, hautement symbolique, de la nouvelle administration américaine, consistant à signer un décret de fermeture de la prison de Guantánamo, permet de penser que les Conventions de Genève - dont on célèbre le soixantième anniversaire cette année - et en particulier celle relative au traitement des prisonniers de guerre, seront enfin appliquées et respectées par la plus grande puissance du Monde.

D'autre part et dans le même temps, le Proche-Orient n'en finit plus de s'entre-déchirer et les violations des droits humains se multiplient dans de nombreux endroits du Globe. Conflits ethniques, liberté d'expression réduite, viols systématiques, extrême pauvreté, catastrophes environnementales, famine, autant de drames et trop peu de voix pour les dénoncer.

C'est dire l'importance renouvelée du Festival du Film et Forum International sur les droits humains qui, pour la septième année consécutive, met à disposition du public une filmographie engagée, soutenue par des débats sans concession.

En abordant les thèmes les plus controversés avec de prestigieux invités, mais aussi en donnant la parole aux victimes, le FIFDH contribue à la nécessaire indignation collective.

Contributing to the necessary collective indignation.

A "clair-obscur" has characterized the beginning of 2009 as far as human rights are concerned.

On the one hand, less than twenty years after the abolition of apartheid in South Africa; the election in the US of an Afro-American president has unleashed immense hopes.

The first, highly symbolic act by the new administration has been to sign a decree closing Guantanamo. The gesture indicates that the world's most powerful nation may at last be about to apply and respect the Geneva Conventions – whose 60th anniversary we celebrate this year – and in particular, the clauses relating to the treatment of prisoners of war.

On the other hand and simultaneously, the Middle East continues to tear itself apart and human rights violations are at the rise in many parts of the world. Ethnic conflict, diminishing freedom of expression, systematic rape, extreme poverty, environmental catastrophes and famine - all these human dramas pile up while the voices denouncing them are too few.

Hence, the importance of the International Film Festival and Forum on Human Rights which, for the seventh year in a row, is offering the opportunity to view committed and involved films, supported by uncompromising debates.

By inviting prestigious speakers to tackle its highly controversial themes, and also by letting victims of human rights abuse speak out, the FIFDH contributes to the necessary collective indignation.

PATRICE MUGNY

Conseiller administratif de la Ville de Genève / Département de la culture

De bonnes causes peuvent aussi, parfois, faire de bons films. En se mettant au service des droits humains, les cinéastes n'abdiquent certainement pas leurs choix ni leurs exigences d'artistes. Leur travail s'intègre alors dans un projet plus vaste et plus ambitieux : participer activement à la défense des droits fondamentaux.

C'est précisément l'engagement du Festival international du Film sur les Droits Humains qui, s'attache à présenter des œuvres fortes, comme autant de témoignages permettant de focaliser les débats sur des problématiques d'actualité.

Cette année marque le 60^{ème} anniversaire des Conventions de Genève, dont le but est de définir puis d'imposer des normes communes dans le domaine du droit international humanitaire. Les terrains de mise à l'épreuve de ces textes ne manquent pas dans le monde que nous connaissons.

D'une certaine manière, osons dire que le FIFDH existe pour donner un écho au credo du Prix Nobel Joseph Stiglitz, invité du festival, qu'un autre monde est possible. Et que la prise en compte et le respect des droits humains est l'un des préalables à la mise en œuvre de cette révolution copernicienne.

De bons films, et les débats qui s'en suivront durant une dizaine de jours, peuvent aussi servir de bonnes causes. En venant rappeler que le combat pour la dignité, contre le silence est l'affaire de tous.

Good causes can sometimes make good films. By working in support of human rights, film-makers certainly renounce neither their choices nor their demands as artists. Their work thus becomes part of a broader and more ambitious project – that of participating actively in the defence of fundamental rights.

That is the mission and goal of the International Film Festival and Forum on Human Rights (FIFDH): to present strong films that can serve as testimonies and allow the debate to focus on contemporary human rights problems and themes.

This year we celebrate the 60th anniversary of the Geneva Conventions whose goal is to define and implement universal norms in international human rights law. Places where these texts are being violated are not lacking in our world today.

Let us dare to say that, in a way, the FIFDH exists to reinforce Nobel Prize winner and festival guest Joseph Stiglitz' credo that another world is possible. And that taking human rights into account and respecting them is a necessary condition for bringing about this Copernican revolution.

Good films and the related debates scheduled to take place over the next ten days can thus serve good causes. By reminding us that the combat for dignity and against silence concerns all of us.

JEAN-JACQUES ROTH

Directeur et rédacteur en chef du Temps

Les droits de l'homme sont le mantra d'aujourd'hui. La cause indiscutable de tout citoyen de bonne volonté. Ils ont leur charte, leur déclaration, leurs instruments. Ils ont leur Haut commissariat, leur Conseil permanent, leur journée internationale. Ils ont pour leur défense des ONG innombrables, des avocats, des militants. Ils ont leurs sites internet, leurs donateurs, leurs vedettes.

Mais en actes? Chacun sait que la barbarie n'a pas reculé en proportion des édifices construits pour la dénoncer. La raison d'Etat demeure, et l'universalité des droits de l'homme est menacée par une nouvelle vague de contradicteurs trop heureux de vitupérer cette préoccupation de nantis occidentaux, au goût post-colonial.

L'autre danger, pour les droits de l'homme, est d'être réduits à l'abstraction d'un slogan, usé à force d'être brandi.

L'utilité du FIFDH est de déranger ce confort. Bien sûr, on y discute, on y dénonce. Mais on y critique aussi les limites du concept, les modalités de son exercice. Et par les films documentaires qui y sont projetés, c'est l'essentiel qui nous est rendu : des corps, des visages, des vies. Des libertés bâillonnées, des dignités piétinées, la misère et la terreur, l'arbitraire et l'oppression.

Plus qu'une estrade à palabres, le FIFDH, par cette juxtaposition du réel et du débat, injecte du réel dans le discours. Il restitue aux droits de l'homme leur urgence. Il rappelle ainsi qu'il n'est de combat pertinent sans l'examen des faits et leur documentation acharnée. Cette recherche de vérité n'est pas différente de celle que les journalistes, au nom des mêmes valeurs, poursuivent dans leur travail quotidien. C'est pourquoi LE TEMPS s'honore de s'associer à ce festival, qui a si bien grandi au rythme des années.

Human rights is a mantra invoked everywhere today. Every well-meaning citizen's irreproachable cause. Human rights have their charter, their declaration, their legal instruments. They have their High Commission, their Permanent Council, their international day. Countless NGOs, lawyers, activists are there to defend them. They have their websites, their donors, their stars.

But what about action? Everyone is aware that barbarism has not diminished in an inverse ratio to the multiplication of structures to denounce it. Reasons of state remain, and the universality of human rights is threatened by a new wave of opponents only too happy to rail against what they qualify as privileged post-colonial Westerners.

Human rights also run the risk of being reduced to the level of an abstract slogan, worn out by having been constantly brandished anywhere and everywhere.

The FIFDH's purpose is to upset this applecart. Of course that opens the door to arguments and denunciations. But also to a critique of the very concept and the way it is implemented. The festival documentaries confront us with the basic raison d'être for our struggle: the bodies, the faces and the lives of the victims of human rights violations – their dignity trampled upon, their deprivation and terror, their oppression and the arbitrariness of their fate.

More than a showcase for words, the FIFDH by juxtaposing concrete images and discussion injects reality into the debate. It makes human rights an urgent matter again. It reminds us that a battle is effective only if the facts are examined and thoroughly documented. This search for the truth is identical to the efforts deployed by journalists who do their jobs in the name of the same values. Thus, LE TEMPS is honoured to be associated with a festival whose progress over the years has so well developed.

LE JURY

LOUISE ARBOUR

Louise Arbour est née à Montréal en 1947. Après des études de droit, elle obtient le poste de professeure agrégée puis de vice-doyenne de la Faculté de droit Osgoode Hall de l'Université York de Toronto. Elue juge de première instance à la Cour suprême de l'Ontario en 1987, elle est nommée en 1996 Procureure générale des Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda. Elle occupe ce poste pendant trois ans, rejoint la Cour suprême du Canada en 1999 après avoir inculpé Slobodan Milosevic pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. De 2004 à 2008 elle est Haut commissaire de l'ONU au Droits de l'homme.

Louise Arbour was born in Montreal in 1947. After studying law, she was appointed Associate Professor and later Vice-Dean of Osgoode Hall Law School at York University, Toronto. In 1987, she was named Trial Judge on the Supreme Court of Ontario and, in 1996, was appointed by the UN Security Council as Chief Prosecutor for the International Criminal Tribunals for the Former Yugoslavia and for Rwanda. Three years later, Louise Arbour joins the Supreme Court of Canada. She holds this position for three years and in 1999, after having indicted Slobodan Milosevic for war crimes and crimes against humanity. From 2004 to 2008, she held down the position of United Nations High Commissioner on Human Rights.

IDRISSA OUÉDRAOGO

Né en 1954 au Burkina Faso, Idrissa Ouédraogo est réalisateur, scénariste et producteur. Après des études de cinéma au Burkina et en France, il est révélé au public et à la critique en 1986 grâce à son premier long-métrage *Yam daabo*. En 1988, son film *Yaaba* obtient le Prix de la Critique au Festival de Cannes ainsi que le Prix du Public au Festival du cinéma de Ouagadougou. En 1990, il remporte le Grand prix du Jury au Festival de Cannes avec *Tilai*. Considéré comme l'un des maîtres du cinéma international contemporain, Idrissa Ouédraogo travaille également pour la télévision et le théâtre et participe, en 2002, au film de réflexion collective *September 11*.

Film director, scriptwriter and producer Idrissa Ouédraogo was born in Burkina Faso in 1954. After studying cinema in Burkina and France, he attracted public and critical attention in 1986 for his first full-length feature Yam daabo. In 1988 another Ouédraogo film, Yaaba, won the Critics' Prize (Prix de la Critique) at Cannes and the Ouagadougou Festival's Audience Prize (Prix du Public); in 1990, his Tilai won the Grand Prix du Jury at Cannes. Recognized as one of today's international cinema masters, Ouédraogo also works for television and theatre and, in 2002, participated in a collective cinematographic reflection on September 11.

FLORENCE AUBENAS

Journaliste française née en 1961, Florence Aubenas travaille pour *Le Matin* avant d'entrer à *Libération* en 1986. Grand reporter habituée aux zones à risques, elle couvre des conflits au Rwanda, au Kosovo, en Afghanistan et en Irak, où elle est enlevée le 5 janvier 2005 lors d'un reportage sur les réfugiés de Falloujah. Alors que la France se mobilise pour réclamer sa libération, elle est relâchée après 157 jours de captivité. En 2006, elle rejoint la rédaction du *Nouvel Observateur*, après avoir publié un livre sur le fameux procès d'Outreau: «La méprise: l'affaire d'Outreau».

French journalist born in 1961, Florence Aubenas first works for Le Matin and then for Libération in 1986. Great reporter used to dangerous areas, she covered conflicts in Rwanda, Kosovo, Afghanistan and Iraq, where she was kidnapped on the 5th of January 2005 while doing a reportage on refugees from Falloujah. With France mobilizing to call for her release, she is freed after 157 days in captivity. In 2006, she joined the editorial staff of Le Nouvel Observateur, after having published a book on the famous trial of Outreau: "La méprise: l'affaire d'Outreau".

LE JURY

MATHIEU KASSOVITZ

Akteur, scénariste, réalisateur et producteur français, Mathieu Kassovitz est né en 1967. Après des débuts à l'écran en 1978, il dirige son premier long-métrage *Métisse* en 1993. Deux ans plus tard, il crée l'événement en écrivant et réalisant *La Haine*, qui remporte le Prix de la mise en scène au Festival de Cannes ainsi que trois Césars. Renouant avec le succès en 2000 avec *Les rivières pourpres*, Mathieu Kassovitz se distingue également en tant que comédien dans des films phares tels que *Le fabuleux destin d'Amélie Poulain* (2001), *Amen* (2002) ou encore *Munich* (2005). Membre et parrain du collectif «Devoirs de mémoire», Mathieu Kassovitz est un militant actif de la lutte contre le racisme.

French actor, screenwriter, film director and producer Mathieu Kassovitz was born in 1967. After an early film appearance in 1978, he directed his first full-length feature Métisse in 1993. Two years later, he hit the big time with La Haine, which he wrote and directed and which won the Cannes Film Festival's prize for best directing (Prix de la mise en scène) along with three Césars. "Purple Rivers" (Les rivières pourpres) was a second triumph in 2000. Kassovitz has also made a name for himself as an actor in leading films like Le fabuleux destin d'Amélie Poulain (2001) and Amen (2002), as well as Munich (2005). As a member and sponsor of the "Devoirs du mémoire" (The Duty of Memory) collective, Mathieu Kassovitz is a committed activist in the anti-racism struggle.

SLIMANE BENAÏSSA

Slimane Benaïssa est écrivain, metteur en scène et comédien. Considéré comme l'un des dramaturges algériens les plus populaires, il est contraint, après plus de 20 ans d'activité théâtrale dans son pays, de s'exiler en France en 1993. Il s'y fait connaître avec sa pièce *Au-delà du voile* mais surtout avec *Les fils de l'amertume* en 1996 puis avec *Prophètes sans Dieu, Les confessions d'un musulman de mauvaise foi*, qui le confirment comme un dramaturge de talent. Également romancier, ancien membre du Haut Conseil de la Francophonie et Docteur Honoris Causa de l'Université de Paris-Sorbonne, Slimane Benaïssa manie un humour caustique qui dénonce les dérives de l'Algérie contemporaine ainsi que les préjugés, qu'ils soient religieux, sexistes ou politiques.

Slimane Benaïssa is a writer, film director and actor. One of Algeria's most popular playwrights, he was forced into exile in France in 1993 after being devoted for more than 20 years to the world of theatre in his country. His plays Au-delà du voile (Beyond the veil) and, in particular, his 1996 Les fils de l'amertume (Sons of bitterness) attracted attention. Then, Prophètes sans Dieu (Prophets without a God) and Les confessions d'un musulman de mauvaise foi (Confessions of an insincere Muslim) confirmed his reputation as a gifted playwright. A novelist, former member of the Haut Conseil de la Francophonie (High Council for Francophony) and Docteur Honoris Causa from Paris-Sorbonne University, Slimane Benaïssa's caustic humour denounces contemporary Algerian excesses and prejudices, whether religious, gender-related or political.



LES PAPIERS DE L'AMOUR

de Slimane Benaïssa
du 20 février au 15 mars 2009

théâtre
en cavale

À P I T O Ë F F

Par la Compagnie Apsara
en collaboration avec le Théâtre en Cavale

Mise en scène : Miguel Fernandez-V.
Avec : Silvia Barreiros, Roberto Molo
et Patrick Brunet

Musique : Luis Aballe et Ondina Duany
Lumière : Claire Firmann
Scénographie : Silvia Barreiros et
Christian Métraux

19h mercredi-samedi
20h30 jeudi-vendredi
17h dimanche
relâche lundi-mardi

Réservations
079 759 94 28
www.cavale.ch

WELCOME HOME

Your company has just asked you to learn English to head the Exports Division. You're American, your husband is Chinese. Your Italo-Irish children are correcting your French. You spent a summer in Australia and would love to learn the language. You came for the job and stayed for the Alps. You want to see your country from a new perspective.

**Welcome to the Anglosphere.
Welcome Home.**

World Radio Switzerland is a national English-language media in Switzerland for Anglophones, Angloprofessionals and Anglophiles.

Tune in to WRS on 88.4 FM in Geneva, via cable, satellite and DAB in Switzerland and on worldradio.ch across the world.

wrs

WORLD RADIO.CH
FM 88.4 GENEVA



HOMMAGE À HU JIA

Au moment précis où s'ouvrait à Pékin le sommet Asie-Europe les 24 et 25 octobre 2008, le parlement européen a attribué le prix Sakharov des droits de l'homme au dissident chinois emprisonné Hu Jia. Ce prix sert assurément de piqûre de rappel sur l'état des droits de l'homme en Chine, passés au second plan avec la montée en puissance de l'économie chinoise. Condamné à trois ans et demi de prison pour subversion à l'issue d'un simulacre de procès, ce militant professionnel n'a jamais eu recours à la violence. Il n'a fait que braquer le projecteur là où le système chinois ne veut pas qu'on regarde, le scandale du sida parmi les paysans du Henan, l'absence d'état de droit, le souvenir du massacre de Tiananmen en 1989. De par son activisme, Hu Jia demeure une personnalité hautement symbolique. C'est pourquoi, lors de sa condamnation, les gouvernements occidentaux avaient protesté. Mais le rapport de force instauré par la Chine lui a permis de balayer d'un revers de la main les critiques. Le parlement européen, malgré ses divisions, a compensé le manque de courage des Etats en résistant aux mises en gardes chinoises et en lui octroyant le prix Sakharov, du nom d'un autre grand dissident. Evidemment, la Chine ne libèrera pas Hu Jia simplement parce que le parlement européen en a fait un héros des droits de l'homme.

The European Parliament decided to award the Sakharov human rights prize to Hu Jia, an imprisoned Chinese dissident, on 24-25 October 2008 at the very moment of the opening of the Asia-Europe Summit in Beijing. At a time when the consequence of the growth of China's economic power has been to relegate human rights to the back burner, the prize certainly serves to prick consciences on the state of human rights in China.

Sentenced to three-and-a-half years of imprisonment for subversion after a mock trial, this professional activist has never resorted to violence. All he did was to spotlight what China did not wish us to see: the scandal of the Henan peasants contaminated by AIDS, the absence of the rule of law, the memory of the 1989 Tiananmen massacre.

Because of his activism, Hu Jia became a strong symbol. Therefore western governments protested at his sentencing. The balance of power created by China allowed it to brush these criticisms aside however. In spite of its divisions, the European Parliament countered individual states' lack of courage by resisting Chinese warnings, and by awarding him the Sakharov prize, named after another great dissident.

Obviously, China is not about to liberate Hu Jia simply because the European Parliament turned him into a human rights hero.

Pierre Haski

LES PRIX

GRAND PRIX FIFDH OFFERT PAR L'ETAT DE GENÈVE

doté de 10'000 CHF, qui récompense les Documentaires de Création (DC) pour la qualité de la réalisation et l'engagement du cinéaste en faveur des droits humains.

GRAND PRIX DE L'ORGANISATION MONDIALE CONTRE LA TORTURE (OMCT)

doté de 5'000 CHF, qui récompense les Grands Reportages (GR). Attribué à un cinéaste ayant mis en lumière une situation particulièrement douloureuse démontrant la nécessité de lutter en faveur des droits de l'Homme.

LE PRIX DU JURY DES JEUNES

attribué aux films en compétition : Documentaires de Création (DC), sera dévoilé lors de la soirée du palmarès le 15 mars à 19h30, à l'auditorium Ardit.

Honorifique

Ces trois prix seront remis lors de la soirée du palmarès le samedi 14 mars à 19h00 à l'Auditorium Ardit.

Lors de cette soirée, la **Fondation Barbara Hendricks** pour la Paix et la Réconciliation remettra un Prix en l'honneur de Sergio Vieira de Mello.

LES FILMS

DOCUMENTAIRES DE CRÉATION (DC), EN COMPÉTITION OFFICIELLE POUR LE GRAND PRIX FIDH OFFERT PAR L'ÉTAT DE GENÈVE

Barcelone ou la mort
de Idrissa Guiro

Finding Face
de Skye Fitzgerald et Patti Duncan

Ibret Olsun Diye (To Make an Example)
de Necati Sonmez

Kassim the Dream
de Kief Davidson

Le Monde selon Stiglitz
de Jacques Sarasin

Shahida (Brides of Allah)
de Natalie Assouline

Sky too High, Soil too Hard
de Rudi Uran

The Blood of Kouan Kouan
de Yorgos Avgeropoulos

The Choir
de Michael Davie

Yodok Stories
de Andrzej Fidyk

GRANDS REPORTAGES (GR) EN COMPÉTITION POUR LE PRIX DE L'OMCT (ORGANISATION MONDIALE CONTRE LA TORTURE)

Afghanistan, le choix des femmes
de Hadja Lahbib

Dans les braises du Caucase
de Manon Loizeau

En terre étrangère
de Christian Zerbib

Géorgie, le châtiment
de Nino Kirtadze

Geraldo : sont-ils tous corrompus ?
de Patrice Barrat et Daniel Rubio

Haqiqa la vérité
de Anne Amzallag

Living in Emergency : Stories of Doctors Without Borders
de Mark Hopkins

Prestes Maia Freedom in Concrete
de Jonas Ginter, Levin Peter et Marla Fee Wilke

Tuée pour l'honneur
de Giawdat Sofi

Umoja, le village interdit aux hommes
de Jean Crousillac et Jean-Marc Sainclair

FILMS HORS COMPÉTITION

Algeria's bloody years
de Patrice Barrat, Thierry Leclère et Malek Bensmail

Après Nargis
de Régis Michel

Citadelle Humanitaire
Frédéric Gonseth

Diplomates suisses dans le piège colombien
de Marie-Laure Widmer Baggolini et Anne-Frédérique Widmann

Dogora
de Patrice Leconte

Gaza-Sderot, Chroniques d'avant guerre
de Serge Gordey, Robby Elmaliyah et Khali al Muzayyen

KM.207, a la orilla de la carretera (Km 207, au bord de la route)
de Grégory Lassalle

La journée de la jupe
de Jean-Paul Lilienfeld

L'aventure MSF
de Patrick Benquet

Mostar United
de Claudia Tosi

Securitas, un privé qui vous surveille
de Mauro Losa

COURTS MÉTRAGES

28mm - WOMEN Favela Morro da Providência, Rio de Janeiro
de JR

Kibera : Michael's Story
de Amnesty International

Land gewinnen
de Marc Brummund

La liberté d'expression est plus nécessaire que jamais
de Marco Domeniconi et Chantal Savioz

Le Droit International Humanitaire : un code universel
du CICR

Le rêve de Tiya
de Abderrahmane Sissako

Minetoons
de Handicap International

Moitié-moitié
de Maria Müller

Norma's Question
de Lode Desmet

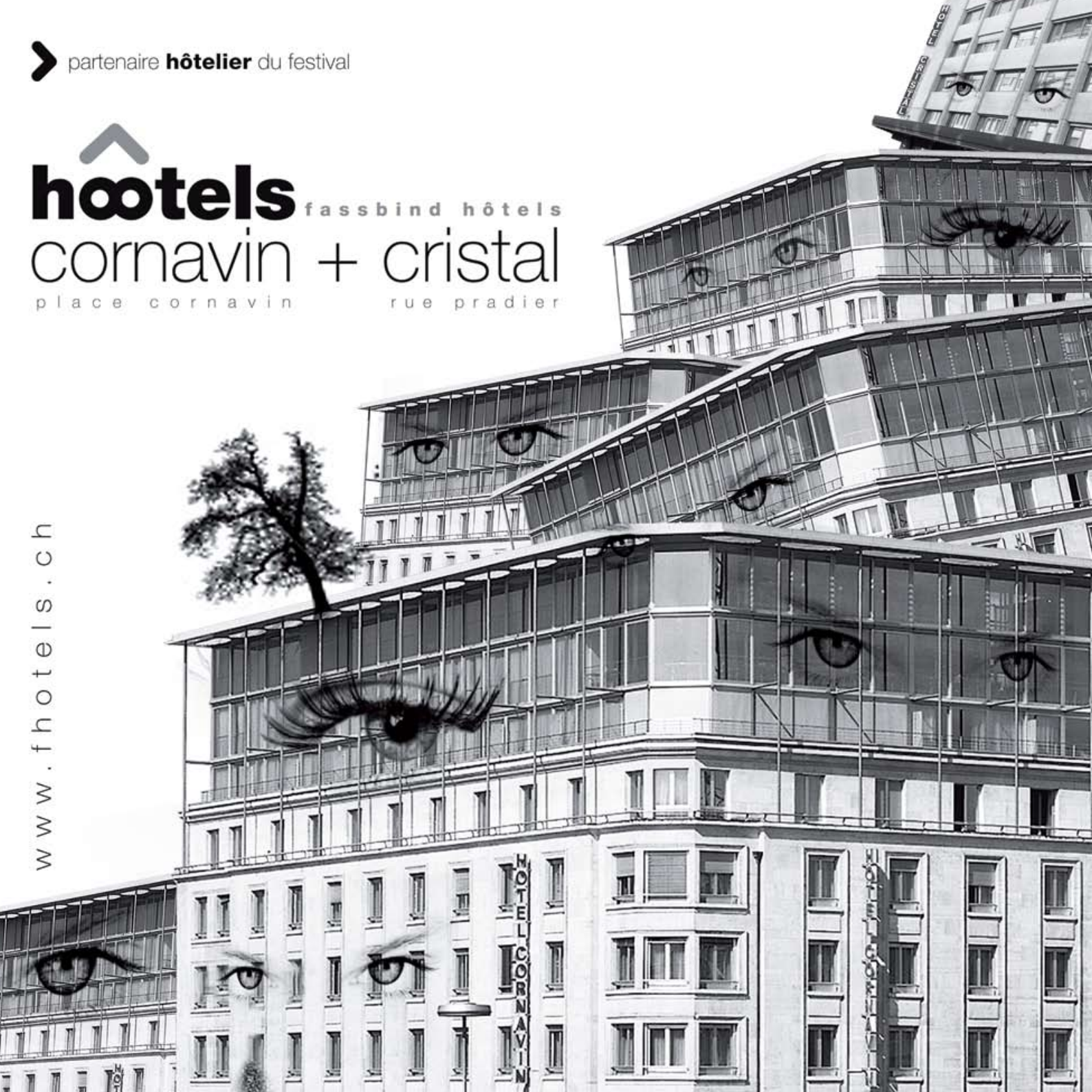
Quand le train traverse la nature, le bonheur défile
de Séverine Vanel

The Water Diary
de Jane Campion

partenaire **hôtelier** du festival

hôtels fassbind hôtels
cornavin + cristal
place cornavin rue pradier

www.fhotels.ch





**Our world is in a mess.
It's time to make your move.**
ourworld-yourmove.org



CICR

60^e ANNIVERSAIRE DES CONVENTIONS DE GENÈVE

Vendredi 6 mars 2009 19h, Soirée d'ouverture, sur invitation

Soixante ans après leur acte de naissance, les Conventions de Genève de 1949 et leurs deux Protocoles Additionnels constituent plus que jamais, le cœur du droit international humanitaire (DIH). Ratifiées et acceptées par la totalité des États de la planète, elles sont aujourd'hui l'instrument juridique le plus apte à protéger les victimes des conflits armés, à commencer par les civils, les blessés et les malades, les personnes déplacées ou détenues. Au fil du temps, que de vies sauvées, d'êtres humains protégés derrière ces articles de loi. Cela étant, l'impact concret de ces règles juridiques n'a rien d'optimal ni de permanent face au test de réalité. Il suffit d'ouvrir le journal, parcourir le web ou regarder la télévision pour constater à quel point les violations du droit humanitaire ont tendance à se banaliser. Depuis le 11 Septembre 2001, le contexte international s'est polarisé et génère de multiples tensions exacerbées par l'essor de réseaux terroristes et de programmes de lutte anti-terroristes. Certains dirigeants et chefs de guerre ignorent délibérément le DIH. Trop de civils l'ont appris à leurs dépens. Il faut le marteler : les règles du DIH ne sont pas un menu dans lequel on fait son choix en fonction de l'inspiration et des intérêts du moment. Elles doivent être appliquées par tous les protagonistes des conflits, les États et les acteurs non étatiques. Sans exception. Transiger sur cette exigence est un crime. Synthèse universelle des limites à la violence en temps de conflits armés, les Conventions de Genève prévoient que ceux qui violent le droit humanitaire soient poursuivis et sanctionnés. Alors qui fait quoi ? Les États parties aux Conventions de Genève « s'engagent à respecter et à faire respecter le DIH en toutes circonstances » nous rappelle l'article premier des Conventions de Genève. Un texte court, pour un long chemin...

Sixty years after they were drafted, the 1949 Geneva Conventions and their two Additional Protocols continue, now more than ever, to be the cornerstone of international humanitarian law. Ratified and accepted by all nations, they provide the best available legal protection for victims of armed conflicts - mainly civilians, the wounded and sick, displaced persons and detainees. Over the years, they have protected and saved countless lives. However, their practical impact has been far from optimal and the protection they offer too fleeting. One need only look at a newspaper, surf the web or watch television to realize just how commonplace violations of humanitarian law are today. Since 11 September 2001, the world has become increasingly polarized and rife with tension. Meanwhile, terrorist networks and countervailing programmes have proliferated. Far too often, political leaders and military commanders deliberately ignore the provisions of humanitarian law, and innumerable civilians have suffered the consequences. Yes, the Geneva Conventions still have a role to play, and this message needs to be hammered home. The provisions of humanitarian law are not items to be selected from a menu, depending on the mood of the day or one's own preferences. All parties to a conflict, without exception, be they States or non-State groups, must comply with the law. To violate it is a crime. The Geneva Conventions are universal treaties that place limits on violence in armed conflict. They stipulate that anyone who disregards those treaties is to be prosecuted and punished. So who is responsible for what? All States party to the Geneva Conventions have an obligation to «respect and ensure respect for» international humanitarian law «in all circumstances,» as stated in Article 1 of the Conventions. Although the task is plain enough, the road is long...

Jean-François Berger, délégué du CICR

FILMS:

Images d'archives du Ciné-journal suisse, 1949

Le Droit International Humanitaire : un code universel

2009 est une année importante pour le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Outre le 60^e anniversaire des Conventions de Genève, le Mouvement célébrera le 150^e anniversaire de la bataille de Solferino, qui constitue l'acte de la naissance de la Croix-Rouge par Henry Dunant. À cet effet, une campagne de communication **Notre monde. À vous d'agir. / Our world. Your move.** sera lancée fin mars 2009. Pour plus d'information, voir www.ourworld-yourmove.org dès le 25.3.09.



GÉORGIE, LE CHÂTIMENT

FRANCE, 2008, 22 MIN,
COULEUR, BETA SP, VO FR, ST FR

Réalisation : Nino Kirtadze
Image : Frédéric Bohn
Montage : Christophe Bouquet
Son : Matthieu Comin
Production : France 2, « un oeil sur la planète »
Distribution : France Télévisions Distribution,
Service Actualités. Esplanade Henri de France 7,
75009 Paris, France
Tél/Fax : + 33 (0) 1 56 22 45 28
Email : anne.rousselet@francetv.com

GÉORGIE, LE CHÂTIMENT

de Nino Kirtadze (*Grands Reportages*)

Automne 2008. Trois mois après le cessez-le-feu qui a marqué la fin des hostilités entre l'Armée russe et les troupes géorgiennes, les stigmates de la guerre sont encore bien visibles. Sous le regard impuissant des observateurs européens, les villages géorgiens sans ressources et proches de la frontière osète se vident de leurs habitants qui laissent derrière eux, des champs truffés de mines et des villages aux allures fantasmagoriques. Reportage saisissant sur un conflit gelé qui menace à tout instant de s'enflammer.

Autumn 2008. Three months after the ceasefire that marked the end of the hostilities between the Russian army and Georgian troops, the wounds of the war are still very visible. As European observers stand by helplessly, destitute Georgian villages on the border with Ossetia are deserted by their inhabitants, leaving unexploded minefields and ghostly villages behind them. A striking reportage on a frozen conflict that threatens to once again burst into flames.

Vendredi 6 mars, 21h00 / CAC SIMON et LANGLOIS



DANS LES BRAISES DU CAUCASE

de Manon Loizeau (*Grands Reportages*)

DANS LES BRAISES DU CAUCASE

FRANCE, 2008, 33 MIN, COULEUR,
BETA SP, VO FR

Réalisation : Manon Loizeau
Image : Laurent Stoop
Montage : Bruno Joucla
Son : Laurent Stoop
Production / Distribution : CAPA Presse TV
Rue de la Croix Nivert 80, 75015 Paris, France
Tél : + 33 (0) 1 40 45 47 06
Fax : + 33 (0) 1 40 45 47 10
Email : nroy@capatv.com

Immersion au plus profond des événements survenus durant l'été 2008 dans le Caucase, au coeur du conflit qui a opposé l'armée russe aux troupes géorgiennes en Ossetie du Sud. La reporter Manon Loizeau braque sa caméra sur les chars russes, les maisons dévastées et les populations civiles terrorisées, prises en étau entre les deux belligérants. Retour sur une guerre éclair menée d'une main de fer par un « ours russe » bien décidé à asseoir son influence dans cette région.

Focusing on the conflict between the Russian army and Georgian troops in South Ossetia in the summer of 2008, this film takes us on a dizzying journey to the heart of the Caucasus. Reporter Manon Loizeau's camera films Russian tanks, demolished houses, and a terrorized civilian population caught between the two opposing armies. A look back at this lightning conflict carefully managed and controlled by a Russian regime determined to confirm its power in the region.

Vendredi 6 mars, 21h00 / CAC SIMON et LANGLOIS

GÉORGIE : CRIMES ET CHÂTIMENTS

C'était en août 2008. L'intervention russe en Géorgie suscite une immense émotion en dépit de l'erreur, quelque peu irresponsable, commise par le Président géorgien pro-occidental Mikhaïl Saakachvili : tenter de reprendre par la force le contrôle de l'Ossétie du Sud, une des deux régions séparatistes de Géorgie avec l'Abkhazie.

Disproportionnée, la riposte du Kremlin reflète l'ambition d'une Russie qui se vit toujours comme un empire. Forte de son pétrole et de ses ventes d'armes, elle entend conserver sa zone d'influence dans le Caucase et s'imposer comme seul territoire de transit des hydrocarbures en provenance des pays producteurs d'Asie centrale et du Caucase. D'où la nécessité d'empêcher la Géorgie de devenir une route alternative sécurisée pour les pipelines.

Dans cette ambiance de nouvelle guerre froide, le conflit sera un test pour l'Union Européenne. Restée impuissante, par le passé face aux guerres des Balkans, elle tente une ébauche de politique étrangère commune, en dépit des approches différentes au sein de l'UE, où Royaume-Uni, ex-pays de l'Est et Suède sont partisans de la fermeté face à Moscou. Mais profitant de sa supériorité sur le terrain des opérations, le Kremlin impose un fait accompli : la partition de la Géorgie. Pire : Le plan de cesser-le-feu final ne mentionne pas l'intégrité territoriale géorgienne. Tandis que la Russie reconnaît l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du sud et occupe ces territoires.

Ce qui s'est joué va donc au-delà de l'émotion créée par les violations des droits humains qui ont eu lieu des deux côtés : crimes des milices ossètes et des troupes russes contre les Géorgiens; tirs de chars géorgiens contre Tskhinvali, la capitale ossète.

Aujourd'hui, face à son opposition dopée par l'élection de Barack Obama, le président Saakachvili n'aborde pas en position de force les négociations de Bruxelles. Or, leur enjeu est décisif : il porte sur la création de zones tampons, la reconstruction de la Géorgie et le statut des républiques autoproclamées reconnues par Moscou.

Russia's August 2008 intervention in Georgia provoked a very strong reaction in spite of pro-Western Georgian president Mikhaïl Saakachvili's slightly irresponsible slip-up, i.e., Georgia's attempt to recover control over South Ossetia which, along with Abkhazia, is one of two separatist regions. The disproportionate Russian riposte reflected the ambitions of a country, which still sees itself as an empire. Bolstered by its petrol and arms sales, Russia intends to provide itself with a new zone of influence in the Caucasus, and set itself up as the only transit route for hydrocarbons coming from producing countries in Central Asia and the Caucasus. Hence the need to prevent Georgia from becoming an alternative and secure route for pipelines.

In an atmosphere redolent of the Cold War, the conflict will be a test for the European Union after its ineffectiveness during the Balkan wars. One can begin to discern the outlines of a European foreign policy, even if it is limited by Russia's superior military strength on the ground, and in spite of divergences within the EU, with the UK, ex-Eastern European countries and Sweden favouring a tough approach with Moscow. Russia meanwhile is taking advantage of the situation by imposing a terrible fait accompli on a Georgia terrified of being dismantled: the ceasefire plan doesn't mention Georgia's territorial indivisibility and the Kremlin, while recognizing the independence of Abkhazia and South Ossetia, is occupying those regions.

What's happening goes beyond the emotion provoked by the human rights violations committed by both sides: Russian and Ossetian crimes against Georgians; Georgian tanks shooting at the Ossetian capital, Tskhinvali.

Faced by an opposition strengthened by Barack Obama's election, president Saakachvili is ill-equipped to tackle the Brussels negotiations. The stakes are decisive however: the negotiations will deal with the creation of buffer zones, the reconstruction of Georgia, and the status of self-proclaimed republics recognized by Moscow.

José Garçon

Co-présenté avec **Libération**

INTERVENANTS :

Pierre Morel, Représentant spécial de l'Union Européenne pour la Géorgie

Nicolas Rurua, Ministre géorgien de la culture

Nino Kirtadzé, Cinéaste géorgienne

Anna Neistat, Chercheuse pour la division de Human Rights Watch's Emergencies

Modérateur : **François Sergent**, Directeur adjoint de la rédaction du journal Libération

Vendredi 6 mars, 21h00
CAC SIMON et LANGLOIS



SECURITAS, UN PRIVÉ QUI VOUS SURVEILLE

de Mauro Losa et Jean Philippe Ceppi

SECURITAS, UN PRIVÉ QUI VOUS SURVEILLE

SUISSE, 2008, 32 MIN, COULEUR,
BETA SP, VO FR

Réalisation : Mauro Losa

Journaliste : Jean-Philippe Ceppi

Image : Walter Hug

Montage : Catherine Merglen

Son : Jiri Nezval

Musique : Laurent Jespersen

Production / Distribution : Temps Présent - TSR

Télévision Suisse Romande,

CP 234, 1211 Genève 8, Suisse

Tél/Fax : + 41 (0) 22 708 98 80

Email : eric.burnand@tsr.ch

Accusée d'espionnage, la plus grande société de sécurité suisse, a récemment fait les grands titres. Securitas aurait infiltré le groupe Attac pour le compte de Nestlé déclenchant la polémique. Quels sont les limites et les contrôles auxquels sont soumises les entreprises privées qui se substituent en quelque sorte à la police ? Est-il légitime que Securitas se dote de services d'investigation qui leur permettent d'observer les citoyens en toute impunité, au seul motif de leurs opinions divergentes ? Ce sont les questions soulevées par ce documentaire bien ficelé.

Accused of spying, the biggest Swiss security services company recently made the headlines. Securitas is supposed to have infiltrated the staff of ATTAC on behalf of Nestlé, thereby setting off a fierce debate. What, in fact, are the limits to and controls on the activities of private enterprises which perform functions that normally fall to the police? If Securitas provides itself with investigation tools that allow it to observe citizens' activities with total impunity on the grounds of their opinions, is that legal? These are the questions raised in this well put-together documentary.

Samedi 7 mars, 16h00 / CAC SIMON

CITOYENS SOUS SURVEILLANCE PRIVÉE

Depuis l'affaire des fiches à la fin des années 80 - 10% de la population helvétique espionnée et fichée par des fonctionnaires zélés au nom de la sécurité de l'Etat - on croyait la Suisse vaccinée contre « l'espionnite » des groupements contestataires, des associations ou des citoyens soupçonnés de « gauchisme ». Mais voici revenu le temps du soupçon et, avec lui, des pratiques qui portent atteinte aux droits fondamentaux et à la liberté d'opinion. Ainsi, en juin 2008, l'émission « Temps Présent » de la Télévision Suisse Romande révélait que le groupe suisse Nestlé, n°1 mondial de l'agro-alimentaire, avait chargé la société Securitas d'une mission de surveillance particulière : espionner l'Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyennes et Citoyens, plus connue sous le nom d'ATTAC. Le groupement qui travaillait à la publication d'un livre critique sur la politique de Nestlé a donc été infiltré par une taupe de Securitas. La police cantonale vaudoise était au courant de cette mission privée qui ne paraît pas relever de l'exception. Car après les événements du G8, outre ATTAC, d'autres organisations vaudoises (la permanence juridique pour les victimes de répression policières, Antirep) ont été « surveillées » de près par Securitas. Par ailleurs, d'autres sociétés de sécurité privées mandatées par des compagnies d'assurances, des employeurs, voire parfois des services publics, fouinent, en toute impunité, dans la vie des citoyens, des syndicats ou des associations. Le « Nestlégate », comme on l'appelle en Suisse, ouvre le débat sur les dérives d'une privatisation croissante des tâches de sécurité. Et plus largement, sur les évolutions qui permettent désormais aux intérêts privés d'échapper aux normes imposées au secteur public, quitte à violer les libertés fondamentales des citoyens, même en démocratie.

Ever since the classified files scandal hit the limelight at the end of the '80s – revealing that 10% of Switzerland's population had been under surveillance at one time or another, and that the findings had been recorded in classified files – the country was supposed to have been vaccinated against the temptation to spy on opposition groups or citizens suspected of being too left-wing. It seems that suspicion is back in style and, along with it, practices that threaten basic rights and freedom of opinion. Thus, in June 2008, the French-speaking Swiss TV channel's « Temps Présent » programme revealed that the Swiss corporation Nestlé, the world's leading agribusiness, had retained Securitas for a very special mission: to spy on the Association for the Taxation of Financial Transactions to Aid Citizens (ATTAC). While preparing the publication of a book criticizing Nestlé's policy, the group had been infiltrated by a Securitas undercover agent. The Vaudois police were aware of this private operation that, apparently, was not at all exceptional; following on the G8 disturbances, several other organizations based in the Canton of Vaud, including Antirep, the legal aid office for the victims of police repression, had been "closely watched" by Securitas. Other than Securitas, other private surveillance outfits employed by insurance companies, employers, and sometimes even state services poke their noses with total impunity into citizens' affairs, or those of trade unions and associations "Nestlé-gate" as it is called here, throws light on the alarming drift towards the growing privatisation of security tasks. And, more widely, on an evolution that as of now lets private interests avoid the limits imposed on the public sector, even if this violates what is supposed to be guaranteed in a democracy, i.e., citizens' basic rights.

Sylvie Cohen

En partenariat avec la **Télévision Suisse Romande**

INTERVENANTS :

Olivier Goy, Représentant d'ATTAC

Max Hofmann, Secrétaire général de la Fédération Suisse des Fonctionnaires de Police, FSPF

Josef Zisyadis, Député au parlement suisse

Samedi 7 mars, 16h00 / CAC SIMON



MOSTAR UNITED

ITALIE/SLOVENIE, 2008, 55 MIN, COULEUR, BETA SP, VO BOSNIAQUE, ST FR/ANG

Réalisation : Claudia Tosi
Production / Distribution : Stefilm
Via Berthollet 44, 10125 Torino, Italie
Tél / Fax : + 39 01 16 68 00 17
Email : elena@stefilm.it

MOSTAR UNITED

de Claudia Tosi

Mostar, Bosnie-Herzégovine. Les tensions entre Musulmans et Croates sont toujours vives. Les deux communautés vivent d'ailleurs dans deux quartiers distincts que seul le fameux pont de Mostar relie. Mensud, entraîneur de football tente d'inculquer à ses élèves les valeurs d'unité et d'amitié. Quant à son fils, jeune joueur prometteur, il ne supporte plus cette situation oppressante et ne rêve que d'Europe.

Mostar, Bosnia-Herzegovina. The tensions are still high between Muslims and Croats. The two communities live in separate parts of the town, linked only by the famous Mostar bridge. Mensud, a football trainer, tries to convey the values of unity and friendship to his players. But his son, a promising player, can't stand the grim situation any longer and dreams about going to Western Europe.

Samedi 7 mars, 20h15 / CAC SIMON et LANGLOIS



SKY TOO HIGH, SOIL TOO HARD

SLOVÉNIE, 2008, 73 MIN, COULEUR, BETA SP, VO BOSNIAQUE, ST FR

Réalisation : Rudi Uran
Production / Distribution : Kramberger and Uran
Pohorska 15^e, 2000 Maribor, Slovénie
Tél / Fax : + 38 6 24 26 10 55
Email : krambergeruran@amis.net

SKY TOO HIGH, SOIL TOO HARD

de Rudi Uran (*Documentaires de Création*)

Ils s'appellent Djelaldina, Edin, Mirnesa et Sadmir. Ils n'avaient qu'une dizaine d'années lors du massacre de Srebrenica. Quels souvenirs ont-ils gardé de ce 11 juillet 1995, alors qu'ils perdaient des membres de leurs familles? La caméra de Rudi Uran livre avec sincérité et émotion les témoignages édifiants de ces quatre jeunes en quête de justice.

They're called Djelaldina, Edin, Mirnesa and Sadmir. They were only ten years old at the time of the Srebrenica massacre. What do they remember about that day - 11 July 1995 - when all lost members of their families? In a film marked by sincere emotion, Rudi Uran's camera offers us the edifying testimonies of four young people seeking justice.

Samedi 7 mars, 18h00 / CAC SIMON

Dimanche 15 mars, 16h30 / CAC LANGLOIS



NERMA'S QUESTION

BULGARIE, 2008, 22 MIN, COULEUR, BETA SP, VO ANG, ST FR

Réalisation : Lode Desmet
Co-production : Al Jazeera International, London
Production / Distribution : Lode Desmet
Bacho Kiro Street 39 - 1202 Sofia, Bulgarie
Tél / Fax : + 359 884 09 83 13
Email : lode.desmet@me.com

NERMA'S QUESTION

de Lode Desmet (*Courts Métrages*)

La guerre en Bosnie a fait plus de 90'000 victimes. Aujourd'hui Nerma, une jeune Bosnienne, se sent coupable d'avoir survécu. Une question la hante : pourquoi, dans la ville où ils ont tous deux grandi, le jeune Milan a-t-il un jour décidé d'exterminer, de violer et de torturer les amis et voisins de Nerma? Les années ont passé, mais le traumatisme est toujours présent.

More than 90,000 people died in the war in Bosnia. Today, Nerma, a young Bosnian woman, feels guilty for having survived. One question haunts her: why, in the town where they both grew up, did young Milan suddenly decide to exterminate, rape and torture Nerma's friends and neighbours? The years have gone by but the traumatism won't fade.

Samedi 7 mars, 18h00 / CAC SIMON

BOSNIE : LA POUDRIÈRE ETHNIQUE

Plus de treize ans après les accords de paix de Dayton (décembre 1995), la Bosnie-Herzégovine n'arrive toujours pas à sortir d'un interminable après-guerre. La Bosnie va mal, incapable de réformer ses institutions, incapable de proposer un avenir à sa jeunesse, bloquée dans sa perspective européenne.

La Bosnie forme un pays, mais divisé en deux « entités », la Republika Srpska et la Fédération croato-bosniaque de Bosnie-Herzégovine, elle-même subdivisée en dix cantons. En conséquence, le pays compte treize gouvernements, deux polices et des milliers de fonctionnaires. Prendre la moindre décision commune demande des mois, voire des années de tractations... La démocratie est toujours confisquée par des partis politiques qui s'autoproclament porte-parole exclusif de leurs communautés respectives.

Les Bosniaques musulmans souhaitent toujours une réunification de l'État, en expliquant que ce choix serait fonctionnel et permettrait au pays de s'engager enfin dans le processus d'intégration européenne, tandis que les Serbes, au contraire, veulent encore élargir les compétences de la Republika Srpska. Pour leur part, les Croates (10% seulement de la population totale) rêvent toujours de disposer d'une « entité » spécifique.

Malgré les retours annoncés de réfugiés, bien peu de citoyens bosniaques vivent désormais dans des zones où leur communauté n'est pas dominante : ainsi se parfait, grâce à des échanges de biens, le « nettoyage ethnique » du pays. La Bosnie se présente désormais comme une marqueterie de petites zones monoethniques.

Le processus d'intégration européenne du pays est bloqué et la communauté internationale semble plus que jamais en peine de définir une stratégie en Bosnie.

Dans le même temps, le chômage frappe près de la moitié de la population active, les investissements étrangers sont rares et le taux de corruption demeure élevé. En conséquence, les jeunes continuent d'émigrer massivement et la « fuite des cerveaux » grève les perspectives d'avenir du pays.

Malgré ce triste tableau, des militants convaincus essaient toujours de reconstruire une société civile commune à toute la Bosnie, mais leur voix a du mal à se faire entendre.

More than thirteen years after the December 1995 Dayton Peace Agreement, Bosnia-Herzegovina has scarcely emerged from what seems to be an interminable post-war hiatus. The country is in dire situation, incapable of reforming its institutions or offering its young people a future, its chances of joining the European Union blocked.

Bosnia is a country divided into two entities: the Republika Srpska and the Bosniak-Croat Federation of Bosnia and Herzegovina, itself divided into ten cantons. As a result, the country has thirteen governments, two police forces and thousands of civil servants. Any common decision requires months if not years of bargaining... Claiming to be the only authentic voice of their respective communities, the political parties have snatched democracy away from the people.

The Muslim Bosniaks continue to aspire to a reunited state, explaining that this would be a workable arrangement that would allow the country to enter a process of integration into Europe, while the Serbs, on the other hand, prefer to expand the powers of the Republika Srpska. As for the Croats (10% of the total population), they are still dreaming of a separate "entity" for themselves.

In spite of the announced return of refugees, very few Bosniak citizens live in areas where their community is a minority. Via property swapping, Bosnia's "ethnic cleansing" is becoming a de facto reality and the country now looks like a patchwork of tiny mono-ethnic zones.

As indicated above, the process of European Union integration is blocked, and the international community seems more than ever unable to define a strategy on Bosnia.

At the same time, almost half of the country's working population is unemployed, foreign investment is rare, and the practice of corruption rife. Young people continue to emigrate in large numbers as a result, and the brain drain seriously jeopardizes the country's future.

In spite of the many problems and although they must struggle to make their voices heard, committed activists are persevering in their efforts to rebuild civil society throughout Bosnia.

Jean-Amault Dérens

Co-présenté par Emina Ganic, directrice exécutive du **Festival du film de Sarajevo**

INTERVENANTS :

General Jovan Divjak, Ex-commandant en chef, défenseur de Sarajevo

Belma Becirbasic, Journaliste à « Star BiH », Bosnie-Herzégovine

Jean-Arnault Dérens, Rédacteur en chef du Courrier des Balkans

Modérateur : **Marc Decrey**, Radio Suisse Romande

Samedi 7 mars, 20h15
CAC SIMON et LANGLOIS



LE FILM

AFGHANISTAN : LE CHOIX DES FEMMES

de Hadja Lahbib (*Grands Reportages*)

AFGHANISTAN : LE CHOIX DES FEMMES

BELGIQUE, 2008, 76 MIN, COULEUR,
BETA SP, VO PERSAN, ST FR

Réalisation : Hadja Lahbib

Image : Louis-Philippe Capelle

Montage : Monique Rysselincx et Bertrand Menut

Son : Benoît Bruwier

Production / Distribution : Les Films de la Passe-
relle, rue Renory 62, 4031 Liège, Belgique

Tél / Fax : + 32 43 42 36 02 / + 32 43 43 07 20

Email : films@passerelle.be

Etonnant portrait croisé de deux femmes afghanes au parcours exceptionnel : Habiba Sorabi et Aïcha Habibi. L'une incarne le pouvoir démocratique naissant, l'autre le pouvoir autocratique des chefs de guerre des provinces reculées. L'une est Gouverneur, l'autre est Commandante, mais toutes deux sont des femmes de pouvoir prêtes à tout pour défendre leurs idéaux.

An astonishing portrait of the very unusual lives of two Afghan women, Habiba Sorabi and Aïcha Habibi. As a Governor, the one represents emerging democratic power while, as a military Commander, the other stands for the autocratic power of the warlords in the country's remote provinces. In spite of their differences, both are powerful women prepared for anything to defend their ideals.

Dimanche 8 mars, 14h00 / CAC LANGLOIS

AFGHANISTAN : ASSOCIATION NAI-QALA

Mme Taiba Rahim est afghane et enseignante de formation. Elle est la présidente de l'association Nai-Qala et mène des projets de construction d'école dans son pays d'origine.

Mme Rahim a finalisé la construction d'un premier projet dans le village de Nai Qala à la fin 2008, permettant à mille filles et garçons de reprendre leurs études dans des conditions dignes.

Le projet de l'école de Nai Qala est né en Afghanistan, a été porté par une fille du pays et mis en oeuvre par des villageois et des travailleurs afghans. C'est un projet réalisé par des Afghan(e)s pour des Afghan(e)s. Le sentiment de fierté qui en découle est accompagné par une grande responsabilité, celle d'assurer que cette école devienne une modeste mais réelle source d'apprentissage, permettant d'ouvrir de petites fenêtres dans les vies et les coeurs des enfants qui y étudieront, orientées vers un avenir meilleur dans ce magnifique pays.

Pour plus d'information : www.nai-qala.org

Mrs Taiba Rahim is a vocational training teacher from Afghanistan. She is the president of the Nai-Qala association and carries out school construction projects in her country.

Mrs Rahim completed a first construction project in Nai Qala village at the end of 2008. As a result, 1,000 girls and boys were able to resume their studies in decent conditions.

The Nai Qala school project was born in Afghanistan, was managed by a citizen of that country, and implemented by Afghan villagers and workers. It is a project by Afghans for Afghans, women and men. Their pride is matched by their sense of being responsible for the school becoming a modest but real place of learning, opening little windows of opportunity in the lives and hearts of the children who will study there, and guiding them towards a better future in this magnificent country.

**Film suivi d'une présentation
de Taïba Rahim de l'école
Nai-Qala construite fin 2008.**

Dimanche 8 mars, 14h00 / CAC LANGLOIS





LA LIBERTÉ D'EXPRESSION EST PLUS NÉCESSAIRE QUE JAMAIS

de Marco Domeniconi et Chantal Savioz

LA LIBERTÉ D'EXPRESSION EST PLUS NÉCESSAIRE QUE JAMAIS

FRANCE/SUISSE, 2009, 10 MIN,
COULEUR, BETA SP, VO FR

Réalisation : Marco Domeniconi, Chantal Savioz

Image/Son : Armance Gailloud, Louis Jean

Montage : Fabienne Abramovich,
METAL productions

Musique : Giacinto Scelsi

Co-production : FIFDH

Production / Distribution : Fondation Hirondelle

19c, Av du Temple 1012 Lausanne, Suisse

Tél/Fax : +41 (0) 21 654 20 20

Email : dome@hirondelle.org

Né à Berlin en 1917, Stéphane Hessel est diplomate et Ambassadeur. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, il fut déporté dans les camps de concentration nazis avant de rejoindre la résistance et d'obtenir la nationalité française. Ayant participé notamment à la rédaction de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948, il est aujourd'hui le seul témoin de cet événement encore en vie. A travers cet entretien avec la Fondation Hirondelle, Stéphane Hessel rappelle le contexte historique dans lequel la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme a été rédigée et adoptée. Il nous raconte quels étaient les enjeux et qui étaient les acteurs qui ont oeuvré pendant trois ans pour obtenir un consensus mondial sur ce document crucial. L'homme revient sur les libertés fondamentales dont la liberté d'expression et souligne le rôle important des médias.

Born in Berlin in 1917, Stéphane Hessel is a diplomat and an Ambassador. During the Second World War, he was deported to the Nazi concentration camps before joining the Resistance and obtaining French nationality. Having participated in the drafting of the Universal Declaration of Human Rights in 1948, he is the only witness of this unique event still alive today. In this interview with the Hirondelle Foundation, Hessel recalls the historical context in which the Declaration was drafted and adopted. He explains the issues and identifies the actors who laboured for three years to obtain a world-wide consensus on this crucial document. Stéphane Hessel reminds us of the fundamental freedoms, including freedom of expression, and underlines the important role of the media.

Dimanche 8 mars, 16h00 / CAC SIMON

MENACES SUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

La propagande, la percée des totalitarismes et la guerre avaient montré la nécessité de faire figurer le droit à la liberté d'expression sous l'égide des Nations Unies. C'est ainsi que ce droit apparaît en 1948 dans l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) : « Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression... ce qui implique... celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit ».

Soixante ans plus tard, qu'en est-il ? Devant le nombre croissant de pays où cette liberté est mise à mal et bafouée, Stéphane Hessel, témoin de son époque, mais aussi dernier rédacteur vivant de la DUDH, soutient avec une conviction intacte que la liberté d'expression est une valeur universelle indispensable à la démocratie. L'universalité de ce principe, les ONG la revendiquent plus que jamais comme fondement de leur action dans les zones de conflit. Il est ainsi inadmissible que l'article 19 ne soit pas respecté. Dans la Russie de Poutine, aujourd'hui encore, on assassine des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes pour les réduire au silence.

Partout, de nouvelles menaces pèsent sur la liberté d'opinion et d'expression. Elles concernent notamment les critiques sur la religion qui seraient considérées comme « diffamatoires ». Ainsi l'affaire des caricatures de Mahomet, a-t-elle polarisé et embrasé des nations entières.

L'article 19 est également soumis à des interprétations abusives. Les négationnistes se sont engouffrés dans la brèche. On ne compte plus le nombre d'écrits ni de déclarations discriminatoires, diffusés au nom de la liberté d'expression. Or, cette liberté doit nous permettre de critiquer les dogmes mais en aucun cas les personnes pour ce qu'elles sont.

Faut-il, dès lors, réaffirmer la liberté d'opinion et d'expression comme principe fondamental et inaliénable ? À condition bien sûr qu'il s'inscrive dans les objectifs et les principes fixés par les Nations Unies (article 29 alinéa 3). Mais ce « garde-fou » est-il suffisant pour empêcher toute interprétation et relativisation d'un article, inscrit il y a plus de soixante ans, comme valeur humaine et fondamentale ?

The concept of "freedom of expression" first appeared as Article 19 of the Universal Declaration of Human Rights (UDHR) in 1948: "Everyone has the right to freedom of opinion and expression; this right includes freedom (...) to seek, receive and impart information and ideas through any media and regardless of frontiers." Propaganda, the rise of totalitarianisms and the 2nd world war had demonstrated that this right needed to be guaranteed under the auspices of the United Nations.

How are we faring sixty years later? Taking into account the growing number of countries where freedom of expression is either ignored or ridiculed, Stéphane Hessel, a witness of his era as well as being the last surviving drafter of the Universal Declaration, asserts with undiminished conviction that freedom of expression is a universal value that is vital for democracy. More than ever, NGOs are claiming this right as the basis for their work in conflict zones. Article 19 has to be respected. In Putin's Russia, still today, journalists and human rights activists are being assassinated.

Now, a new threat hangs over freedom of expression and opinion. This relates to criticism of religions, which is considered "diffamatory". Controversies like the one over the cartoons of Mahomet have polarized and inflamed entire nations. In addition, Article 19 has been exposed to biased interpretations. Revisionists have jumped into the breach. Countless discriminatory texts have been diffused in the name of freedom of expression. In fact, this freedom allows us to challenge dogmas but certainly not to criticize people for who they are.

That being the case, should freedom of expression be reaffirmed as a fundamental and inalienable principle? Provided that it comes within the scope of the principles promoted by the United Nations (Article 29, alinea 3). Is this safeguard strong enough to prevent misinterpretation and relativization of an article consecrated over sixty years ago as a fundamental human value?

Chantal Savioz

En collaboration avec la **Fondation Hironde**

INTERVENANTS :

Stéphane Hessel, Diplome, Ambassadeur, co-rédacteur de la DUDH. (Déclaration Universelle des Droits de l'Homme)

Caroline Fourest, Essayiste et journaliste française

Doudou Diène, Expert indépendant sur le racisme pour l'ONU

Jean-Marie Etter, Président de la Fondation Hironde

Modérateur : **Pierre Hazan**, Professeur à l'IHEID - Genève, spécialiste de l'humanitaire et des droits de l'homme.

Dimanche 8 mars, 16h00 / CAC SIMON



LE FILM

UMOJA, LE VILLAGE INTERDIT AUX HOMMES

de Jean Crousillac et Jean-Marc Sainclair (*Grands Reportages*)

UMOJA, LE VILLAGE INTERDIT AUX HOMMES

FRANCE, 2008, 52 MIN, COULEUR,
BETA SP, VO ANG/SWAHILI/SAMBURU, ST FR

Réalisation : Jean Crousillac, Jean-Marc Sainclair

Image : Maëlienn Dujardin

Montage : Laura Delle Piane

Son : Olivier Roux

Production / Distribution : Manta Productions

Rue d'Orsel 12, 75018 Paris, France

Tél : + 33 (0) 6 63 84 72 02

Fax : + 33 (0) 6 67 00 72 65

Email : contact@mantaprod.com

Chassées par leurs maris après avoir été violées par des soldats anglais cantonnés dans la région, des femmes kenyennes créent le village d'Umoja. Affranchies de la tutelle masculine, elles s'organisent en une communauté prospère qui attise la jalousie des hommes. C'est qu'à Umoja, on se serre les coudes, on travaille, on produit, on danse et l'on se bat. Contre les maris qui veulent se venger pour l'honneur, contre l'excision ou le sida, contre la présence de l'armée anglaise et, surtout, pour la dignité des femmes.

Thrown out by their husbands after they were raped by English soldiers cantoned in the area, Kenyan women build their own village: Umoja. Freed from the manly guardianship, they get organized in a thriving community, which inflames the men's jealousy. Because in Umoja, women stick together, work, produce, dance and fight. Against husbands who want to take revenge on them, against excision or AIDS, against the presence of the British army and, especially for women's dignity.

Dimanche 8 mars, 19h00 / CAC SIMON et LANGLOIS

FEMMES : ACTRICES DE CHANGEMENT LA LUTTE POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES EN AFRIQUE

A l'occasion du 30^{ème} anniversaire de la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) par les Nations Unies

Cette année marque le 30^{ème} anniversaire de l'adoption de la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) par les Nations Unies, mais la mise en oeuvre de ses dispositions est loin d'être acquise.

La condition des femmes a certes évolué au cours du dernier demi-siècle. Elles jouissent aujourd'hui, dans la plus grande partie du monde, de droits dont l'exercice leur était jadis interdit. Mais, il reste encore à parcourir un long chemin pour parvenir à l'égalité. Les discriminations et les dénis de droits dont les femmes sont victimes, les violences qu'elles subissent, les inégalités juridiques et professionnelles qui sont encore la norme dans de nombreux États, constituent autant d'obstacles qu'il est urgent de faire tomber.

En matière de mariage, de divorce, d'héritage, de tutelle des enfants, par exemple, les femmes demeurent en état d'infériorité dans la quasi-totalité des pays d'Afrique. Elles ont un accès encore limité à l'éducation, aux soins, aux affaires publiques et peinent à faire entendre leur voix devant la justice. Les violences contre les femmes persistent dans les sphères publiques et privées : violences sexuelles, violences domestiques, pratiques traditionnelles, telles que les mutilations génitales féminines, les rites de veuvage, les mariages forcés et précoces...

À travers l'Afrique, les femmes s'organisent. Elles tentent de faire reconnaître leurs droits et leur contribution au processus de paix et de développement ainsi qu'à la vie économique et sociale. La journée internationale des droits des femmes, le 8 mars, est l'occasion de mettre à l'honneur ces femmes, mais également de s'interroger sur l'avenir de la lutte pour l'égalité, sur les stratégies pour surmonter les nombreux obstacles qui persistent. Comment faire en sorte que les textes internationaux ne restent pas lettre morte? Comment encourager une réforme des législations discriminatoires? Comment modifier la répartition inégale des rôles et du pouvoir? Comment renforcer la contribution des hommes au combat pour les droits des femmes, qui sont avant tout des droits humains?

Pour mettre fin aux inégalités, la FIDH coordonne, aux côtés de plus de 100 organisations présentes sur tout le continent africain, une campagne régionale intitulée : « L'Afrique pour les droits des femmes: ratifier et respecter! »...

This year marks the 30th anniversary of the adoption of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women (CEDAW) by the United Nations, but its measures are still very far from worldwide implementation.

Women's condition has certainly evolved over the past half century. Today, in most parts of the world, women benefit from rights from which they were formerly deprived. But the path to equality remains long. The forms of discrimination and denial of their rights of which they are the victims, the different types of violence from which they suffer, the legal and professional inequalities that are still the norm in many countries, constitute obstacles that urgently need to be overcome.

In relation to marriage, divorce, inheritance and parental authority, for example, women are disadvantaged in almost all African countries. Their access to education, health care and public life is still limited and in Courts of law their voices are rarely heard. Violence against women persists in the public and private spheres: sexual violence, domestic violence, traditional customs such as female genital mutilation (excision), widowhood rites, forced and child marriages...

Throughout Africa, women are organizing themselves to assert their rights and their contributions to peace and development as well as to economic and social life. International Women's day 8 March is an occasion to honour women, but also to think about the future of the struggle for equality and effective strategies to overcome the numerous remaining obstacles. How to ensure that the international texts do not remain a dead letter? How to encourage reform of discriminatory laws? How to modify the inequitable division of roles and of power? How to reinforce men's contributions to the battle for women's rights that, above all, are human rights?

With the aim of ending inequality the FIDH, along with more than 100 organizations in Africa itself, are coordinating a regional campaign entitled "Africa for Women's Rights: to be Ratified and Respected!"

Sophie Bessis

Secrétaire générale adjointe de la FIDH et Coordinatrice du Groupe d'action pour les droits des femmes de la FIDH

Journée internationale de la femme, en partenariat avec la FIDH

INTERVENANTS :

Introduction :

Kyung-wha Kang, Haut-Commissaire adjointe aux droits de l'homme

Micheline Calmy-Rey, Conseillère fédérale, cheffe du Département fédéral des affaires étrangères

Débat :

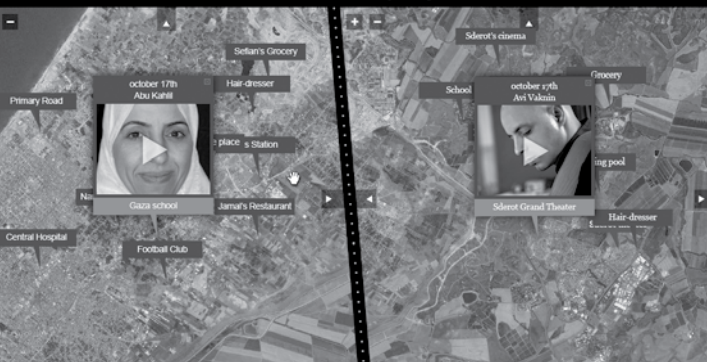
Mabassa Fall, Professeur, représentant de la FIDH auprès de l'Union Africaine

Madeleine Rees, Cheffe de l'unité pour les droits des femmes et genre, OHCHR

Rebecca Lolosoli, Fondatrice et cheffe du village d'Umoja

Modératrice : **Sylvie Arserver**, Journaliste au Temps

Dimanche 8 mars, 19h00
CAC SIMON et LANGLOIS



**GAZA-SDEROT,
CHRONIQUE D'AVANT-GUERRE**

FRANCE, ISRAËL, PALESTINE, 2009, 52 MIN,
COULEUR, BETA SP, VO HÉBREUX/ARABE, ST FR

Realisation : Serge Gordey, Robby Elmaliyah, Khali al Muzayyen

Image : Ronen Kruk, Ibrahim Yaghi, Ahmed Shehada

Production : Bo travail, Alma Films, Trabelsi productions, Ramattan Studios

Distribution : ARTE France, Rue Marceau 8, 90785 Issy les Moulineaux, France

Tél : +33 (0) 1 55 00 73 32

Fax : +33 (0) 1 55 00 77 00

Email : r-regal@artefrance.fr

LES FILMS

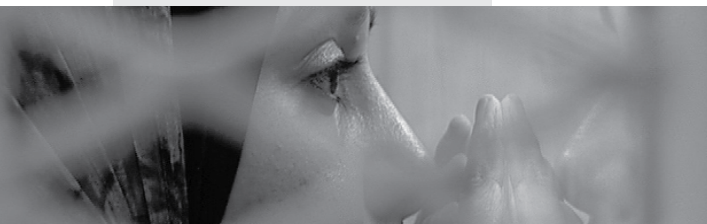
GAZA-SDEROT, CHRONIQUES D'AVANT-GUERRE

de Serge Gordey, Robby Elmaliyah, Khali al Muzayyen

Rendre compte de la réalité telle qu'elle est vécue par des hommes, des femmes et des enfants à Gaza (Palestine) et Sderot (Israël) : leur vie et leur survie au jour le jour. Malgré la menace des attaques aériennes ou des tirs de roquettes, on continue à travailler, s'aimer, rêver. La vie malgré tout.

An account of the daily reality of men, women and children living in Gaza (Palestine) and Sderot (Israel): their lives and their day-to-day struggle to survive. Although the difficulties never let up, and the air raids or the rocket fire are always a threat, people keep on working, loving each other, and dreaming. Life goes on whatever.

Lundi 9 mars, 16h15 / CAC SIMON



SHAHIDA (BRIDES OF ALLAH)

de Natalie Assouline (*Documentaires de Création*)

Les attentats en Israël font la une de la presse internationale, mais rarement l'attention se porte sur les terroristes eux-mêmes. C'est chose faite dans ce film où la réalisatrice israélienne Natalie Assouline tente de comprendre ce qui a poussé des femmes palestiniennes, jeunes mères pour la plupart, à vouloir sacrifier leur vie. Waffa, Kadiha, Manal et leurs co-détenues partagent leur quotidien carcéral avec la caméra et livrent leurs peurs, leurs joies, leurs espoirs et les raisons qui ont motivé leur acte désespéré. Haine, violence, tendresse et amitié se mêlent dans un film bouleversant d'humanité.

Terrorist attacks in Israel make the international headlines, but attention rarely focuses on the terrorists themselves. In this film, Israeli film director Natalie Assouline, attempts to understand what pushes Palestinian women, mostly young mothers, to sacrifice their lives. Waffa, Kadiha, Manal and their cell-mates share their every day's life with the camera and reveal their fears, their happy moments, their hopes and the reasons of their desperate acts. Hate, violence, tenderness and friendship mingle and merge to form a film full of a shattering humanity.

SHAHIDA (BRIDES OF ALLAH)

ISRAËL, 2008, 76 MIN, COULEUR,
BETA SP, VO HEBREU/ARABE, ST ANG

Réalisation : Natalie Assouline

Image : Natalie Assouline, Gonen Glazer, Asher Ben-Yair, Abigail Sperber

Montage : Sarah Salomon

Son : Ronen Nagel

Musique : Ophir Leibovitz

Production : Pie Films & Ephrati Productions

Distribution : First Hand Films Fritz Heeb

Weg 5, 8050 Zürich, Suisse

Tél : + 41 (0) 44 312 2060

Fax : + 41 (0) 44 312 2080

Email : info@firsthandfilms.com

Dimanche 8 mars, 17h00 / CAC LANGLOIS

Mardi 10, 16h30 / CAC LANGLOIS

GAZA : ET APRÈS ?

A l'issue de l'offensive israélienne dans la bande de Gaza, qui a suivi la rupture de la trêve par le Hamas, le conflit israélo-palestinien paraît plus que jamais inextricable. Les Israéliens n'ont pas atteint leur objectif par ailleurs inaccessible: l'élimination des islamistes du Hamas. Par ailleurs, Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, est sorti de cette confrontation plus faible encore. Au point que continuer à construire une stratégie politique autour de lui relève de la gageure.

Avec 1400 morts palestiniens, dont de nombreux civils, et 5000 blessés, le bilan de cette offensive est terrible. Que le Hamas ait sciemment mêlé ses combattants à la population civile ne change rien aux violations des droits humains commises par Israël. A commencer par l'utilisation de bombes au phosphore blanc, qui peuvent infliger de graves brûlures, ou le bombardement d'une école des Nations Unies.

Autant dire que les réalités sur le terrain sont particulièrement hostiles à un processus de paix. N'ayant pas le courage des concessions douloureuses que la paix implique, Israël n'a rien donné à l'Autorité palestinienne qui lui permette de marquer des points dans la lutte de pouvoir qui l'oppose au Hamas. Le mouvement islamiste, qui a pris par la force le contrôle de Gaza et continue à y régner en maître, a gagné une place à de futures et hypothétiques négociations par sa seule capacité à survivre à trois semaines de bombardements.

Aujourd'hui, la priorité est à la consolidation du cessez-le-feu et à la reconstruction de Gaza. Mais au delà, comment empêcher que ces affrontements aient pour seule conséquence de susciter encore plus de haine et de ressentiment dans les deux camps. La nouvelle administration américaine a nommé comme émissaire spécial pour le Moyen-Orient George Mitchell, l'architecte d'une paix qu'on croyait aussi impossible, en Irlande du Nord. Au moment où tous les processus de paix ont échoué, peut-on continuer à ne pas parler avec la Syrie et surtout avec l'Iran si on veut éviter que les intérêts de l'une et les ambitions régionales de l'autre ne continuent à parasiter la situation? Ne faut-il pas revoir totalement la manière d'aborder les pourparlers de paix si on veut espérer parvenir à la solution de deux Etats vivant côte à côte? Un défi qu'Arabes, Palestiniens, Israéliens, Américains et Européens doivent relever ensemble.

After the Israeli offensive in the Gaza strip, sparked off after Hamas violated a truce, the Israeli-Palestinian conflict appears inextricable. The Israelis have not reached their – in any case inaccessible – objective of eliminating the Hamas Islamists, while Mahmoud Abbas, the Palestinian Authority President, has emerged even weaker than before from the confrontation. To the extent that continuing to build a political strategy around him appears to present insurmountable odds.

With 1,400 Palestinian deaths, including many civilians, and 5,000 wounded, the conflict took a frightful toll. The fact that Hamas deliberately planted its combatants amongst the civilian population does not in any way excuse the human rights violations committed by Israel, starting with the use of white phosphorous bombs that can cause serious burns, or the bombing of a United Nations school.

All this shows that the concrete realities on the ground are totally hostile to any peace process. Lacking the courage to make the painful concessions that peace would imply, Israel gave the Palestinian Authority nothing that would allow it to win points in its power struggle with Hamas. By taking control of Gaza by force and maintaining it, by its ability to survive three weeks of bombing, Hamas has won a seat at any eventual future negotiations.

The priority today is consolidating the ceasefire and rebuilding Gaza. But beyond that, will the conflict only have served to fuel even greater hatred and resentment? How can this be prevented? The new US government has named George Mitchell, the architect of what was considered an impossible-to-achieve peace in Northern Ireland, as special envoy to the Middle East. At a time when all the Middle Eastern peace processes have come to grief, is it reasonable to refuse to talk to Syria and to Iran? Especially if we wish to avoid the one party's interests and the other's regional ambitions from complicating the situation even further? If the goal continues to be that of two states co-existing peacefully side by side, shouldn't the whole peace negotiations methodology be reconsidered? This is a challenge that Arabs, Palestinians, Israelis, Americans and Europeans must confront together.

José Garçon

En collaboration avec ARTE

INTERVENANTS :

Elie Barnavi, Historien israélien, membre du Mouvement La Paix Maintenant

Bernard Guetta, Journaliste français, spécialiste de géopolitique internationale

Leïla Chahid, Déléguée générale de l'Autorité Palestinienne pour l'Union Européenne

Modératrice : **Romaine Jean**, Journaliste TSR

Lundi 9 mars, 16h15 / CAC SIMON



LE RÊVE DE TIYA

FRANCE, 2008, 12 MIN, COULEUR,
BETA SP, VO AMARHIC, ST FR

Réalisation : Abderrahmane Sissako
Production : LDM Productions
Distribution : Films Distribution
Rue du Louvre 34, 75001 Paris, France
Tél/Fax : + 33 (0) 1 53 10 33 99/98
Email : caraux@filmsdistribution.com



PRESTES MAIA, FREEDOM IN CONCRETE

ALLEMAGNE, 2008, 52 MIN, COULEUR,
BETA SP, VO PORTUGAIS, ST ANG/ALL

Réalisation : J.Ginter, L.Peter, M. F. Wilke
Production / Distribution : Gebrueder Beetz
Filmproduktion / Eppendorferweg 939,
20259 Hambourg, Allemagne
Tél/Fax : + 49 40 769 730 70 / 65
Email : s.radelhof@gebrueder-beetz.de



KIBERA: MICHAEL STORY

KENYA, 2008, 6 MIN, COULEUR,
BETA SP, VO ANG, ST FR

Production / Distribution : Amnesty International
Speichergasse 33, 3001 Bern, Suisse
Tél/Fax : + 41 (0) 31 307 22 53
Email : ebuerki@amnesty.ch

LE RÊVE DE TIYA

de Abderrahmane Sissako

Tiya, jeune éthiopienne de huit ans, doit travailler avant d'aller à l'école. En classe, le maître parle de la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim. Mais Tiya n'est guère convaincue car, dit-elle, « les gens ne veulent pas partager ».

Tiya, an eight-year-old Ethiopian girl, has to work before going to school. In class, her teacher talks about reducing extreme poverty and hunger but Tiya isn't convinced because, she says, "people don't want to share".

Lundi 9 mars, 20h15 / CAC SIMON et LANGLOIS

PRESTES MAIA, FREEDOM IN CONCRETE

de Levin Peter, Jonas Ginter, Marla Fee Wilke (Grands Reportages)

Prestes Maia, un squat en ruines au milieu des beaux quartiers de Sao Paulo où les cols blancs les plus aisés cohabitent dans l'indifférence avec les citoyens les plus pauvres. Ce véritable prolongement des favelas abrite ceux que l'on appelle les oubliés de la mondialisation. La caméra suit le parcours de ces familles organisées autour de l'association qui lutte activement pour reloger les anciens squatters de Prestes Maia après l'évacuation.

Prestes Maia is a squat in ruins in the middle of São Paulo's smart neighbourhoods, where prosperous white-collar workers live side by side with the poorest of the poor without really noticing them. The squat, an outpost of the city's favelas, shelters those whom globalization has left by the wayside. The camera focuses on these families' lives, organized around an association which struggles to rehouse Prestes Maia's inhabitants after their expulsion from the building.

Dimanche 8 mars, 17h00 / CAC LANGLOIS

KIBERA: MICHAEL'S STORY

de Amnesty international (Courts Métrages)

Michael nous entraîne au Kenya dans le bidonville de Kibera, au cœur des problèmes quotidiens auxquels sont confrontés les habitants qui gagnent pour la plupart moins d'un dollar par jour.

Michael is taking us in Kibera's slum in Kenya, at the heart of the daily problems of the inhabitants, whose income corresponds to less than a dollar a day.

Lundi 9 mars, 18h15 / CAC LANGLOIS

L'EXTRÊME PAUVRETÉ

Des milliards de femmes, d'hommes et d'enfants se trouvent dans un état de dénuement qui porte atteinte à leur droit de vivre dans la dignité. La faim, la privation de logement ou les maladies que l'on peut prévenir, ne sont pas des problèmes sociaux inévitables ni la simple conséquence de catastrophes naturelles. Ce sont de véritables scandales au regard des droits humains.

Même dans les pays riches, certaines personnes n'ont pas accès à l'éducation, aux soins de santé ou au logement. Les gouvernements imputent souvent ces problèmes à un manque de ressources. De fait, de nombreux individus font l'objet d'une discrimination systématique. Quant à ceux qui se situent en marge de la société, ils sont fréquemment laissés pour compte.

La communauté internationale reste sans réaction. Les Objectifs du Millénaire sont oubliés, sous prétexte de crise des marchés financiers, alors que des milliards ont été trouvés pour sauver la finance mondiale et remettre en route un système profondément injuste. Les institutions financières internationales continuent d'imposer à certains pays des conditions qui ont réduit l'accès à l'éducation et à la santé pour les personnes vivant dans la pauvreté.

Des projets de développement à grande échelle ignorant totalement la question des droits humains se sont traduits par des privations de logement généralisées. Dans de nombreux pays, les autorités gouvernementales n'exercent aucun contrôle concernant le respect des droits humains dans les activités des entreprises. Elles laissent progresser la pollution de l'environnement et l'exploitation à tout-va.

Le non-respect des droits économiques, sociaux et culturels n'est pas une question de ressources insuffisantes, mais une question de justice. Les droits humains sont interdépendants. Lorsqu'un droit est bafoûé, d'autres le sont aussi inévitablement : sans liberté d'expression, il ne peut y avoir de droit à l'éducation.

Même si certains progrès ont été effectués pour faire des droits économiques, sociaux et culturels une réalité, il reste encore beaucoup à faire pour que tout le monde ait le droit de vivre dans la dignité. C'est pourquoi Amnesty International lance en 2009 une grande campagne mondiale pour la dignité humaine.

The extreme destitution in which billions of women, men and children live is an infringement of their right to dignity. Hunger, homelessness or preventable disease are not inevitable social problems or the simple result of natural catastrophes. They constitute a real scandal vis-à-vis human rights.

Even in wealthy countries, some people are barred access to education, health care or housing. Governments often attribute these problems to a lack of resources. In reality, many people are victims of systematic discrimination. And marginalized people are often left on the scrap heap.

The international community has failed to react adequately. With the international financial crisis as an excuse, the Millennium Development Goals are forgotten while billions are pumped into financial structures in order to get a deeply unjust system back on its feet. The conditions imposed by international financial institutions on certain countries limit access to education and health as well as impact most heavily the poorest people.

Large-scale development projects that pay no attention to human rights have resulted in a general housing crisis. In many countries, government authorities exercise absolutely no control over the activities of corporations and their respect for human rights; such enterprises allow pollution and unbridled exploitation of the environment to advance by leaps and bounds.

The non-respect of economic, social and cultural rights is not a question of insufficient resources but of justice. Human rights are interdependent. When one right is violated, others are also, inevitably, violated as well; without freedom of expression, for example, the right to education can not be respected.

Even if some progress has been observed to make economic social and cultural rights a reality, much still needs to be done if the world is to attain the right to live in dignity. Which is why Amnesty International is launching a major international campaign for human dignity in 2009.

Daniel Bolomey

En partenariat avec
Amnesty International

INTERVENANTS :

Abderrahmane Sissako, Cinéaste mauritanien

Olivier de Schutter, Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation

Widney Brown, Amnesty International, directrice chargée des questions de droit international

Hélène Giacobino, Directrice stratégie et développement au sein de l'équipe européenne du Laboratoire d'action contre la pauvreté

Modérateur : **Xavier Colin**, Journaliste TSR

Lundi 9 mars, 20h15
CAC SIMON et LANGLOIS



LE FILM

LE MONDE SELON STIGLITZ

de Jacques Sarasin (*Documentaires de Création*)

LE MONDE SELON STIGLITZ

FRANCE, 2008, 87 MIN, COULEUR,
HDCAM, VO FR/ANG, ST FR

Réalisation : Jacques Sarasin

Image : Remon Fromont

Montage : Bernard Josse

Musique : Leon Milo

Production : Les Productions Faire Bleu

Distribution : Europimages Int'l

Quai Alphonse le Gallo 26, Paris, France

Tél / Fax : + 33 (0) 1 40 74 76 75

Email : catherine.alvaresse@europimages.com

C'est l'histoire d'un homme qui retourne dans sa ville natale sinistrée par la désindustrialisation, dans la banlieue de Chicago. Cet homme n'est autre que le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz. Au travers d'un voyage qui nous mène de l'Equateur en Inde, en passant par la Chine, il nous propose ses clés pour comprendre le monde et prendre la mesure des effets pervers d'une globalisation non maîtrisée, sans garde-fous.

Au bout du voyage, un message porteur d'espoir : une autre mondialisation est possible, qui pourrait même profiter à tous.

This is the story of a man who return to his hometown next to Chicago, damaged by de-industrialization. The man is none other than Nobel Economy Prize-winner Joseph Stiglitz. As we follow him from Ecuador to India via China, he offers us his keys to understanding the world and assessing the magnitude of uncontrolled globalization's pernicious effects. At his journey's end, a message of hope: another globalization is possible – one that could benefit everyone.

Mardi 10 mars, 19h15 / Auditorium ARDITI / Première mondiale

Vendredi 13 mars 18h00 / CAC LANGLOIS

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE !

Destruction de maisons, répression violente des revendications sociales, violation du droit à la santé ou à l'éducation. Ces atteintes graves aux droits humains montrent que la lutte pour la défense de la dignité ne peut faire abstraction du lien indissociable existant entre droits civils et politiques d'un côté et droits économiques, sociaux et culturels de l'autre. Divers facteurs sont susceptibles de constituer un terrain favorable aux violations des droits humains. Joseph Stiglitz, économiste américain, considère que les indicateurs de richesse ne devraient plus être basés uniquement sur le PNB mais également sur la qualité des services publics, l'état sanitaire des populations, les performances en terme d'environnement et l'endettement soutenable. Ainsi, la détérioration du tissu social, les inégalités dans la répartition des revenus et l'affaiblissement de la capacité régulatrice de l'Etat doivent être dénoncés. Il en va de même pour les discriminations basées sur l'identité linguistique, culturelle et religieuse.

Aujourd'hui, les victimes de violations des droits humains sont en majorité issues des classes sociales les plus défavorisées. Or, les droits humains sont des droits indivisibles qui doivent s'appliquer de manière non-sélective. Inutile de vouloir traiter un symptôme ponctuel (c'est-à-dire une violation des droits de l'homme) sans se pencher sur ses racines profondes. De plus en plus, des violations sont commises par des acteurs non-étatiques et il devient également difficile dans certains pays d'établir une distinction nette entre les acteurs étatiques et para-étatiques.

Enfin, il faut dénoncer l'implication des acteurs économiques dans les violations des droits de l'homme et faire pression politiquement sur les autorités pour exiger leur intervention immédiate. Dans cette optique, différentes stratégies peuvent être mises en œuvre : l'information de l'opinion publique internationale ou encore la saisine des mécanismes pertinents auprès des organes de traité sur les droits de l'homme. De plus, le développement de recherches scientifiques sur les racines socio-économiques ou culturelles de la torture ou les actions de lobby constitueraient aussi une stratégie pour assurer le plein respect des droits de l'homme.

Destruction of homes, violent repression of social demands, violation of the right to health or education. These severe attacks on human rights show that the struggle to defend human dignity cannot ignore the inseparable link between civil and political rights on the one hand, and economical, social and cultural rights on the other hand. Various factors are prone to constitute a favourable terrain for human rights violations. Joseph Stiglitz, the American economist, considers that wealth indicators should not only be based on GNP, but as well on the quality of public services, sanitary state of populations, environmental performances and sustainable indebtedness. Indeed, dissolution of the social fabric, growing disparities in income's distribution and the weakening of the state's regulating capacity, have to be denounced. The same goes for discriminations based on linguistic, cultural and religious identities.

The majority of human rights violations victims today belong to the most disadvantaged sectors of society. However, human rights are indivisible and must be applied in a non-selective manner. There is no point of trying to treat a punctual symptom i.e. a human rights violation, without looking into its deepest roots. More and more, violence is perpetrated by non-state actors. In addition, it is becoming very difficult to demonstrate a clear distinction between state and para-state actors in certain countries.

Finally, the involvement of economical actors in human rights violations must be denounced and political pressure brought to bear on state authorities to demand their immediate intervention. From this perspective, various strategies can be implemented: information of international public opinion, or the seizure of pertinent mechanisms within the human rights treaty based bodies. Moreover, the development of scientific research on the socio-economic or cultural roots of torture or lobbying actions, would as well constitute a strategy to ensure full respect for human rights.

Eric Sottas

En partenariat avec **ARTE** et en collaboration avec l'**OMCT**. Une émission de l'unité actualité, société et géopolitique

INTERVENANTS :

Joseph Stiglitz, Economiste américain, prix Nobel 2001

Eric Sottas, Secrétaire général de l'OMCT

Victoria Curzon-Price, Professeure d'économie politique à l'Université de Genève

Modératrice : **Annie Claude Elkaim**, ARTE

Mardi 10 mars, 19h15 / Auditorium ARDITI



ALGERIA'S BLOODY YEARS

FRANCE, 2003, 60 MIN, COULEUR,
BETA SP, VO ANG/FR/ARABE, ST FR/ANG

Réalisation : Thierry Leclère, Malek Bensmail et Patrice Barrat

Image : Mustapha Benmihoub, Bachir Sellami, Baudouin Koenig, Alberto Marquardt, Guillaume Martin, Frédéric Tonoli, Jean-Michel Vennemani, Jean-Robert Viallet, Thierry Humeau

Montage : Corinne Godeau

Son : Mohammed Ziouani, Cécile Viallet

Musique : Niels Poux, Pierre Bernard

Production / Distribution : Article Z
Boulevard Poissonnière 20, 75009 Paris, France
Tél / Fax : + 33 (0) 1 55 33 52 60
Email : charlotte.lestrat@articlez.fr

ALGERIA'S BLOODY YEARS

de Thierry Leclère, Malek Bensmail, Patrice Barrat

Ce film est né dans un petit village algérien qui pleure ses 27 morts, victimes d'un énième attentat. Bouleversés par la détresse d'une mère endeuillée, les journalistes Thierry Leclère, Malek Bensmail et Patrice Barrat, caméra au poing, revisitent le passé afin de mieux comprendre l'Algérie d'aujourd'hui. A l'aide d'images d'archives exceptionnelles, ce documentaire met en lumière un pays qui vacille entre une armée omnipotente, une mouvance islamique divisée et ses rêves de démocratie.

A little Algerian village that is mourning the death of 27 of its children in yet another terrorist attack is the reason d'être of this film. Deeply moved by the distress of a mother who has lost her child, and armed with their cameras, journalists Thierry Leclère, Malek Bensmail and Patrice Barrat explore the past so as to better understand Algeria today. Using extraordinary images from archives, this documentary focuses on a country vacillating between an omnipotent army, a divided Islamist movement and its dreams of democracy.

Mercredi 11 mars, 20h15 / CAC SIMON et LANGLOIS



HAQIQA LA VÉRITÉ

ESPAGNE, 2009, 86 MIN, COULEUR,
HDV, VO FR/ARABE, ST FR

Réalisation : Anne Amzallag

Image / Son : Anne Amzallag, Marc Vila

Montage : Camille Lotteau

Production / Distribution : Elcàlam. Comité de defensa dels drets humans al Magrib
Sant Sever 6, 3er 1^a, 08002 Barcelona, Espagne
Tél / Fax : + 34 933 18 78 10

Fax : + 34 639 56 34 22

Email : aamzallag@hotmail.com

HAQIQA LA VÉRITÉ

de Anne Amzallag (*Grands Reportages*)

Afin d'éradiquer les mouvements islamistes, l'Etat algérien met en place dans les années 90 une politique de contre-terror qui aboutit à l'enlèvement de milliers de personnes. En 2005, une charte est adoptée qui offre aux familles des disparus des indemnisations, à condition qu'elles renoncent à leur droit de connaître le sort de leurs proches. En donnant la parole principalement aux femmes de l'association «SOS disparu(e)s», ce documentaire bouleversant lève le voile l'un des aspects les plus noirs de la guerre civile algérienne.

In order to eradicate Islamists movements, the Algerian State introduces in the nineties a counter-terror policy which leads to the kidnapping of thousands of people. In 2005, a charter is adopted and offers compensations to the families of the missing persons if they accept to give up the right to know the faith of their loved ones. This shattering documentary includes mainly interviews of women from the association "SOS disparu(e)s", and therefore brings to light a terrible injustice.

Mercredi 11 mars, 18h15 / CAC SIMON

L'ALGÉRIE BÂILLONNÉE : BARAKAT !

Ce fut l'un des conflits les plus violents et les plus meurtriers des années 90 avant de subitement disparaître des médias et des préoccupations des chancelleries étrangères. La deuxième guerre d'Algérie, la sale guerre, la guerre civile... Les noms ne manquent pas pour qualifier ce conflit qui a fait, entre 1992 et 1999, plus de 200 000 morts, 14000 disparus et près de deux millions de déplacés. Des intellectuels et des journalistes ont été abattus par dizaines, des milliers ont fui le pays, des villages entiers ont été vidés de leur population massacrée en une nuit d'horreur. Et puis plus rien. Les autorités algériennes ont conclu un accord avec les groupes islamistes dont les termes sont à ce jour demeurés secrets. Une charte pour la paix et la réconciliation nationale a été votée sans le moindre débat et dans des conditions dénoncées par de larges pans de la société.

Le silence s'est abattu sur ces années de terreur et de sang. Un silence voulu par cette charte qui a décrété l'oubli et mis hors la loi tout questionnement sur ce qu'il s'est passé en stipulant que « nul en Algérie ou à l'étranger n'est habilité à utiliser ou à instrumentaliser les blessures de la tragédie nationale pour porter atteinte aux institutions, fragiliser l'Etat (...) ou ternir l'image de l'Algérie sur le plan international ».

Quand on parle de l'Algérie d'aujourd'hui, c'est pour souligner le paradoxe d'un pays riche et d'une population pauvre dont les enfants se jettent par milliers sur des embarcations de fortune pour fuir. Fuir la « malvie », le désespoir, le chômage, l'incurie totale de l'Etat et le spectacle d'une corruption arrogante et omniprésente.

Vingt ans après la révolte de la jeunesse d'octobre 1988 et la (courte) ouverture démocratique qui s'ensuivit, cette Algérie est devenue celle des émeutes quotidiennes, dont les plus spectaculaires ensanglantèrent la Kabylie en 2001 et firent des dizaines de morts. Cette Algérie, dont la population boude les urnes et exprime sa colère dans des affrontements avec les forces de police, dont les travailleurs investissent les syndicats autonomes malgré une répression féroce et dont le président, malade, amende la constitution pour pouvoir briguer un troisième mandat à 72 ans, cette Algérie est-elle vraiment sortie de la crise ?

One of the most violent and deadly conflicts of the '90s, suddenly dropped off media screens and foreign ministry agendas. Algeria's "second war", the "dirty war" or "civil war"... no lack of names for a conflict that, between 1992 and 1999, claimed more than 200,000 lives, produced some 14,000 disappearances and almost two million displaced people. Intellectuals and journalists were slaughtered by the dozens, thousands fled the country, and the entire populations of whole villages were massacred overnight.

And then nothing. The Algerian authorities reached an agreement with Islamic groups - an agreement whose terms have remained secret to the present day. A charter for peace and national reconciliation was voted in with no preliminary debate and in circumstances denounced by large sectors of society.

And then a heavy blanket of silence fell over the years of blood and terror. Silence - the goal of a charter in which past events were consigned to oblivion and any inquiry about what had happened was outlawed. A charter stipulating that "no one in Algeria or abroad is entitled to use or take advantage of the wounds left by our national tragedy to undermine our institutions, weaken the state (...) or sully the image of Algeria on the international scene".

When Algeria is mentioned today, it is to emphasize the paradox of a rich country with a poor population whose children by the thousands are ready to jump aboard any frail craft in order to flee misery, despair, unemployment, total state neglect and the spectacle of arrogant and omnipresent corruption.

Twenty years after the youth uprising of October 1988 and the (brief) democratic parenthesis that opened immediately after it, Algeria has become a country of daily riots, the most spectacular of which drenched Kabillia in blood in 2001 and killed dozens of people. This Algeria, whose population shuns the voting booths and expresses its anger by confronting the police, whose workers join free trade unions in spite of brutal repression, and whose ailing president at 72 changes the constitution to allow him to stand for a third term of office, has this Algeria really emerged from its state of crisis?

INTERVENANTS :

Slimane Benaïssa, Ecrivain et dramaturge algérien

Hocine Ait Ahmed, Fondateur du Front des Forces Socialistes (FFS-opposition)

Salima Ghezali, Journaliste, prix Sakharov des Droits de l'homme du parlement européen en 1997

Mustafa Bouchachi, Président de la Ligue algérienne pour la défense des Droits de l'Homme

Modératrice : **José Garçon**, Journaliste et membre du comité de direction du FIFDH

Mercredi 11 mars, 20h15
CAC SIMON et LANGLOIS

LES FILMS

PROGRAMME MSF SUISSE



L'AVENTURE MSF

FRANCE, 2006, 52 MIN, COULEUR, BETA SP, VO FR

Réalisation : Patrick Benquet
Production : Maha Production
Distribution : Doc&Film
Rue Portefoin 13, 75003 Paris, France
Tél/Fax : + 33 (0) 1 42 77 56 87
Email : doc@doc-co.com

L'AVENTURE MSF

de Patrick Benquet

S'appuyant sur des documents filmés lors d'interventions humanitaires et d'interviews exclusives, Patrick Benquet revient sur l'incredible aventure des «French Doctors» en posant la fameuse question : «Peut-on à la fois soigner et dénoncer?». Du Biafra au Darfour, en passant par la Thaïlande, l'Afghanistan, l'Ethiopie et le Rwanda, ce documentaire en deux parties retrace le parcours atypique de ces médecins sans frontières.

Based on footage shot during their humanitarian interventions and exclusive interviews, Patrick Benquet takes another look at the incredible story of the "French doctors" by asking one crucial question: "Can one denounce abuses and, at the same time, provide medical treatment?" From Biafra to Darfur via Thailand, Afghanistan, Ethiopia and Rwanda, this two-part documentary retraces the unique destiny of these doctors without borders.

Jeudi 12 mars, 20h15 / CAC SIMON et LANGLOIS



LIVING IN EMERGENCY : STORIES OF DOCTORS WITHOUT BORDERS

de Mark Hopkins (*Grands Reportages*)

Depuis près de quarante ans, Médecins Sans Frontières s'investit sans compter pour offrir des soins à des millions d'individus. Ce documentaire d'un réalisme parfois insoutenable nous plonge au cœur du quotidien de quatre chirurgiens qui oeuvrent sans relâche, dans leurs campements de fortune africains. Confrontés à un manque cruel de moyens, ils confient leurs doutes et leurs frustrations devant la caméra de Mark Hopkins. Ce film rend un hommage appuyé à l'engagement sans concession des «French Doctors».

For more than 40 years, Médecins Sans Frontières has devoted all its efforts to providing health care to millions of people. With what is sometimes unbearable realism, this documentary reveals the daily struggle of four surgeons who never stop working in their makeshift african camps. Faced with a desperate lack of resources, they confide their doubts and frustrations to Mark Hopkins. This film pays a significant tribute to the "French doctors" unwavering commitment.

LIVING IN EMERGENCY

ETATS-UNIS, 2008, 93 MIN, COULEUR, BETA SP, VO ANG/FR/SWAHILI, ST FR/ANG

Réalisation : Mark Hopkins
Production / Distribution : Red Floor Pictures
Sullivan Street, 107, New York, NY, 10012, USA
Tél/Fax : + 1 646 509 41 40
Email : naisola@earthlink.net

Jeudi 12 mars, 18h00 / CAC LANGLOIS



CITADELLE HUMANITAIRE

de Frédéric Gonseth

L'envoi de centaines de délégués et de médecins dans la guerre civile qui se déroule au cœur du Yémen moyenâgeux, durant les années 60, est l'action la plus spectaculaire et la plus efficace menée par le CICR. Racontée par le chef de mission André Rochat, cette aventure nous conduit du désert jusque dans les coulisses de l'action humanitaire et aux sources du combat pour la dignité humaine, dans le décor des citadelles yéménites.

The deployment of several hundred delegates and doctors into the civil war which raged in the 1960s in Yemen was the ICRC's most spectacular and effective action. The adventure is recounted by André Rochat, the chief of the mission. The narration takes us behind the scenes of humanitarian action in the desert to the roots of the struggle and the people's dignity with yemenit citadels in the setting.

CITADELLE HUMANITAIRE

SUISSE, 2008, 96 MIN, COULEUR, HDCAM, VO FR/ANG/ALL/ARABE, ST FR/ANG

Réalisation / Image / Montage : Frédéric Gonseth
Production : Frédéric Gonseth Productions
Distribution : Frenetic Films AG
Bachstrasse 9, 8038 Zürich, Suisse
Tél/Fax : + 41 (0) 44 488 44 13
Email : annick@frenetic.ch

Jeudi 12 mars, 16h15 / CAC LANGLOIS

RESPONSABILITÉ DE PROTÉGER : « L'INTERVENTIONNISME HUMANITAIRE »

On commémore cette année le 10^{ème} anniversaire de la « première guerre humanitaire ». Ainsi fut nommée par plusieurs des belligérants l'invasion du Kosovo par l'OTAN en février 1999. Les exactions commises par les milices serbes et la stratégie dite de « purification ethnique » du gouvernement de Milosevic avaient fait l'objet d'enquêtes d'ONG.

Leurs rapports, publiés dans la presse, furent utilisés par l'OTAN comme argument d'intervention, plaçant de facto les organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme dans les rangs de la coalition militaire.

Tout au long des années 1990, des interventions militaires conduites sous le drapeau de l'ONU, à des fins de « sécurisation, d'aide humanitaire et de maintien de la paix », s'étaient multipliées. Les ONG, appelées par le Secrétaire général des Nations Unies à s'y intégrer, se sont divisées sur cette question que la guerre du Kosovo a radicalisée.

En 2005, les Nations Unies adoptaient le principe de la « Responsabilité de protéger » qui annonçait, selon ses promoteurs, la fin des exactions de masse, crimes de guerre, crimes contre l'humanité, génocides. Nombre d'organisations de défense des droits de l'homme l'ont accueilli comme un pas décisif dans la bonne direction, tandis que la plupart des ONG humanitaires demeuraient circonspectes.

L'envoi de bateaux de guerre vers les côtes birmanes lors du cyclone Nargis de mai 2008, la campagne pour « Sauver le Darfour » par l'envoi d'une force armée internationale ont pris appui sur ce texte. Prélude à de nouvelles « guerres humanitaires » ou progrès de la solidarité humaine ? Tel sera le point de départ du débat.

The 10th anniversary of the "first humanitarian war" will be commemorated this year. So was called by several belligerents the invasion of Kosovo by NATO in February 1999. The Serbian militia's exactions and the so-called "ethnic purification" strategy of Milosevic's government had been the target of investigation by several NGOs.

Their reports, published in the press, were used by NATO as an argument for intervention, thereby de facto placing humanitarian and human rights defence organizations in the ranks of the military coalition.

Throughout the 1990s, military interventions carried out under United Nations auspices and justified by their avowed goal of protecting humanitarian aid and peace multiplied. Called on by the UN Secretary General to join these efforts, NGOs were divided on the question of humanitarian intervention, which the war in Kosovo had radicalized.

In 2005, the UN adopted the principle of the "Responsibility to Protect" that, according to its supporters, heralded the end of mass exactions, war crimes, crimes against humanity and genocides. Many human rights organizations welcomed it as a decisive step in the right direction, while most humanitarian agencies remained circumspect.

The despatch of warships to the Burmese coast during Cyclone Nargis in May 2008 and the campaign to "Save Darfur" by sending an international armed force, were based on this text. A prelude to new "humanitarian wars" or progress in human solidarity? This is the subject of our debate.

Rony Brauman

APRÈS NARGIS

de Régis Michel

FRANCE, 2008, 26 MIN, COULEUR, BETA SP, VO FR

Image : Léo Scamorovischi

Production / Distribution : Pacifico Island Productions

Rue du Bicentenaire 15, 92800 Puteaux, France

Tél : + 33 (0) 1 45 06 55 15

Fax : + 33 (0) 1 45 06 15 95

Jeudi 12 mars, 18h15 / CAC SIMON

Sélection de Rony Brauman
en partenariat avec **MSF Suisse**

INTERVENANTS :

Cornelio Sommaruga, Ancien directeur du CICR

Anne Vallaeys, Journaliste, écrivaine, elle publie notamment en 2004 « Médecins Sans Frontières : La biographie »

Rony Brauman, Spécialiste de l'humanitaire, ancien président de Médecins Sans Frontières France

Jean-Paul N'Goupandé, Ancien premier ministre de la République Centre Africaine

Moderateur : **Emmanuel Kohler**, Journaliste au Temps

Jeudi 12 mars, 20h15
CAC SIMON et LANGLOIS



GERALDO : SONT-ILS TOUS CORROMPUS ?

de Patrice Barrat, Daniel Rubio (*Grands Reportages*)

GERALDO : SONT-ILS TOUS CORROMPUS ?

FRANCE, 2007, 52 MIN, COULEUR,
BETA SP, VO FR/ANG/PORTUGAIS, ST FR

Réalisation : Patrice Barrat et Daniel Rubio
Image : Daniel Rubio, Renata Carneiro, Olivier Raffet, Jacques Kam, Warren Green, Guillaume Martin, Julien Gidoïn

Montage : Michèle Courbou

Musique : Rémy Degorgue

Production / Distribution : ARTICLE Z
Boulevard Poissonnière 20, 75009 Paris, France

Tél : + 33 (0) 1 55 33 52 60

Fax : + 33 (0) 1 55 33 52 62

Email : agence@articlez.fr

« Si tu veux connaître la nature d'un homme, donne-lui du pouvoir ». C'est en ces termes que Geraldo, ouvrier à São Paulo, s'interroge sur le problème de la corruption. Choqué par le scandale de la « Mensalao » qui a ébranlé et discrédité le gouvernement Lula en 2005, Geraldo mène l'enquête à travers le Brésil et le monde en questionnant des hommes politiques, un philosophe et *Transparency International*. Il s'agit du troisième film réalisé par le réseau de journalistes « Madmundo » mettant en scène Geraldo.

"If you want to know what a man is really like, give him power." With these words, a São Paulo worker called Geraldo tackles the topic of corruption. Shocked by the "Mensalao" scandal that discredited and destabilized Lula's government in 2005, Geraldo begins an investigation that takes him around Brazil and around the world, interviewing politicians, a philosopher, and Transparency International. This is the third film made by the "Madmundo" journalists network that features Geraldo.

Vendredi 13 mars, 20h00 / CAC SIMON

LES DROITS HUMAINS MINÉS PAR LA CORRUPTION

Longtemps, la corruption est demeurée taboue au sein de la communauté internationale. Les pressions de la société civile, aidées par les enquêtes des médias, ont cependant permis que la corruption soit reconnue comme un fléau. Le dynamisme d'une ONG comme Transparency International y a largement contribué en fournissant données et instruments de mesure comparatifs et fiables. Au point que, désormais, la lutte contre la corruption est une priorité politique pour les institutions internationales ou les gouvernements. Désormais, la Banque Mondiale ou l'Union Européenne conditionnent leurs relations avec les pays membres à leur engagement dans la lutte contre la corruption.

Cette détermination a abouti à l'adoption par les Nations Unies, en octobre 2003, d'une convention contre la corruption, ce « mal insidieux aux effets multiples et délétères » qui selon Kofi Annan, « court dans de nombreux pays, grands et petits, riches et pauvres, mais est le plus destructeur dans les pays en développement ». Une corruption qui selon l'ancien Secrétaire général de l'ONU de préciser : « la corruption sape la démocratie et l'état de droit, entraîne des violations des Droits de l'Homme, fausse le jeu des marchés et crée un terrain propice à la criminalité organisée et au terrorisme (...) ».

L'ampleur prise par le crime organisé le confirme : trafic de drogue et trafic d'armes ont accru la corruption de manière vertigineuse, alimentant la violence, déstructurant les sociétés, affaiblissant les Etats, portant atteinte à leur intégrité territoriale en créant des zones échappant à leur contrôle (Mexique, Brésil, Colombie, Somalie...).

Le combat doit-il pour autant s'arrêter au crime organisé de type mafieux, à la corruption des pays en développement et de certains hommes politiques avides de pouvoir et d'argent ? Ne faut-il pas aller plus loin en admettant que la corruption englobe aussi les pratiques illicites propres à la spéculation financière et à la religion du marché prônée dans les pays développés ? Ne faut-il pas se demander si les responsabilités de la crise financière internationale actuelle ne relèvent pas aussi de ce débat ?

C'est sans doute la seule manière de conférer une crédibilité universelle à ce combat décisif. Et de ne pas passer d'un tabou à l'autre.

The international community has long considered corruption as a taboo subject. Nevertheless, due to pressure from civil society and media investigations, corruption has finally been recognized as a scourge. For that, we owe much to the dynamism of NGOs like Transparency International which have provided us with trustworthy comparative measures. To such an extent that the battle against corruption has now become a priority for international institutions and governments. Thus, the World Bank or the European Union now make their dealings with member states conditional upon the latter's commitment to combating corruption.

As a result of this growing determination, the United Nations in October 2003 adopted a convention against corruption that Kofi Annan characterized as an "insidious evil with multiple pernicious effects" that is "prevalent in many big and little, rich and poor countries alike, but is more destructive in developing countries". In a statement on the convention, the then-UN Secretary General pointed out that "corruption undermines democracy and the rule of law, leads to human rights violations, skews market mechanisms, and creates a context that favours organized crime and terrorism (...)".

The phenomenal growth of organized crime largely confirms this assessment. Drug and arms trafficking have grown in leaps and bounds, feeding violence, destabilizing society, weakening states and undermining their territorial integrity by creating zones that escape their control (Mexico, Brazil, Colombia, Somalia...).

But, should the fight stop at organized Mafia-type crime, at corruption in developing countries, and at politicians greedy for money and power? Shouldn't we go one step further by recognizing that the illicit practices of financial speculation and the hegemony of the free market policies advocated by developed countries, do also constitute corruption? Shouldn't we also be asking whether responsibility for the current international crisis doesn't relate to this debate as well?

This, undoubtedly, is the only way to make this decisive combat universally credible. And to avoid switching from one taboo to another.

Patrice Barrat et José Garçon

En collaboration avec **Transparency International**

INTERVENANTS :

Geraldo De Suza, Syndicaliste, protagoniste du film

Cobus De Swardt, Managing director de Transparency International

Bernard Bertossa, Ancien procureur général de Genève, signataire de « l'Appel de Genève » de 1996

Jean-Pierre Méan, Expert ICC et membre de la Commission Anti-Corruption ICC

Modérateur : **Patrice Barrat**, Réalisateur du film, producteur, délégué général de l'ONG « Bridge Initiative international »

Vendredi 13 mars, 20h00 / CAC SIMON

Suivi d'un concert exceptionnel de Sapho à 23h00



© Greig Fraser / LDM Productions

THE WATER DIARY

FRANCE, 2006, 18 MIN, COULEUR,
BETA SP, VO ANG, ST FR

Réalisation : Jane Campion
Image : Greig Fraser
Montage : Heidib Kenessey
Son : Peter Grace
Musique : Mark Bradshaw
Production : LDM Productions
Distribution : Films Distribution
Rue du Louvre 34, 75001 Paris, France
Tél : + 33 (0) 1 53 10 33 99
Fax : + 33 (0) 1 53 10 33 98
Email : caraux@filmsdistribution.com

THE WATER DIARY

de Jane Campion

Dans une Australie en proie à une terrible sécheresse, on rêve que les enfants peuvent faire tomber la pluie en jouant du violon. Images saisissantes et atmosphère mélancolique se conjuguent dans ce court-métrage qui nous rappelle la nécessité de préserver notre environnement.

In an Australia in the grip of a terrible drought, people dream that children can make it rain by playing the violin. Striking images combined with an atmosphere of melancholy in this short film, remind us of the need to protect and preserve our environment.

Mardi 10 mars, 20h30 / CAC LANGLOIS

Samedi 14 mars, 14h00 / CAC SIMON



THE BLOOD OF KOUAN KOUAN

GRÈCE, 2008, 64 MIN, COULEUR,
BETA SP, VO ESP/GRECQUE, ST FR

Réalisation : Yorgos Avgeropoulos
Image : Alexis Barzos
Montage : Yiannis Billiris, Anna Prokou
Musique : Yiannis Paxevanis
Production / Distribution : SMALL PLANET
Pitheou str. 55, 117 43 N, Kosmos, Athens, Grèce
Tél : + 30 210 951 52 95
Fax : + 30 210 951 52 94
Email : info@smallplanet.gr

THE BLOOD OF KOUAN KOUAN

de Yorgos Avgeropoulos (*Documentaires de Création*)

A deux pas d'un complexe pétrolier, un chamane indien tente de conjurer le mauvais sort qui s'est abattu sur la terre de ses ancêtres. Une terre souillée où les rivières sont contaminées, où l'écosystème se meurt, comme se meurt la culture des populations autochtones chassées de leur milieu naturel. Au nom du développement économique et du profit immédiat, le géant Texaco, comme la compagnie nationale équatorienne n'ont aucun scrupule à détruire, en toute impunité, la nature et ceux qui en vivent. Un documentaire saisissant, dont les images magnifiques rendent plus dramatique encore la perception d'un désastre écologique et humain, qui fait bien peu parler de lui.

Right beside a petroleum complex, an Indian shaman tries to counter the evil eye that has brought a plague to the land of his ancestors. A defiled land whose rivers are contaminated, whose ecosystem is dying along with the culture of the indigenous people chased away from their natural habitat. In the name of economic development and quick profits and in total impunity, Texaco and the Ecuadorian national company have no scruples about destroying the natural habitat and all those who live in it. A striking documentary whose magnificent images dramatically sharpen our perception of a human and ecological disaster, to which too little attention is paid.

Mardi 10 mars, 20h30 / CAC LANGLOIS

Samedi 14 mars, 14h00 / CAC SIMON

ENVIRONNEMENT ET PEUPLES EN DANGER

Il a fallu du temps pour admettre le lien entre le droit de l'environnement qui régle la gestion des forêts, de la pêche et de l'eau et les droits humains. Après Stockholm, après Rio, on commence à prendre la mesure du danger. Ainsi, le Conseil des droits de l'homme examinera, ce mois de mars, les résultats d'une étude sur le changement climatique et les droits de l'homme, prenant notamment en compte la Convention sur les droits des peuples autochtones. Toutefois, les actions concrètes se font attendre.

Sous la pression de l'activité humaine mais aussi d'une prédation économique globalisée, des pans entiers de forêts dites vierges agonisent, la désertification gagne le continent européen, le Lac Victoria ne cesse plus de se rétracter, les poissons disparaissent des mers et les rivières sont contaminées par les métaux lourds, les pesticides ou autres rejets industriels. Avec, entre autres conséquences dramatiques, l'acculturation de populations entières, atteintes dans leur santé, privées de leurs moyens d'existence, de leurs droits fondamentaux et de leur dignité.

Lorsque la Déclaration universelle des droits de l'homme a été rédigée en 1948, ses auteurs ne pouvaient imaginer l'interdépendance mondiale et complexe, liée aux destructions écologiques, ni le poids de l'économie dans ce débat. Que faire pour induire dès à présent des changements de comportements ? Le respect des droits humains peut-il constituer une alternative à l'acceptation que tout peut être marchandisé ? A quand l'obligation faite aux acteurs privés - et non plus simplement en termes éthiques - de respecter et de protéger les droits humains ?

Quite some time was needed before the link between environmental rights - governing management of forests, fishing and water - and human rights was recognized. After Stockholm and Rio, the world started to measure the extent and gravity of threats to the environment. Which is why the upcoming (March) Human Rights Council will be examining the results of a study on climate change and human rights, and paying particular attention to the ILO Indigenous and Tribal Peoples Convention. Concrete action, however, is long in coming.

Under pressure from human activity, but also from globalized economic plunder, entire sections of so-called virgin forest are in their death throes, desertification is gaining ground in Europe, Lake Victoria is shrinking, fish are disappearing from seas, and rivers are contaminated by heavy metals, pesticides or other industrial waste. One of the dramatic consequences is the cultural integration of whole populations whose health is threatened and who are being deprived of their livelihoods, fundamental rights and dignity.

When the Universal Declaration of Human Rights was drafted in 1948, its authors could not envisage today's complex global interdependence and its links to ecological destruction, or the weight of economic factors in this area. What must be done to very rapidly bring about needed changes in behaviour patterns? Can respect for human rights constitute an alternative to acceptance of the view that everything is a commodity? And when will private actors be obliged - not merely on a voluntary ethical basis - to respect and protect human rights?

Sylvie Cohen

En partenariat avec le **Global Humanitarian Forum**

Co-présenté avec **Le Temps**

INTERVENANTS :

Walter Fust, Directeur général du Forum humanitaire mondial

Francesco Rutelli, Sénateur, ancien ministre de l'environnement, Italie

Laurence Boisson de Chazournes, Directrice du département de droit international public et organisations internationales, Université de Genève

Modérateur : **Ram Etwareea**, Journaliste au Temps

Samedi 14 mars, 14h00 / CAC SIMON



KM 207, AU BORD DE LA ROUTE

de Guillaume Lassalle

**KM.207, A LA ORILLA DE LA CARRETERA
(KM 207, AU BORD DE LA ROUTE)**

GUATEMALA/FRANCE, 2007, 42 MIN, COULEUR,
BETA SP, VO ESP/FR, ST FR

Réalisation / Image : Grégory Lassalle

Montage : Manuel Cobox

Musique : Richard Breton

Production / Distribution : Collectif Guatemala

Ter rue Voltaire 21, 75001 Paris, France

Tél / Fax : + 33 (0) 1 43734960

Email : collectifguatemala1@libertysurf.fr

Entre 1960 et 1996, près de 45 000 personnes ont disparu au Guatemala, victimes de la répression d'Etat ou des escadrons de la mort. Aujourd'hui, malgré les accords de paix signés entre le Gouvernement et l'Union Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG), de nouvelles disparitions sont recensées, comme celle d'Hector Reyes, paysan syndiqué, dont on est sans nouvelles depuis 2003. Ce documentaire retrace le combat des familles de disparus qui tentent vainement d'obtenir justice et se heurtent à un mur de silence.

Between 1960 and 1996, almost 45,000 people – the victims of state repression or death squads – disappeared in Guatemala. Today, in spite of peace accords signed by the government and the Guatemalan National Revolutionary Unity (URNG), fresh disappearances are being reported like that of Hector Reyes, a unionised farmer about whom nothing has been heard since 2003. This documentary traces such disappeared people's families' vain struggle to obtain justice and their experience of being confronted by a wall of silence.

Samedi 14 mars, 14h15 / CAC LANGLOIS

GUATEMALA : « KM 207, ON THE ROADSIDE »

En 1996, le Guatemala émerge d'une guerre civile de 36 ans. Où en est aujourd'hui ce petit pays d'Amérique centrale dont il est si peu question, malgré la longue présence d'une force d'interposition des Nations-Unies (la MINUGUA) et d'un nombre impressionnant d'ONG ?

Si l'Amérique latine, toute proche, s'est mise en marche pour défendre les droits de ses populations, protéger ses communautés autochtones et tenter de recouvrer sa souveraineté sur les ressources locales, il faut admettre que les détenteurs du pouvoir économique au Guatemala ignorent et méprisent leurs populations. Les recommandations des rapporteurs spéciaux des Nations-Unies ne sont pas entendues et l'Etat ne se donne aucun moyen de les faire appliquer. Il laisse se développer une malnutrition chronique qui touche la moitié des enfants du pays, un taux de mortalité maternelle parmi les pires du monde et les meurtres d'une extrême sauvagerie perpétrés contre les femmes. Quant à l'impunité des criminels, elle est quasi totale puisque les plaintes sont très rarement instruites. Au Guatemala, on recense « au moins 5.000 meurtres par an dont la responsabilité doit incomber à l'Etat », pouvait-on lire en 2007 dans un rapport de l'ONU.

Le Président Alvaro Colom qui a succédé, en 2008, au Président Berger - au terme d'élections qui ont fait des dizaines de victimes parmi les candidats - va avoir fort à faire pour lutter contre le crime organisé qui s'est infiltré dans les plus hautes instances de l'Etat guatémaltèque. « La transition vers une société où le droit à la vie est véritablement garanti n'est pas achevée », résumait il y a peu le HCR.

Surveillé de près par les militaires de l'ancien régime, le gouvernement n'ose pas se doter de moyens suffisants dans un Etat qui se trouve perpétuellement au bord de l'implosion.

Guatemala emerged from a 36-year-long civil war in 1996. What is happening today in this small Central American country, so often forgotten in spite of the lengthy presence there of a UN verification mission (MINUGUA) and of an impressive number of NGOs?

While neighbouring Latin American countries have begun to defend their people's rights, protect their indigenous communities, and attempt to recover sovereignty over local resources, those in power in Guatemala are not interested in and despise their populations. UN Special Rapporteurs' recommendations fall on deaf ears, and the state makes no effort to apply them. It lets the chronic malnutrition that affects half the country's children, a maternal mortality rate that is among the highest in the world, and extremely savage killings of women develop freely. As for criminal impunity, it is almost universal since most complaints never even reach the courts.

According to a 2007 UN report, "at least 5,000 murders for which the government is responsible are committed annually" in Guatemala. Alvaro Colom, who succeeded president Berger in 2008 after an election in which dozens of candidates were killed, will have his plate full if he tries to combat the organized crime that has infiltrated the highest levels of the state.

"The transition towards a society in which the right to life is truly guaranteed has not yet been achieved," said a recent UNHRC report. With the former regime's military keeping a close watch on it, Guatemala's government doesn't dare pull out all the stops in a state perpetually on the brink of implosion.

Chantal Woodyly

En partenariat avec l'association **KM207, Guatemala-Suisse** et le **CETIM**

INTERVENANTS :

Ueli Leuenberger, Conseiller national, Président des Verts

Julie Duchatel, Représentante du CETIM

Mauro Vay, Représentant pour CODECA

Grégory Lassalle, Réalisateur

Samedi 14 mars, 14h15 / CAC LANGLOIS



Charles Berling, acteur

EN TERRE ÉTRANGÈRE

FRANCE, 2008, 76 MIN, COULEUR,
BETA SP, VO FR, ST ANG

Réalisation : Christian Zerbib

Image : Marc Seferchian, Tomasz Cichawa et
Christian Zerbib

Montage : Louise de Champfleury

Son : Jean Jacques Faure

Musique : Gréco Casadesus

Avec : Charles Berling, Emmanuelle Béart,
Josiane Balasko, Seydou Togola, Imane Ayissi,
Fouad Boukenal

Production / Distribution : VEO2MAX Films Produc-
tions Bd de la Bastille 34, 75012 Paris, France

Tél / Fax : +33 (0) 1 43 07 13 75

Email : christian.zerbib@club.fr

EN TERRE ÉTRANGÈRE

de Christian Zerbib (*Grands Reportages*)

Les sans-papiers ne vivent pas. Ils survivent en marge de la société, sans espoir d'intégration. Ils ont tout quitté en quête d'une vie meilleure en Occident, sans se douter de la réalité qui les attend. Des côtes sénégalaises aux faubourgs de Paris, Christian Zerbib les accompagne pour mieux plaider la cause de ces travailleurs de l'ombre à la recherche d'une identité. Charles Berling, Emmanuelle Béart et Josiane Balasko s'associent à cette cause et militent en faveur d'une régularisation des sans-papiers.

Illegal aliens don't have a life. They merely survive on the margins of society with no hope of integration. They left everything behind in search of a better life in the West. In order to improve the situation of these shadow workers and help them establish a legal identity, Christian Zerbib follows the immigrants from the coast of Senegal to workers' suburbs around Paris. Charles Berling, Emmanuelle Béart and Josiane Balasko join this struggle to get the workers' status regularized.

Samedi 14 mars, 19h00 / Auditorium ARDITI / Première mondiale



BARCELONE OU LA MORT

FRANCE, 2007, 51 MIN, COULEUR,
BETA SP, VO FR/ESP, ST FR

Réalisation / Image : Idrissa Guiro

Montage : Thomas Lallier et Idrissa Guiro

Son : Idrissa Guiro

Production / Distribution : Simbad films,

rue du Président Wilson 132,

93210 la Plaine St Denis, France

Tél / Fax : + 33 (0) 1 57 42 90 58

Email : valentinebortot@hotmail.com

BARCELONE OU LA MORT

de Idrissa Guiro (*Documentaires de Création*)

Trois mille Sénégalais sont morts en tentant de rejoindre les Canaries durant l'année 2006. Poussé par l'urgence de comprendre, le réalisateur s'envole pour Thiaroye-sur-mer, petit village au bord de l'Atlantique. Modou, en voix-off, conte avec sincérité sa traversée ratée vers l'Eldorado européen; alors que Tala, son cousin, explique son choix de rester, malgré l'incompréhension de ses proches. Car à Thiaroye, tous n'ont qu'une idée en tête : partir. Echapper à une condition sans perspective d'avenir, quitte à risquer la mort.

Three thousand Senegalese died in 2006 while attempting to reach the Canary Islands. With a strong urge to understand, the director of this film flew to Thiaroye-sur-mer, a small village on Senegal's Atlantic coast. Modou's voice-over tells us sincerely about his failed attempt to reach the European eldorado. His cousin Tala explains why he, on the other hand, chose to stay at home – a choice that no one understands because in Thiaroye, the only thing everyone wants to do is to leave. To escape the total lack of future prospects, even if it means risking death.

Lundi 9 mars, 14h00 / CAC LANGLOIS

Jeudi 12 mars, 14h15 / CAC SIMON

Jeudi 12 mars, 18h15 / CAC SIMON

LES SANS-PAPIERS : ENCORE LONGTEMPS SANS DROITS ?

Soirée de clôture

Emblématique de la politique migratoire d'un pays et trop souvent révélatrice d'une forme de xénophobie institutionnelle, la situation des sans-papiers, à Genève comme ailleurs, demeure largement méconnue du grand public et des médias. Inaudible et invisible, à l'instar de ces travailleurs de l'ombre et de leurs enfants.

« Personne n'est illégal », affirment les militants des droits humains, mais force est de constater que les sans-papiers ne peuvent que difficilement faire valoir les leurs, pourtant universels.

La Suisse vient de réaffirmer son refus de signer la Convention des Nations Unies sur les Droits des Travailleurs Migrants (et les membres de leur famille). Les militants des droits de l'homme, comme les élus, ne peuvent cependant limiter leurs actions à des critiques ni à des dénonciations, ou à des actions de désobéissance civile. Il leur faut également s'engager dans un processus propositionnel afin d'esquisser les fondements d'une politique migratoire alternative et œuvrer pour la reconnaissance des droits dont les sans-papiers se trouvent, dans les faits, privés.

A Genève, des propositions ont récemment été portées par des élus, voire par le gouvernement du canton. Elles peinent cependant à se transformer en actes et à modifier la réalité. Ainsi, en 2005 le Conseil d'Etat du canton de Genève demandait à la Confédération de pouvoir régulariser collectivement quelques 5'000 personnes. Qu'est-il advenu de cette demande ? En 2008, une nouvelle motion parlementaire demandait que les jeunes sans-papiers puissent bénéficier d'une formation professionnelle. Quels sont aujourd'hui les obstacles à la mise en œuvre de cette proposition ? Comment pouvons-nous, ensemble, les lever ? Les autorités peuvent-elle y contribuer ?

Ces questions ne révèlent-elles pas plus largement la difficulté à articuler les droits fondamentaux et le droit national ? Leur caractère éminemment local ne peut-il pas nous éclairer sur la situation des travailleurs sans papiers ailleurs dans le monde ?

Too often revealing a kind of institutional xenophobia and emblematic of a country's migration policy, the situation of illegal immigrants, in Geneva and elsewhere, is still unknown to the general public and the media. Unseen and unheard, like the shadow workers and their children themselves.

Human rights activists claim that no one is illegal, yet the fact is that it is extremely difficult for illegal immigrants to obtain recognition of their universal rights.

Switzerland has just reaffirmed its refusal to sign the UN Convention on the Rights of Migrant Workers (and members of their families). That being the case, criticism, denunciation, or even civil disobedience by human rights activists and government representatives are not enough. They need to start making suggestions as to what could constitute the beginnings of an alternative migration policy, and work for the recognition of rights of which illegal immigrants are de facto deprived.

Some suggestions were recently put forward in Geneva by individual legislators, and even by the cantonal government itself. But putting such principles into action on the ground seems to be beyond them. In 2005, for example, Geneva's cantonal State Council requested from the Swiss Confederation the rights to collectively regularize the situation of 5,000 illegal immigrants. For which result? In 2008, a new parliamentary motion requested that young illegal immigrants benefit from vocational training. What are the obstacles that bar the way to implementing this proposal? How can we, together, remove these obstacles? Can the authorities contribute to this effort?

More generally, doesn't the fact that these questions arise at all derive from a difficulty in formulating basic rights and national law? Can their local character explain the situation of illegal workers elsewhere?

Cathy Day

SOIRÉE DE SOLIDARITÉ

En collaboration avec la **Ligue Suisse des Droits de l'Homme** et **Rue 89**

EN PRÉSENCE DE :

Charles Berling, Acteur français

Seydoux Togola, Protagoniste du film

Fouad Boukellal, Protagoniste du film

Christian Zerbib, Réalisateur, scénariste

Emmanuel Terray, Anthropologue, directeur d'études à l'EHESS (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales)

Christiane Perregaux, Directrice du Centre de Contact Suisses-Immigrés (CCSI)

Sapho, Chanteuse, écrivain

Samedi 14 mars, 19h00 / Auditorium ARDITI

COLLOQUE SUR LES SANS PAPIERS

INTERVENANTS :

Patrice Mugny, Conseiller administratif en charge de la culture à Genève

Miriam Fridman Wenger, membre de l'Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue (OFPC), Genève

Christiane Perregaux, Directrice du Centre de Contact Suisses-Immigrés (CCSI)

Brigitte Schneider-Bidaux, Présidente du collectif de soutien aux sans papiers

Samedi 14 mars, 17h00 / CAC SIMON



TEMPS **PRESENT**

40 ANS

40 ans de regards partagés !
Depuis 1969, Temps Présent regarde changer le monde avec vous.
Retrouvez chaque semaine un reportage qui a profondément
marqué son époque.

tous les lundis dès 21h35 sur TSR2

www.tempspresent.ch

tsr télévision
suisse

28MM - WOMEN FAVELA MORRO DA PROVIDÊNCIA, RIO DI JANEIRO

de JR

Expérience sensorielle unique à la rencontre de ces femmes héroïques qui habitent une favela de Rio de Janeiro. L'artiste JR parvient à magnifier la misère des lieux en créant une véritable œuvre d'art en mouvement, colorée, rythmée et incroyablement humaine.

This encounter with the heroic women of a Rio de Janeiro favela is a unique sensory experience. The artist JR manages to magnify the extreme poverty of the surroundings by creating a whirlwind work of art full of colours, rhythm and incredibly human.

Dimanche 8 mars, 14h15 / CAC SIMON // Lundi 9 mars, 18h15 / CAC LANGLOIS

LAND GEWINNEN

de Marc Brummund

Andrej et Lena sont ukrainiens. Ils vivent illégalement en Allemagne avec leur fils Mischa, 6 ans. Alors que ce dernier est en âge d'aller à l'école, jaillissent la cruauté et l'absurdité des politiques migratoires européennes.

Andrej and Lena are Ukrainian. They live illegally in Germany with their 6-year-old son Mischa. When he reaches school age, the cruelty and absurdity of European migration policies become terribly evident.

Lundi 9 mars, 14h00 / CAC LANGLOIS

MOITIÉ-MOITIÉ

de Maria Müller

Rencontre avec Ricardo Luengo, premier noir de l'histoire suisse à être élu au Conseil national. Ce court-métrage retrace le parcours hors du commun d'un politicien qui donne de l'espoir aux réfugiés politiques auxquels il rend visite.

An encounter with Ricardo Luengo, the first Black man on the Swiss history to be elected as a national councillor. This short film retraces the extraordinary journey of a politician who offers hope to the political refugees he visits.

Samedi 7 mars, 14h00 / CAC LANGLOIS

QUAND LE TRAIN TRAVERSE LA NATURE, LE BONHEUR DÉFILE

de Séverine Vanel

Flash back sur l'inauguration de la ligne de chemin de fer reliant Pékin à Lhassa. Au travers de messages de Chinois et d'anonymes tibétains, ce court-métrage met en lumière la cruauté de l'occupation chinoise au Tibet.

Flash back on the inauguration of the train connection between Beijing and Lhassa. Based on comments by Chinese and anonymous Tibetans, this short film highlights the cruelty of China's occupation of Tibet.

Mercredi 11 mars, 14h00 / CAC LANGLOIS // Vendredi 13 mars, 18h15 / CAC SIMON



FRANCE, 2008, 16 MIN, COULEUR,
BETA SP, VO PORT, ST ANG

Réalisation : JR
Production / Distribution : JRSA
Rue Sedaine, 41, 75011 Paris, France
Tél / Fax : + 33 (0) 6 87 85 95 40
Email : emile@jr-art.net



ALLEMAGNE, 2007, 21 MIN,
COULEUR, 35MM, VO ALL, ST ANG

Réalisation : Marc Brummund
Production / Distribution : Hamburg Media
School Finkenau 35, 22081 Hamburg, Allemagne
Tél / Fax : + 49 40 41 34 68 63
Email : a.schmick@hamburgmediaschool.com



SUISSE, 2008, 14 MIN, COULEUR,
BETA SP, VO SUISSE ALL/FR, ST FR/ANG

Réalisation : Maria Müller
Production : Bundesamt für Kultur (EDI),
Schweiz and Succès passage antenne
Distribution : University of Design & Art Lucerne
Baselstrasse 61, CH-6003 Luzern
Tél / Fax : + 41 (0) 41 228 75 84
Email : video.hslu@gmx.ch



FRANCE, 2008, 26 MIN, COULEUR,
BETA SP, VO FR/TIBÉTAÏN/MANDARIN, ST FR

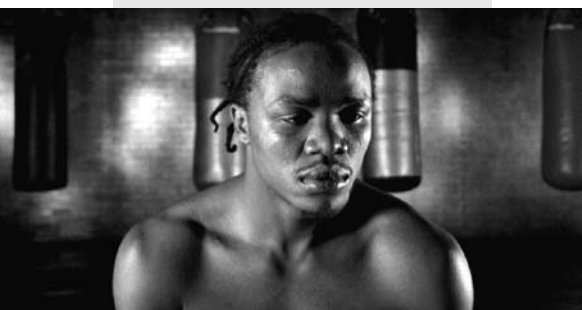
Réalisation / Production : Séverine Vanel
Distribution : Andana Films
Le village, 07170 Lussas, France
Tél / Fax : + 33 (0) 4 75 94 34 67
Email : contact@andanafilms.com

AUTRES PROJECTIONS: DOCUMENTAIRES DE CRÉATION



NORVÈGE, 2008, 75 MIN, COULEUR,
35MM, VO CORÉEN/ANG, ST FR/ANG

Réalisation : Andrzej Fidyk
Production / Distribution : Norwegian Film Institute,
Dronningensgate 16, 0152 Oslo, Norvège
Tél : + 47 22 47 45 00
Fax : + 47 22 47 45 97
Email : amb@nfi.no



ÉTATS-UNIS, 2008, 87 MIN, COULEUR,
BETA SP, VO ANG/SWAHILI/ACHILI, ST FR/ANG

Réalisation : Kief Davidson
on : Believe Media
Las Palmas Ave 1040 N.
Los Angeles, CA 90038, Etas-Unis
Tél / Fax : + 1 323 645 1000
Email : info@believe-media.com

YODOK STORIES

de Andrzej Fidyk (*Documentaires de Création*)

En Corée du Nord, plus de 200'000 personnes croupissent aujourd'hui dans les camps du dictateur Kim Jong-il. Réfugiés en Corée du Sud, des rescapés du camp de Yodok ont décidé de monter une comédie musicale ou plutôt une tragédie musicale qui retrace leur histoire. Exécutions, torture, et propagande : les acteurs, portés par une musique envoûtante, redonnent vie à une réalité passée sous silence. En alternant habilement les témoignages intimes et les temps forts du spectacle, le réalisateur norvégien Andrzej Fidyk signe un film bouleversant.

More than 200,000 people are currently rotting in North Korean dictator Kim Jong-il's camps. In South Korea, to which they managed to escape from Yodok camp, some North Korean refugees decide to put on a musical comedy, or rather a musical tragedy, that tells their story. Executions, torture and propaganda: the actors, supported by bewitching music, bring back to life a reality too long stifled. By cleverly alternating personal testimonies with the more spectacular moments of the show, the Norwegian director Andrzej Fidyk has created a shattering film.

Vendredi 6 mars, 16h15 / CAC SIMON // Mardi 10 mars, 18h30 / CAC SIMON

KASSIM THE DREAM

de Kief Davidson (*Documentaires de Création*)

En Ouganda, Kassim était un enfant soldat. Il a réalisé son rêve en devenant boxeur professionnel aux Etats-Unis. Ce sport est devenu pour lui une véritable thérapie. Son destin hors du commun le mène du bush ougandais aux rings nord-américains. Entouré de sa nouvelle famille, ce jeune homme attachant et débordant de vie se retrouve K.-O. lorsqu'il redécouvre le pays de son enfance. Armé de sa caméra, Kief Davidson signe un documentaire plein de fougue et d'humanité où le ring n'est que la métaphore de la vie de Kassim.

In Uganda, Kassim was a child soldier. He realized his dream by becoming a professional boxer in the US. For him, boxing is a therapy. His extraordinary fate has led him from the bush of Uganda to the boxing rings of North America. Surrounded by his new family, this captivating and exuberant young man is simply knocked out when he rediscovers his homeland. Armed with a camera, Kief Davidson has produced a spirited and entirely human documentary in which the ring symbolizes Kassim's life.

Samedi 7 mars, 14h00 / CAC SIMON // Samedi 14 mars, 20h00 / CAC SIMON

FINDING FACE

de Skye Fitzgerald et Patti Duncan (*Documentaires de Création*)

Marina, jeune et belle cambodienne, se voit forcée d'être la maîtresse d'un haut dignitaire du régime : Svay Sitha. Un jour au marché, elle est attaquée à l'acide par la femme de celui-ci. Commence alors un long combat. Pour survivre tout d'abord, puis pour se retrouver soi-même dans un visage dévasté par les brûlures. Nul réconfort ne peut être trouvé dans un système judiciaire cambodgien totalement corrompu. Ainsi à travers ce documentaire révoltant, le réalisateur tente avant tout de rendre justice à Marina.

Marina is a beautiful young Cambodian woman who is forced to become the mistress of a very important official, Svay Sitha. One day while she is at the market, Sitha's wife throws acid at her. Her face devastated by the burns, she begins her long struggle to survive and later to reestablish her identity. As for the Cambodian legal system, there is no point in hoping for redress there, the system being totally corrupt. The director's aim in making this shocking documentary is thus to obtain justice for Marina.

Mercredi 11 mars, 14h15 / CAC SIMON // Samedi 14 mars, 18h30 / CAC LANGLOIS

IBRET OLSUN DIYE (TO MAKE AN EXAMPLE)

de Necati Sonmez (*Documentaires de Création*)

La Turquie n'a aboli la peine de mort qu'en 2002. Entre-temps, depuis la création de la République, 712 personnes ont été exécutées à titre d'exemple dans des prisons aujourd'hui abandonnées. Mais les murs parlent et les pierres racontent. A travers leurs lettres, l'histoire des condamnés qui ont vécu là leurs derniers moments, se révèle. Ce documentaire aborde avec sensibilité le sujet de la peine de mort telle qu'elle se pratiquait en Turquie.

Turkey abolished the death penalty only in 2002. In the meantime, since the creation of the Republic, 712 people were executed to serve as an example. Today, the prisons in which they were executed are empty, but their walls speak, and the stones tell us, through their letters, about the last moments in the lives of those condemned to death. This documentary sensitively tackles the subject of how the death penalty was formerly practised in Turkey.

Mercredi 11 mars, 14h00 / CAC LANGLOIS // Vendredi 13 mars, 18h15, CAC SIMON

THE CHOIR

de Michael Davie (*Documentaires de Création*)

C'est bien connu, la musique adoucit les moeurs. Michael Davie nous le confirme en contant les aventures d'un chœur de prisonniers sud-africains. Au rythme des chants et des chorégraphies endiablées, il nous entraîne dans l'univers mental de ces détenus qui veulent relever le challenge de remporter le prix de meilleure chorale carcérale d'Afrique du Sud et sans doute, par la même occasion, racheter leurs fautes. Une histoire touchante.

"Music hath charms to soothe the savage breast", Michael Davie confirms this in his tale of a group of South African prisoners and their adventures. Swept up in the wild beat of their songs and choreography, we identify with their ferocious desire to win the prize for the best prisoners' choir in South Africa. And also, probably, to make amends for their faults and past failings. A touching tale.

Vendredi 6 mars, 14h15 / CAC SIMON // Mardi 10 mars, 20h15 / CAC SIMON



ETATS-UNIS/CAMBODGE, 2009, 80 MIN, COULEUR, BETA SP, VO ANG/KHMER, ST FR/ANG

Réalisation : Skye Fitzgerald, Patti Duncan
Production / Distribution : Spin Film
17th Ave. 610 SW, Portland OR 97205, Etats-Unis
Tél / Fax : + 1 503 522 6313
Email : spinfilm@gmail.com



TURQUIE, 2007, 48 MIN, COULEUR/N-B, BETA SP, VO TURQUE, ST FR/ANG

Réalisation : Necati Sonmez
Production / Distribution : ZeZe Film
Sahkulu mah. Seraskerci cikmazi 4/2
Galata, Beyoglu, 34420 Istanbul, Turquie
Tél / Fax : + 90 212 249 97 21
Email : info@zezefilm.com



AUSTRALIE, 2007, 82 MIN, COULEUR, BETA SP, VO ANG, ST FR

Réalisation : Michael Davie
Production / Distribution : Essential Media & Entertainment, PO Box 283, Annandale NSW, 2038 Sydney, Australie
Tél : + 61 28 568 3100 / Fax : + 61 29 519 2326
Email : info@essential-media.com

AUTRES PROJECTIONS: FILMS HORS COMPÉTITION



SUISSE, 2009, 53 MIN, COULEUR BETA SP, VO FR

Réalisation : Marie-Laure Widmer Baggiolini
Journaliste : Anne-Frédérique Widmann
Production / Distribution : Temps Présent - TSR
Télévision Suisse Romande, CP 234,
1211 Genève 8, Suisse
Tél / Fax : + 41 (0) 22 708 98 80
Email : eric.burmand@tsr.ch



FRANCE, 2004, 80 MIN, COULEUR, 35MM

Réalisation : Patrice Leconte
Production : Epithète Films
Distribution : Filmcoopi Zürich AG, Heinrichs-
trasse 114, CP 1366, 8031 Zürich, Suisse
Tél : + 33 (0) 44 448 44 22
Fax : + 33 (0) 44 448 44 28
Email : info@filmcoopi.ch

DIPLOMATES SUISSES DANS LE PIÈGE COLOMBIEN

de Marie-Laure Widmer Baggiolini et Anne-Frédérique Widmann

Ce reportage diffusé sur la TSR par l'émission « Temps présent » revient sur le scandale qui a éclaboussé les autorités suisses, suite à la libération d'Ingrid Betancourt en juillet 2008. Les journalistes ont tenté de retracer le parcours de l'émissaire du DFAE, Jean-Pierre Gontard, qui, face aux allégations du gouvernement colombien se défend formellement d'avoir versé une rançon à la junte militaire. A travers les arguments des uns et des autres, ce reportage permet d'éclairer les dessous d'une affaire qui a fait beaucoup parler d'elle.

Samedi 7 mars, 14h00 / CAC LANGLOIS

This reportage, broadcasted by the TSR's "Temps présent" programme, returns to a scandal that sullied the Swiss government's reputation following Ingrid Betancourt's liberation in July 2008. Journalists attempted to recount the journey of the Swiss Federation Department of Foreign Affairs emissary Jean-Pierre Gontard who, accused by the Colombian government of having paid a ransom to the military junta, vehemently denies the accusation. By sifting through the arguments from both sides, this reportage sheds light on a highly controversial case.

DOGORA

de Patrice Leconte

Patrice Leconte nous fait découvrir le Cambodge, pays qui l'a profondément marqué au cours d'un voyage. Il met en musique ses paysages, ses habitants, sa lumière pour le plus grand plaisir de nos sens. Ce véritable opéra visuel, sans acteurs et sans mots, constitue une oeuvre impressionniste et purement émotionnelle. Au final, Dogora témoigne de la sensibilité aiguë d'un cinéaste qui n'aime rien tant que surprendre.

Dimanche 15 mars, 16h00 / CAC SIMON

Patrice Leconte invites us to discover Cambodia, a country that made a deep impression on him. Our senses are seduced by the delightful musical backing to the images of landscapes, people, light. A visual opera without actors or words, this is an impressionistic and purely emotional work. Dogora expresses the heightened awareness of a film-maker who likes to surprise his audience.

LA JOURNÉE DE LA JUPE

de Jean-Paul Lilienfeld, co-produit par ARTE. Inédit

Professeure de français dans un collège ou les jeunes donnent « du fil à retordre », Sonia Bergerac dispense ses cours en jupe, bien que le proviseur le lui déconseille. Confrontée à la difficulté d'enseigner et fragilisée par le départ de son mari, elle est au bord de la dépression nerveuse. Le jour où elle découvre un revolver dans le sac d'un de ses élèves, elle s'en empare : dans la confusion, un coup part et blesse l'élève à la jambe. A partir de là, tout va basculer. Fresque sociale sur le dur métier d'enseignant.

French teacher in a "difficult" high school, Sonia Bergerac comes to classes in a skirt, even though the school head advised her not to. Faced with a difficult class and upset because her husband has left her, she hovers on the edge of a nervous breakdown. The day that she discovers a gun in one of her pupil's bag, she confiscates it. In the ensuing confusion, a shot is fired that ends up in the pupil's leg. From that starting point, everything goes haywire. A social commentary on the difficulty of teaching today.

Dimanche 8 mars, 16h00 / Ciné 17



Isabelle Adjani

FRANCE, 2008, 90 MIN, COULEUR, BETA SP, VO FR

Réalisation : Jean-Paul Lilienfeld

Production : Mascaret Films

Distribution : Rezo Films, Faubourg Poissonnière 29, 75009 Paris, France

Tél : + 33 (0) 1 42 46 46 30

Fax : + 33 (0) 1 42 46 40 82

Email : festival@rezofilms.com

AUTRES PROJECTIONS : GRANDS REPORTAGES

TUÉE POUR L'HONNEUR

de Giawdat Sofi (*Grands Reportages*), co-produit par Temps Présent, TSR

Doaa avait 17 ans, elle habitait Bashika, un petit village kurde du nord de l'Irak. Parce qu'elle a été vue en compagnie d'un jeune homme d'une autre confession, dans une cour d'école, elle a été lapidée par son oncle et une foule d'hommes survoltés. Giawdat Sofi s'est rendu sur place et a mené l'enquête sur la pratique des crimes d'honneur. Il nous plonge au cœur d'une société tribale où les femmes n'ont qu'un seul choix : se soumettre ou mourir.

Doaa was 17 and lived in Bashika, a small Kurdish village in the north of Iraq. Seen in the school yard with a young man belonging to another religion, she was stoned to death by her uncle and a crowd of other men. In Bashika to investigate the custom of honour crimes, Giawdat Sofi immerses us in a tribal society where women have only one choice: to submit or die.

Dimanche 8 mars, 14h15 / CAC SIMON



SUISSE, 2008, 26 MIN, COULEUR, BETA SP, VO FR

Réalisation : Giawdat Sofi

Production : Midiya Films

Distribution : Troubadour Films

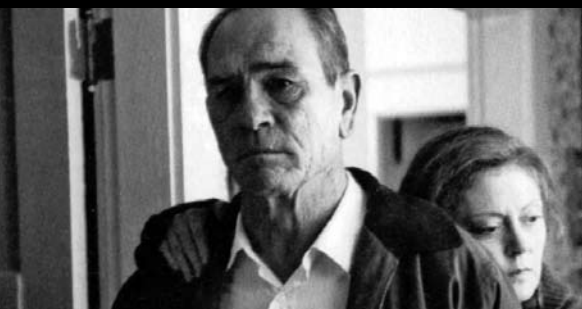
Route des Acacias 12, 1227 Genève, Suisse

Tél : + 41 (0) 22 343 63 36

Fax : + 41 (0) 22 343 65 14

Email : info@troubadour-films.com

FICTIONS ET DROITS HUMAINS : SÉLECTION CAC VOLTAIRE



ÉTATS-UNIS, 2007, 120 MIN, COULEUR,
35MM, VO ANG, ST FR/ALL

Réalisation / Scénario : Paul Haggis
Production : Blackfriars Bridge Films/NALA Films
Distribution : Ascot Elite Entertainment Group
Adresse : Badenerstrasse 156,
8004 Zurich, Suisse
Tél / Fax : + 41 44 298 81 81 / 89
Email : info@ascot-elite.ch



ROUMANIE, 2007, 113 MIN, COULEUR,
35MM, VO ROUMAIN, ST FR/ALL

Réalisation / Scénario : Cristian Mungiu
Production : Mobra Films
Distribution : Frénétic Films, Bachstrasse 9,
8038 Zurich, Suisse
Tél / Fax : + 41 44 488 44 00 / 11
Email : mail@frenetic.ch

IN THE VALLEY OF ELAH (DANS LA VALLÉE D'ELAH)

de Paul Haggis

De retour d'Irak pour sa première permission, Mike Deerfield disparaît mystérieusement et est signalé comme déserteur. Son père, Hank - un ancien membre de la Police Militaire - et sa mère Joan se lancent à sa recherche avec le concours d'Emily Sanders, officier de police de la juridiction du Nouveau-Mexique où Mike a été aperçu pour la dernière fois... Un film sur le chaos mental et sur le terrain. Et tout cela au nom de la « raison » d'un Etat qui l'avait justement perdue.

Back from Iraq on his first leave, Mike Deerfield mysteriously disappears and is counted as a deserter. Hank, his father - a former member of the military police and his mother Joan go looking for him with the help of Emily Sanders, a police officer from New Mexico where Mike was seen for the last time... A film about mental chaos on the field of battle. All in the name of the national good of a State that, precisely, can no longer claim to be pursuing that goal.

Samedi 7 mars, 15h30 / CAC LANGLOIS // Jeudi 12 mars, 14h00 / CAC LANGLOIS

4 LUNI, 3 SAPTAMINI SI 2 ZILE (4 MOIS, 3 SEMAINES 2 JOURS)

de Cristian Mungiu

1987, Roumanie, quelques années avant la chute du communisme. Otila et Gabita partagent une chambre dans la cité universitaire d'une petite ville. Gabita est enceinte et, puisque l'avortement est un crime, les deux jeunes femmes font appel à un certain M. Bébé pour résoudre le problème. Mais elles n'étaient pas préparées à une telle épreuve...

Romania in 1987, a few years before the fall of Communism. Otila and Gabita share a room in the university students' residence of a small town. Gabita is pregnant and, since abortion is a crime, the two young women appeal to a certain Mr Baby to solve the problem. Nothing had prepared them for a trial of this magnitude however...

Vendredi 6 mars, 16h00 / CAC LANGLOIS // Mercredi 11 mars, 15h30 / CAC LANGLOIS

IL CAÏMANO

de Nanni Moretti

Bruno Bonomo n'a pas le moral. Son travail ne marche pas très fort. Sa vie personnelle et intime non plus. Jusqu'au jour où il reçoit, d'une jeune réalisatrice, un script pour lequel il va s'enthousiasmer et retrouver de l'aplomb, sans l'avoir lu vraiment jusqu'à la dernière ligne. Il réalise alors après coup que ce film raconte la vie de Berlusconi... Ce portrait subtil mais néanmoins acéré du nouveau « condottiere » s'inscrit comme la suite logique de « Una Vita difficile » de Risi. Nanni Moretti reprend le flambeau... avec panache!

Bruno Bonomo has the blues. His job isn't going too well nor is his personal life. That is, until a young film director sends him a script that turns him on and helps him recover his self-assurance. But, without really having read the whole script, he suddenly realizes that the film is about Berlusconi's life... This subtle but scathing portrait of the new "condottiere" could easily be the follow-up to Risi's "Una Vita difficile". Nanni Moretti picks up the torch... with panache!

Samedi 7 mars, 18h00 / CAC LANGLOIS // Mardi 10 mars, 14h00 / CAC LANGLOIS
Vendredi 13 mars, 14h00 / CAC LANGLOIS

EN LA PUTA CALLE

de Enrique Gabriel

Juan, électricien diplômé au chômage, décide de laisser femme et enfants et de monter à Madrid pour chercher du travail. Au lieu de cela, il se retrouve à la rue, dormant dans les encoignures de portes, jusqu'au jour où il rencontre Andy, un immigré cubain sans papiers... Espoir, désespoir, chômage, la rue, ses drames, ses combines, mais aussi ses rencontres.

A qualified but unemployed electrician, Juan decides to leave his wife and children and head for Madrid to look for work. Instead, he ends up on the street, sleeping in doorways, until he meets Andy, an illegal alien from Cuba... Hope, despair, unemployment, the street with its dramas, its schemes and its encounters.

Vendredi 6 mars, 14h00 / CAC LANGLOIS // Mercredi 11 mars, 18h00 / CAC LANGLOIS

UNA VITA DIFFICILE

de Dino Risi

Durant la guerre, alors qu'il a rejoint les rangs des partisans, Silvio Magnozzi est sauvé de la mort par Elena Pavinato, fille de la propriétaire d'un petit hôtel. Il la retrouve après la Libération et ils décident de vivre ensemble, à Rome... 15 ans d'histoire italienne. De la chute du fascisme au début des années soixante, Dino Risi signe une chronique de la désillusion, emmenée par un Alberto Sordi magistral.

Having joined the resistance during the war, Silvio Magnozzi is saved from death by Elena Pavinato, the daughter of a small hotel owner. He locates her again after the Liberation, and the two decide to live together in Rome... 15 years of Italian history. From the fall of fascism to the beginning of the 60's, with an Alberto Sordi magnificent, this is Dino Risi's chronicle of disillusion.

Mardi 10 mars, 18h15 / CAC LANGLOIS // Samedi 14 mars, 20h30 / CAC LANGLOIS



ITALIE/FRANCE, 2006, 112 MIN, COULEUR, 35MM, V OIT, ST FR/ALL

Production : Sacher Film (Italie)/Bac Films/ Stéphan Films/France 3 Cinéma/Wild Bunch/ Canal+ Prod/CinéCinéma
Distribution : Frénétic Films, Bachstrasse 9, 8038 Zurich, Suisse
Tél / Fax : + 41 44 488 44 00 / 11
Email : mail@frenetic.ch



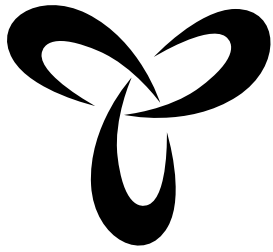
ESPAGNE, 1997, 89 MIN, COULEUR, 35MM, VO ESP, ST FR/ALL

Réalisation / Scénario : Enrique Gabriel
Production : A.T.P.I.P. Producciones / Trasforno films S.L.
Distribution : AGORA Films Sarl, 8, rue des Moraines, 1227 Carouge, Suisse
Tél / Fax : + 41 22 823 03 03 / 04
Email : agora@agorafilms.ch



ITALIE, 1961, 118 MIN, NOIR/BLANC, 35MM, VO IT, ST FR/ALL

Réalisation : Dino Risi
Production : Dino de Laurentiis
Distribution : CAC-Voltaire
Adresse : 16, rue Général-Dufour, 1204 Genève
Tél / Fax : + 41 22 320 78 78 / 88 93
Email : info@cac-voltaire.ch



Global Humanitarian Forum Geneva

Fondé en 2007, le Global Humanitarian Forum est une organisation internationale indépendante basée à Genève, Suisse, œuvrant pour une exploitation du potentiel maximum de la société afin de surmonter les défis humanitaires.

Founded in 2007, the Global Humanitarian Forum is an independent international organization based in Geneva, Switzerland, working to harness the full potential of the global society for overcoming humanitarian challenges.



LA LIGUE SUISSE DES DROITS DE L'HOMME

La Ligue Suisse des Droits de l'Homme, affiliée à la FIDH, a été fondée en 1928.

La LSDH – section de Genève comporte aujourd'hui quelques 350 membres et différentes commissions composées de militants bénévoles.

A l'occasion de son 80^{ème} anniversaire en 2008, elle a organisé des événements publics, dont un programme en deux volets consacré à la question du racisme en Suisse. En prolongement à ces volets, la LSDH a souhaité un partenariat avec le FIDH pour que la situation des sans-papiers, hélas emblématique de la politique migratoire de la Suisse, puisse faire l'objet d'un débat public et d'une soirée de solidarité.

www.lsdh.net

ÉVÉNEMENTS SPÉCIAUX

EXPOSITION « A L'ÉPREUVE DU MONDE »

L'exposition « A l'épreuve du monde » sera visible pendant toute la durée du festival au café du Grütti et au rez de la Maison des Arts du Grütti.

La Mission permanente de la France auprès de l'Office des Nations Unies à Genève présente du 6 au 15 mars 2009, à l'occasion de la 7^{ème} édition du Festival du Film et Forum International sur les droits humains, l'exposition intitulée « A l'épreuve du monde ». Réalisée à l'initiative du Ministère des Affaires étrangères et européennes, Mission de coordination pour les droits de l'Homme, en partenariat avec GDF-Suez, le magazine GEO et la FNAC, cette exposition illustre chacun des trente articles de la Déclaration universelle des droits de l'Homme par une photographie réalisée par des reporters de renommée internationale de l'agence VII. Présentée sur les grilles du Quai d'Orsay à Paris du 9 octobre 2008 au 2 janvier 2009, elle a également été montrée à de nombreuses occasions à travers le monde, notamment lors d'événements européens tels que la Journée européenne contre la peine de mort du 10 octobre 2008 au Conseil de l'Europe ou à Oslo le 10 décembre 2008 à l'occasion de la remise du Prix Nobel de la Paix. Une exposition que Bernard Kouchner, Ministre des Affaires étrangères et européennes, et Rama Yade, Secrétaire d'Etat chargée des Affaires étrangères et des droits de l'Homme, explique ainsi : « A Paris, le 10 décembre 1948, fut adoptée la Déclaration universelle des droits de l'Homme, consacrant la dignité de la famille humaine. Parce qu'au delà des mots il y a toujours des réalités sensibles, nous avons voulu ainsi porter ce texte fondateur à la connaissance du public le plus large. Les photographies qui illustrent cette exposition disent la difficulté d'un monde qui met à l'épreuve cette déclaration, fruit d'un moment où la diplomatie a rejoint l'idéal. Puissent tous ceux qui la liront en devenir les défenseurs. »

On the occasion of the 7th edition of the International Film Festival and Forum on Human Rights, the Permanent Mission of France to the United Nations in Geneva is hosting an exhibition entitled "A l'épreuve du monde". An initiative of the Coordination Mission for Human Rights of the French Foreign and European Affairs Ministry in partnership with GDF-Suez, GEO Magazine and the FNAC, the exhibition, on show from 1-15 March 2009, illustrates each of the Universal Declaration of Human Rights' thirty articles with a photograph taken by famous international reporters working for VII Photo Agency. Displayed on the railings of Paris' Quai d'Orsay from 9 October 2008 to 2 January 2009, the exhibition has featured on a number of other important occasions around the world, and notably during such special European events as the 10 October 2008 European Day Against the Death Penalty at the Council of Europe, or in Oslo on 10 December 2008 during the Nobel Peace Prize-giving ceremony. An exhibition that Bernard Kouchner, Foreign and European Affairs Minister, and Rama Yade, Secretary of State Responsible for Foreign Affairs and Human Rights is presenting as follows: "In Paris on 10 December 1948, the Universal Declaration of Human Rights was adopted, thus consecrating the dignity of the human family. Beyond words, sensitive situations persist however. Which is why we wanted to bring this foundational text to the attention of the public at large. The photos that make up this exhibition state the problem of a world which constantly puts the Universal Declaration – the product of a brief meeting of minds between diplomacy and the ideal – to the test."

CONCERT EXCEPTIONNEL DE SAPHO

LE VENDREDI 13 MARS À 23H, CAC VOLTAIRE, 16 GÉNÉRAL DUFOUR

Chanteuse, compositeur, écrivain, Sapho est née à Marrakech dans une famille juive marocaine. Adorant les défis, cette artiste qui a toujours défendu avec passion les causes qu'elle estime justes, retrouvera la langue de son enfance en interprétant Oum Kalthoum, avant d'adapter Léo Ferré façon flamenco et de sortir cette année « Universelle » son album le plus personnel.

23H00, CAC VOLTAIRE, 16 GÉNÉRAL DUFOUR

Singer, composer, writer, Sapho was born in Marrakech in a Jewish Moroccan family. Loving challenges, this artist who has always defended with passion causes which she believes are fair, found again her native language when interpreting Oum Kalthoum. She also adapted Léo Ferré in a flamenco style and has released this year "Universelle", her more personal album.



Où que vous soyez, euronews est là.

partenaire média
du Festival du Film et Forum
International sur les Droits Humains

contact: sales@euronews.net
www.euronews.net

euronews



pure



Communication visuelle
www.lelgo.com

**TOUS LES SOIRS AVANT
«UN FILM, UN SUJET, UN DÉBAT»
MINETOONS**

Concept de la série : Jean-Jacques Lagrange
Réalisation : Eléonore Ansari
Images : Dominique Allain, Eléonore Ansari
Assistants : Alan Morrison, Tim Butters
Montage : Nathan Dunn, Nuno Fernandes
Production : Point Prod - Genève

11 dessinateurs de presse s'engagent avec Handicap International

Pour un dessinateur de presse, le crayon est aussi une arme. Au contact du papier, il lui permet de donner vie à une analyse implacable de l'actualité. Onze dessinateurs ont accepté de créer un dessin original devant notre caméra sur le thème des armes mutilantes. L'actualité s'y prête particulièrement bien, avec le 3 décembre dernier la signature à Oslo par 94 pays du nouveau Traité d'interdiction des bombes à sous-munitions, et le 1^{er} mars de cette année, le 10^{ème} anniversaire de l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction des mines antipersonnel (Traité d'Ottawa). Les clips ont été réalisés en collaboration avec Chappatte et « Dessins pour la paix », et avec le soutien de la Confédération.

11 media cartoonists get involved with Handicap International

For a newspaper cartoonist, a pen can be a weapon. In contact with a sheet of paper, it can produce an implacable analysis of news events or feature topics. Eleven cartoonists have agreed to create an original drawing live in front of our cameras on the theme of weapons that mutilate. With the signature in Oslo on 3 December 2008 by 94 countries of a new treaty banning cluster bombs along with the 10th anniversary of the coming into force of the treaty banning antipersonnel mines (Ottawa Treaty) on 1 March of this year, this initiative comes at a perfect time in tune with current events. The clips were shot in collaboration with Chappatte and "Dessins pour la paix" (Drawings for Peace), with the support of the Swiss government.

MINETOONS, avec Chappatte (Suisse), Izel (Turquie), Kishka (Israël), Moir (Australie), Morin (USA), No-rio (Japon), Plantu (France), Vadot (Belgique), Wiaz (France), Wilcox (Australie), Willem (Pays-Bas).



PROGRAMME PÉDAGOGIQUE

PRÉSENTATION

Dans le cadre du programme d'action de Vienne et du programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme lancé par l'ONU, le Festival du Film et Forum International du Film sur les Droits Humains a initié il y a cinq ans un programme pédagogique à l'attention des élèves du canton de Genève.

Permettant de sensibiliser le jeune public aux problématiques liées aux violations des droits de l'homme, ce programme particulier propose des activités pendant toute la durée du festival mais également tout au long de l'année au sein des établissements scolaires.

PROJECTIONS SCOLAIRES

Le programme pédagogique organise tous les après-midi à 14h15 et 16h15 des séances pour les élèves du secondaire I et II sur le principe *Un sujet, un film, un débat*. Les thématiques abordées sont toutes d'actualité et entrent en parfaite adéquation avec les programmes scolaires. Les débats permettront aux élèves de s'entretenir avec des spécialistes des droits de l'homme, des personnalités politiques ou culturelles, des membres d'ONG ou d'organisations internationales. Des dossiers pédagogiques sur les thématiques traitées sont à disposition des enseignants pour introduire la séance auprès des élèves et assurer le suivi en classe.

PRESENTATION

Five years ago, within the framework of the Vienna Action Programme and the UN World Programme for Human Rights Education, the International Film Festival and Forum on Human Rights (IFFFH) launched an educational programme for Geneva schoolchildren.

Designed to mobilize young people around issues related to human rights violations, this programme offers activities during the festival as well as other classroom activities throughout the year.

SCREENINGS FOR STUDENTS

The festival's educational programme organizes special afternoon screenings (at 14:15 and 16:15) for first- and second-level secondary school pupils. Films on topical themes related to school curricula are chosen on the basis of the festival's "one subject, one film, one debate" principle. After watching the films, the pupils have the opportunity to discuss these themes with human rights specialists, political and cultural personalities, and representatives of NGOs and international organizations.

Related teaching material is available to help teachers prepare their pupils for these sessions and for later follow-up in the classroom.

LE JURY DES JEUNES

Le jury des jeunes est composé cette année de **Eva Bärtschi-Klein**, **Adrien Golinelli**, **Cécile Mollet-Berthoud**, **Alessandra Oriolo**, **Daniel Ventoso**, tous élèves du postobligatoire de l'école genevoise. Ils décerneront le prix du jury des jeunes, parmi les films de la compétition qu'ils visionneront avec le jury officiel.

CONCOURS ET EXPOSITION « RACONTE-MOI LES DROITS DE L'HOMME » LE DROIT A L'ALIMENTATION

Pour la cinquième année consécutive, le programme pédagogique a lancé en automne 2008 son grand concours d'expression libre « Raconte-moi les droits de l'homme », destiné à tous les élèves du canton de Genève, du primaire au postobligatoire. Organisé en partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Musée d'Ethnographie de Genève et le Département de l'Instruction Publique du Canton de Genève, le concours a pour thème cette année: « Le droit à l'alimentation ». Un Jury indépendant composé de Mesdames Elena Ippoliti, responsable de l'Education aux droits de l'homme au Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies, Cynthia Odier, directrice de la Fondation Fluxum, un médiateur culturel au Musée d'Ethnographie de Genève et un enseignant d'art plastique a sélectionné les meilleures œuvres parmi les travaux reçus. Leur grande qualité ainsi que la diversité des supports utilisés (films, photographies, dessins, collages, affiches, textes) témoignent de la richesse créative que cette thématique a suscitée auprès des jeunes artistes. Accompagnée d'un kit pédagogique, l'exposition, véritable plateforme de réflexion par les jeunes pour les jeunes, se tiendra à la Maison des Arts du Grütli (espace Méliès) pendant toute la durée du festival. Cette exposition circulera ensuite à travers le Canton de Genève, notamment au Palais des Nations, dans plusieurs établissements scolaires et centres de loisirs.

For the fifth year in a row, the educational programme opens its free artist creation competition "Tell Me About Human Rights", designed for all Geneva's schoolchildren from primary to post-obligatory levels. Organized in partnership with the Office of the UN High Commissioner for Human Rights, Geneva's Ethnographic Museum and the Canton's Public Education Department, the competition's theme this year is "The Right to Food". An independent jury composed of Ms Elena Ippoliti, Human Rights Officer at the Office of the UN High Commissioner for Human Rights, Ms Cynthia Odier, Director of the Fluxum Foundation, a cultural moderator at the Ethnographic Museum, and an art teacher, has selected the best of the numerous entries received. Their high quality and the diversity of media used (films, photographs, drawings, collages, posters and texts) testify to the young contributors' treasure of creative resources. Located in the Maison des Arts du Grütli's "Espace Méliès", the exhibition and accompanying educational material offer a unique opportunity for thought and debate by and for young people throughout the festival. After that, the exhibition will travel around the canton, on show at the UN's Palais de Nations as well as at several schools and recreational centers.

L'ATELIER DU MERCREDI

Extrême pauvreté et droits humains: déni de dignité

Débat co-organisé avec le CODAP – Mercredi 11 mars / 18h30 / Maison des Arts du Grütli salle Aloïse

Intervenants:

Janet Nelson, représentante d'ATD Quart Monde aux Nations Unies à Genève
Un représentant des procédures spéciales du Conseil des Droits de l'homme

Crise financière, licenciements, appauvrissement... ont un impact sur les droits humains, comme l'a rappelé le Conseil des droits de l'homme le 20 février 2008. Mais comment les personnes et les familles vivant dans l'extrême pauvreté font et faisaient-elles face à la déconsidération dont elles font l'objet, au « Nord » comme au « Sud », dans une crise permanente dûe au déni des droits.



lundi 9 mars, 14h15 / CAC Simon



lundi 9 mars, 16h15 / CAC Langlois



mardi 10 mars, 14h15 / CAC Simon



mardi 10 mars, 14h15 / CAC Simon



mardi 10 mars, 16h15 / CAC Simon

STORIES ON HUMAN RIGHTS (HISTOIRES DE DROITS DE L'HOMME)

2008, 33', VO ST FR

L'année 2009 a été déclarée par les Nations Unies année internationale pour l'apprentissage des Droits de l'Homme. Cette déclaration universelle est essentielle car elle est la première reconnaissance que tous les êtres humains ont des droits fondamentaux et des libertés.

The United Nations declared 2009 as an International Year for learning about human rights. The Universal Declaration on Human Rights is fundamental because it is the first formal recognition that all human beings have basic rights and freedoms.

CIEN METROS MÁS ALLÁ (CENT MÈTRES PLUS LOIN)

de Juan Luis de No / ESPAGNE, 2008, 66', VO, ST FR

À Melilla, enclave espagnole en territoire marocain, des milliers de personnes traversent chaque jour la frontière, chargées de produits de contrebande. Ces trajets symbolisent les dégâts d'une globalisation non maîtrisée.

In Melilla, a Spanish enclave on Moroccan territory, thousands of people cross the border every day loaded down with smuggled goods. These risky trips of not more than a few meters symbolize the damage caused by galloping globalization.

HAÏTI, L'EXODE DES AFFAMÉS

de Michel Heiniger et Olivier Kohler / Produit par Temps Présent / SUISSE, 2008, 26', VF

Une des conséquences dramatiques de la crise alimentaire mondiale est l'augmentation alarmante des flux migratoires. En effet, face à l'insécurité alimentaire, des milliers d'Haïtiens choisissent de fuir en République Dominicaine.

One of the dramatic consequences of world food shortages is the alarming increase in migratory flows. Indeed, faced with food insecurity, thousands of Haitians decide to flee to the Dominican Republic.

854

de David Muñoz / Espagne, 2008, 25', VO ST FR

De nos jours, la faim est le plus gros problème auquel l'humanité doit faire face. Comment pouvons-nous travailler pour éradiquer cette « maladie » évitable ? Ce film tente de répondre à cette question, en se focalisant sur le cas d'un village du Niger.

These days, hunger is humanity's biggest problem. How to combat hunger? What should we be doing NOW to eradicate this preventable "disease"? The film attempts to answer these questions by focusing on the case of a village in Niger.

TÉMOIN INDÉSIRABLE

de Juan José Lozano / SUISSE, 2008, 54', VO ST FR

Ce film suit pas à pas le travail du journaliste colombien Hollman Morris, qui à travers son émission de télévision Contravía, se bat pour dénoncer la barbarie du conflit qui frappe son pays.

This film tracks the work of Colombian journalist Hollman Morris whose TV programme Contravía struggles to denounce the savagery of his country's civil conflict.

FEMMES SANS DOMICILE

de Eric Guéret / FRANCE, 2007, 52', VF

Oubliées des films sur l'exclusion, les femmes sont pourtant très touchées par le phénomène des sans-abri et leurs conditions de vie dans la rue sont souvent plus difficiles que celles de leurs homologues masculins.

Ignored by films on exclusion, women are very much affected by the phenomenon of homelessness, and their living conditions on the streets are often more difficult than those of their masculine counterparts.

ONDES DE CHOC

de Pierre Mignault et Hélène Magny / CANADA, 2007, 52', VF

En République Démocratique du Congo, Radio Okapi dénonce les pires exactions dont les populations civiles sont victimes, et ainsi accompagne le processus de développement et de consolidation de la paix.

Radio Okapi denounce the frightful exactions to which the civilian population of the Democratic Republic of Congo is exposed, and thus accompany the process of consolidation of peace and development.

J'AI 16 ANS ET JE SUIS TAULARD

de Dominique Clément et Roland Tillmanns / Produit par Temps Présent / SUISSE, 2009, 52', VF

Adolescents et déjà étiquetés comme « délinquants ». Mais faut-il les emprisonner ou prendre le risque de leur donner une chance, en mettant l'accent sur l'éducation ?

They're still teenagers yet they're already labeled as delinquents. But should they be imprisoned or should we take the risk of giving them another chance by emphasizing education?

SANS PAPIERS NI CRAYONS

de Marie Borelli / FRANCE, 2008, 52', VF

La réalisatrice peint ici le portrait de quelques enfants qui vivent en France sans papiers. Même si la loi française prévoit que tous les enfants peuvent accéder à l'école, une expulsion forcée vient souvent interrompre la scolarisation.

The film director paints the portrait of a few children who are lacking legal papers. Even if French law stipulates that all children can benefit from the public education system, forced expulsions abruptly close small windows of opportunity.



mercredi 11 mars, 16h15 / CAC Simon



jeudi 12 mars, 16h15 / CAC Simon



vendredi 13 mars, 14h15 / CAC Simon



vendredi 13 mars, 16h15 / CAC Langlois

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES

Christian Captier Directeur Général Médecins sans Frontières - Suisse



À l'heure de la célébration, un peu convenue, des Conventions de Genève et du droit humanitaire, à l'heure d'une subordination croissante de l'humanitaire au politique, à une époque où la communication a largement remplacé l'information, le sort des déplacés de l'Est du Congo, des Somaliens, des civils de Gaza ou encore des réfugiés nord-coréens, tous fuyant la violence et l'arbitraire, doit sans cesse nous forcer à nous mobiliser, à secouer l'inertie et l'indifférence, mais aussi à nous questionner sur notre propre rôle et notre responsabilité. Sauver des vies, soulager des souffrances, contribuer à rétablir la dignité des personnes, telles sont les missions des Médecins sans Frontières qui, un peu partout dans le monde, apportent des secours médicaux, de manière impartiale et indépendante, à ceux, bafoués dans leurs droits, humiliés dans leur dignité, meurtris dans leurs corps, qui sont laissés dans l'ombre. Sans agenda caché, ni arrière-pensées. Dans ce festival, si jeune mais déjà si grave, des images et des mots vont nous rapprocher un instant, ici, à Genève, au bord des eaux si paisibles du Léman, des tumultes de souffrances auxquels les équipes de Médecins sans Frontières sont souvent confrontées. Toutes ces images, tous ces mots doivent mieux nous faire appréhender ce qu'être humain signifie dans de pareilles circonstances. Et agir en conséquence !

During the current, albeit somewhat conventional, celebrations of the anniversary of the Geneva Conventions and of humanitarian law, at a time of growing subordination of humanitarianism to politics, a time in which communication has largely replaced information, the fate of displaced people in eastern Congo and Somalia, of the civil population of Gaza or of refugees from North Korea – all fleeing arbitrary violence – should force us to mobilize, overcome inertia and indifference, and ask ourselves questions about our own role and responsibility towards these populations. Saving lives, relieving suffering, helping restore people's dignity are all part of Médecins sans Frontières' mission. Impartial and independent, MSF provides medical aid to those around the world whose rights are ignored, who have been stripped of dignity, physically bruised, marginalized. With no hidden agenda or ulterior motives.

During this still young but very serious festival, images and words will carry us for an instant from Geneva and the peaceful banks of Lake Lemman to the turmoil and suffering often faced by MSF. The point of all these images and words is for us to realize what being human signifies in such situations. And to act accordingly!

FILMS PRÉSENTÉS AU FESTIVAL :

MSF L'AVEVENTURE

de Patrick Benquet

LIVING IN EMERGENCY : STORIES OF DOCTORS WITHOUT BORDERS

de Mark Hopkins

CITADELLE HUMANITAIRE

de Frédéric Gonseth

APRÈS NARGIS

de Régis Michel

monoloco

création internet & multimedia

www.monoloco.ch | +41 (0)22 340 40 26 | info@monoloco.ch

ÉVÉNEMENT : « LES PAPIERS DE L'AMOUR »



DE SLIMANE BENAÏSSA, LECTURE PAR L'AUTEUR ET MASSIA KANEMAN-POUGATCH

Un homme palestinien tombe amoureux d'une femme juive. Une femme juive aime un homme palestinien. Ils se sont rencontrés à Genève, se sont découverts, se sont aimés et s'aiment encore. Malgré leurs racines et leurs différences, ils s'aiment sans se renier, ni renier leurs convictions. Ils s'aiment parce que l'amour n'a pas besoin de justification, d'autorisation ou de papiers d'identité. Ni Roméo ni Juliette, juste un couple dont chacun trouve dans le regard de l'autre la force et la joie de continuer à avancer. Palestine ? Israël ? Ce sont les deux rives d'un fleuve où même les amours les plus improbables et les plus incompréhensibles peuvent naître.

Située à Genève et dans l'actualité du Moyen-Orient, cette histoire pourrait se raconter partout ailleurs où les frontières tentent d'être opaques aux liens unissant deux êtres qui s'aiment. Un vrai sauf-conduit pour l'espoir.

A Palestinian man falls in love with a Jewish woman. A Jewish woman loves a Palestinian man. They discovered one another in Geneva, fell for each other and are still in love today. In spite of their separate roots and their disagreements, their love requires neither denial of their individual identities nor renouncing their convictions. This love needs no justification, no authorization, no identity documents. Neither Romeo nor Juliette, just a couple who find in the eyes of her/his beloved the strength and the joy to continue going forwards. Palestine? Israel? Just the opposite banks of a river where the most impossible and misunderstood love affairs can exist.

Set in Geneva and today's Middle East, this story could be happening wherever frontiers might destroy relationships between people who love each other. A safe conduct to hope.

Miguel Fernandez-V.

CERCLE DES AMIS DU FESTIVAL FRIENDS OF THE FESTIVAL CIRCLE

DEVENEZ MEMBRE DÈS À PRÉSENT !

Depuis sept ans déjà, le Festival du Film et Forum International sur les Droits Humains s'engage pour sensibiliser le grand public, alerter l'opinion et les instances internationales contre les violations des droits humains partout où elles se produisent. Vous vous sentez concerné par cette cause ? Alors, nous vous invitons à devenir membre du « Cercle des Amis du Festival » pour le respect des droits humains. Vous pourrez ainsi soutenir le Festival dans sa démarche citoyenne en faveur de la dignité humaine. Votre adhésion au « Cercle des Amis du Festival » vous permettra de contribuer au développement du Festival, à son rayonnement international et de bénéficier d'un accès privilégié à l'ensemble de l'événement.

Le formulaire d'inscription est disponible sur notre site web www.fifdh.org

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à nous contacter par courriel au cercle.amis@fifdh.ch ou par téléphone au +41 22 809 69 12

BECOME A MEMBER NOW !

It's been seven years since the International Film Festival and Forum on Human Rights first began to raise public awareness, alert international opinion and institutions to human rights violations wherever they occur.

Does this cause strike a chord with you? If the answer is yes, we invite you to become a member of the «Friends of the Festival Circle» for the respect of human rights. It is a way for you to support the Festival's civic efforts to uphold human dignity. By joining the «Friends of the Festival Circle», you will be able to contribute to the Festival's development and help extend its impact, as well as to ensure your own privileged access to the entire event.

A sign-up form is available on our website www.fifdh.org

For more information, do not hesitate to contact us by email to cercle.amis@fifdh.ch or by phone +41 22 808 69 12

« LA CULTURE DONNE DES REPÈRES.
ELLE EST L'ALLIANCE RARE
ENTRE L'IMMATÉRIEL ET LE MATÉRIEL...
C'EST UN ACTE DE MOBILISATION
POLITIQUE, DE PRISE DE CONSCIENCE...
FACE À LA CRISE, LA CULTURE! » - LE MONDE

LE FLUX LABORATORY SOUTIENT LES ARTS ET LES DROITS HUMAINS.

FLUX
LABORATORY
10 RUE JACQUES-DALPHIN
CH 1227 CAROUGE GE
T +41 22 308 1450 F +41 22 308 1451
WWW.FLUXLABORATORY.COM

INFORMATIONS PRATIQUES ET LIEUX DU FESTIVAL

SALLES

Maison des Arts du Grütli
16, rue du Général-Dufour 1205 Genève
contact@fifdh.ch
Tél: +41 22 800 15 54
Fax: +41 22 329 37 47

Salles CAC Voltaire
(salles Michel Simon et Henri Langlois)

Salle Fonction : Cinéma
16, rue du Général-Dufour
1205 Genève

Auditorium Arditi
1, avenue du Mail
1205 Genève

Ciné 17
Rue de la Corraterie 17
1204 Genève

CAFÉ DU GRÜTLI

Le Festival et le café du Grütli ouvrent un Espace Bar Lounge au centre du festival de 17h00 à 1h00. Propice à continuer le débat autour d'un verre...

Café restaurant « Le Grütli »
www.cafedugrutli.ch
Tél: +41 22 321 51 58

Cuisine créative, menu festival de 19h00 à 24h00. Petite restauration non-stop.

TARIFS

Tarif normal 14.-
Tarif réduit (AVS, Etudiants, Chômage, AI) 10.-

Membres CAC-Voltaire 8.-
Membre Fonction : Cinéma 8.-
20 ans/20 francs 8.-

Carte 5 places : 40.-

Abonnement tarif normal 80.-
Abonnement tarif réduit 60.-

Les Abonnements sont en vente dès le vendredi 7 mars à 14h au Stand Accueil, Centre du festival, Maison des Arts du Grütli.

RÉSERVATIONS

Uniquement pour les séances
Un film, un sujet, un débat
qui ont lieu le soir.
+41 22 800 15 54

INFORMATIONS PRATIQUES POUR LA PRESSE

CENTRE DE PRESSE

Dans les bureaux du FIFDH
Maison des Arts du Grütli
Premier étage
16, rue du Général-Dufour
1205 Genève

Heures d'ouverture : 10h00 à 19h00

Tél. : +41 22 809 69 03 / 04
Fax : +41 22 329 37 47
E-mail : communication@fifdh.ch

CONTACTS PRESSE

Sylvie Cohen (+ 41 76 562 86 32)
Luana Di Trapani (+ 41 79 278 58 56)
Emilie Page
Noémi Villamarin

fidh

Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme

60
CHF



la fidh aime le cinéma !

5 films dans une trousse originale d'agnès b.



- S 21, de Rithy Panh,
- Le cauchemar de Darwin, de Hubert Sauper,
- Mémoire d'un saccage, de Fernando Solanas,
- No man's land, de Danis Tanovic,
- La controverse de Valladolid, de Jean-Daniel Verhaeghe.

**Ce coffret est en vente au Festival international du film
des droits de l'Homme de Genève,
sur le site et le blog de la FIDH :
www.fidh.org / gardonslesyeuxouverts.org**

Ce coffret est vendu au profit de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme.

Un partenariat agnès b. / Fnac / FIDH.

Merci à la Fnac, agnès b., Koba films vidéo, arte vidéo, Mk2 Editions, Blaq Out, Gaumont Columbia Trista, Les Editions Montparnasse.

ORGANISATION GÉNÉRALE

CO-DIRECTION :

Directeur général

Léo Kaneman

Directrice des programmes

Yaël Reinharz Hazan

ORGANISATION :

Administrateur et coordinateur général

Jeffrey Hodgson

Assistante coordination

Laetizia Sabatini

Administratrice

Karin A. Nolte Prado

Chargée programmation films

Daphné Rozat

Organisation débats

Léo Kaneman

Yaël Reinharz Hazan

José Garçon

Assistante thématiques

Audrey Sangsue

Responsable communication et presse

Sylvie Cohen

Attachée de presse

Luana Di Trapani

Collaboratrices presse

Emilie Page

Noémi Villamarin

Sélection des films

Léo Kaneman

Daphné Rozat

Jeffrey Hodgson

Fictions

Rui Nogueira

Alfio di Guardo

Responsables de l'accueil

Mi-Yun Park

Gabriella Zalapi

Hôtels

Mireille Vouillamoz

Voyages

Gabriella Zalapi

Laetizia Sabatini

Responsable jury officiel

Mireille Vouillamoz

Coordination catalogue

Florence Lacroix

Traductrice

Miriam Reidy Prost

Interprètes

Anne Wölfi-Keller

Promotion

Nathalie Flegenheimer

Responsable programme pédagogique

Dominique Hartmann

Collaboratrice programme pédagogique

Sarah Maes

Directrice recherche de fonds

Ingrid Kraehenbuehl

Cercle de Amis du Festival

Iris Benesch

Karin A. Nolte Prado

Responsable logistique et technique

Ismaïl Oztürk

Technicien

Julien Galetto

Collaborateur

Thierry Bouscayrol

Comptabilité

Nicole Mudry

Graphisme

lélgo : Elise Gaud de Buck

Site Web

David de Buck (Graphisme)

Monoloco (Site web)

Florence Lacroix (Contenu site web)

Noémi Villamarin (Contenu site web)

Promotion web

Stéphane Koch

Bande annonce

Label Prod

Chef opérateur vidéo

Thierry-Pier Graindorge

Photographe

Miguel Bueno

Tribune des droits humains

Les droits de l'homme sous l'œil critique des journalistes

- Offre une information indépendante, pluraliste et de qualité
- Rend compte des travaux du Conseil des droits de l'homme
- Parle des crises négligées ou oubliées par les autres médias
- Répercute les débats du FIFDH

Tribune des droits humains (TDH) est un média en ligne créé par l'agence de presse InfoSud.

Contact: Carole Vann, InfoSud, 9 rue du Valais, 1202 Genève. Tél. +41 79 773 70 72, cvann@infosud.org

Human Rights Tribune

Human rights under media scrutiny

- Offers independent, high-quality and pluralistic information
- Follows up on the work of the Human Rights Council
- Exposes issues otherwise neglected or forgotten
- Provides interviews with FIFDH panelists

The Human Rights Tribune (HRT) is a media online created by the press agency InfoSud.

Contact: Carole Vann, InfoSud, 9 rue du Valais, 1202 Geneva, Tel. +41 79 773 70 72, cvann@infosud.org

REMERCIEMENTS

ACTUA FILMS SA : Anne Dumolard, Franck Chouquard
ADC
ALTERNATIVE CHANNEL : Mariona Vivar, Robin Placet
ARTE : Jean Rozat, Alex Szalat, Suzanne Lotz
ASTRABACOS : Laurent Delastelle
ATTAC : Andrea Pedrazzini, Florence Proton
AUDITORIUM ARDITI : Metin Arditi, André Corpateaux, Suzanne Sergi
Chloé BITTON
BUREAU DU HAUT COMMISARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME : Elena Ippoliti
CAC VOLTAIRE : Rui Nogueira, Dominique Marti-Dubois, Alfio di Guardo
CAFE RESTAURANT DU GRUTLI : Anne Besse, Hayat Semoun et toute l'équipe
CENTRE AUDIOVISUEL DE LA VILLE DE GENEVE : Alexandre Rouvelet, Gilles Borel
CENTRE EUROPE – TIERS MONDE
CHARLIE HEBDO : Philippe Val, Isabelle Toquebeuf
CICR : Evelyne Gartenmann, Eros Bosisio
CINE 17 : Vincent Esposito
CINE DROIT LIBRE : Luc Damiba, Abdoulaye Diallo
CLAFG : Claudine Golovine, Selim Neffah
CLUB SUISSE DE LA PRESSE : Monique Beuchat, Guy Mettan, Chrystel Dayer
CODAP : Géraldine Puig
DAILY MOVIES : Yamine Guettari, Carlos Mühlhig
DECORIN : Claude Monnard
DFAE : Ralf Heckner
DORIER SA : Olivier Crozet, Maurizio Montagna, Daniel Gendre
ETAT DE GENEVE : Laurent Moutinot, Charles Beer, Fabienne Bugnon, Maria Jesus
Alonso Lormand, Jaqueline Horneffer, Michelle Borner, Béatrice Grossen
EURONEWS : Elena Calamo, Caroline Hendy, Frédéric Ponsard,

FONCTION : CINEMA : Aude Vermeil, Valérie Debeaumont, Laeticia
André GRIBI
FONDATION HIRONDELLE : Jean-Marie Etter, Marco Pomeniconi
FRANCE 2 : Ghislaine Jassey
Isabelle GATTIKER
Damien GILOMEN
GLOBAL HUMANITARIAN FORUM : Walter Fust, Valérie Durandt
GUATEMALA-SUISSE
HANDICAP INTERNATIONAL
Cédric HERBEZ
HOTELS FASSBIND : Marc Fassbind
HUMAN RIGHTS FILM NETWORK
IFG : Sara Tyler
JR
Stéphane KOCH
KM207
LABEL PROD : Sandrine Garnier, Emilie Sion
LE COURRIER : Frédéric Bouchet, Pascal Messerli
LEMAN BLEU TELEVISION : Séverine Prevel
LE TEMPS : Jean-Jacques Roth, Valérie Boagno, Carine Cuérel, Fabienne Clerc
LIBERATION : François Sergent, José Garçon
LIBRAIRIE LE PARNASSE
LIGUE SUISSE DES DROITS DE L'HOMME : Cathy Day
LOTTERIE ROMANDE : Jean-Pierre Rageth
LUMENS 8 : Laurent Finck
MAISON DES ARTS DU GRUTLI, Jean-Luc Hirt, Alain Cordey, Maurizio D'Amone, Jean
MEDIA PRESSE : André Cristin
MISSION PERMANENTE DE LA FRANCE
AUPRES DE L'ONU, M. l'Ambassadeur
Mattei, Gaël Morand
MISSION PERMANENTE DE LA SUISSE
AUPRES DE L'ONU, M. l'Ambassadeur
Martinelli, Gabriella Murchini
MONOLOCO : Frédéric Reverdin, Frédéric Rombaldi

MEDECINS SANS FRONTIERES : Emma Amado
MUSEE D'ETHNOGRAPHIE DE GENEVE : Philippe Mathez, Christine Détraz
NEO-ADVERTISING SA : Olivia Gautrois-Vilais, David De Buck
Cynthia et Patrick ODIER
ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE : l'Ambassadeur Libère
BARARUNYERETSE, Sandra Coulibaly Leroy
POURCENT CULTUREL MIGROS : Susi Sennhauser
RADIO CITÉ
RADIO LAC : Murielle Chiolero, Miguel Martinez
RADIO SUISSE ROMANDE : Edith Calamandrey
RAGGIO VERDE
Taïba RAHIM
RAPTIM VOYAGES : Christelle Greffier
REDBULL : David Rérat
RUE 89 : Pierre Haski
SARAJEVO FILM FESTIVAL
SERVICE DE L'INFORMATION DE L'ONU : Marie Heuzé
SERVICES INDUSTRIELS DE GENEVE – FONDS MECENAT
Manon SCHICK
SGA : Olivier Stussi, Sara Cordello, Benjamin Grandjean
SIG
SIXT : Francis Niederländer
Noémie SOMMER
SOROS OPEN SOCIETY
SRO-KUNDIG : Stéphanie Vonlanthen
SYSCO : Fabien Paratte
SWISS INFO
TEMPS PRESENT : Eric Burnand
Anne-Frédérique Widmann
THEATRE DU GRUTLI : Michèle Pralong, Maya Boesch, Jean-Michel Broyer
TELEVISION SUISSE ROMANDE (TSR) :

Gilles Marchand, Manon Romerio, Sybille Tornay, Irène Challand, Gaspard Lamunière, Darius Rochebin, Philippa De Roten, Eric Burnand, Céline Tassin, Tiphaine Artur, Cédric Gelissen
TPG PUBLICITE : Walter Molinari
TRANSPARENCY INTERNATIONAL : Cobus de Swardt
TRIBUNE DES DROITS HUMAINS : Carole Vann
UNIVERSITE DE GENEVE, Activités culturelles
VILLE DE GENEVE : Patrice Mugny, Blaise Mertenat, Jean-François Rohrbasser, Pascale Lipawsky, Christian Tschannen, Joelle Oudard, Florence Joye
LA VELOPOSTALE
Anne WOLFI KELLER
WRS : Paige Revillard

Un grand merci à tous les bénévoles!

SOUTIENS INSTITUTIONNELS



Avec le soutien de la République et canton de Genève et de la Ville de Genève



PARTENAIRES OFFICIELS

LE TEMPS



Académie de droit international humanitaire
et de droits humains à Genève



hôtels reunited hotels
cornavin + cristal

srokundig
INFORMATION CONSEIL



PARTENAIRES MEDIAS



CHARLIE HEBDO



arte



Rue89



LIBRAIRIE
LE PARNASSE

neo advertising

monoloco:



PARTENAIRES CINEMA

COC VOLTAIRE

FONCTION
CINEMA

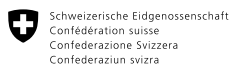
CITÉ
CINÉ

PARTENAIRES TECHNIQUES



actua
tv production • transmission

PARTENAIRES THEMATIQUES



HANDICAP
INTERNATIONAL



FONDATION HIRONDELLE

KM 207

GUATEMALA-SUISSE

CENTRE EUROPE - TIERS MONDE (CETIM)